

# Les pratiques éducatives à l'épreuve de la diversité culturelle

## *PREVENTION SPECIALISEE*

UNASEA  
13 et 14 octobre 2008

## PROGRAMME

---

### ➤ **Public, encadrement, territoires et pratiques à l'épreuve de la diversité culturelle**

Claude THIBAULT, secrétaire général de l'UNASEA, membre du CTPS et de sa commission thématique : « la prévention spécialisée à l'épreuve de la diversité culturelle ».

### ➤ **La prévention spécialisée face à la crise du « modèle français d'intégration »**

Jean-Claude SOMMAIRE, président du CTPS et de sa commission thématique : « la prévention spécialisée à l'épreuve de la diversité culturelle ».

### ➤ **Quelles réponses éducatives face à la mobilisation du religieux par les jeunes ? La question de l'islam**

Dounia BOUZAR, anthropologue du fait religieux, chargée d'études à la PJJ, responsable scientifique du cabinet Cultes et cultures consulting, ancienne personnalité qualifiée du Conseil français du culte musulman (CFCM).

### ➤ **Pour un humanisme de la diversité**

Jacqueline COSTA-LASCOUX, sociologue, directeur de recherche au CNRS, présidente de la Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE).

### ➤ **Confrontation de pratiques de terrain**

Sylvain BERDAH, président de l'association de prévention spécialisée Grajar de Seine-Saint-Denis, pédopsychiatre à Aulnay-sous-Bois  
Éducateurs de la fondation Jeunesse Feu vert (Paris et Seine-Saint-Denis) et de la Sauvegarde du Val-d'Oise.

### ➤ **Les problématiques africaines sub-sahariennes, un nouveau défi pour les intervenants sociaux ?**

Kabangu MUANZA, docteur en psychologie, formateur à Afrique conseil.

### ➤ **Le développement social communautaire, un nouvel axe d'intervention pour la prévention spécialisée ?**

Présentation du projet Lobaly monté par un club de prévention spécialisée de l'Aisne avec la communauté africaine sub-saharienne.

François LEFEBVRE, directeur des services de prévention spécialisée, Sauvegarde de l'Aisne.

### ➤ **Confrontation de pratiques de terrain**

Pierre VERNEY, directeur de service de prévention spécialisée, Sauvegarde du Val-d'Oise.

Stéphane MAGGI, chef de service, équipe de prévention « Rues et cités » à Montreuil.

➤ **La rencontre de la diversité culturelle dans « un espace de foule »**

Équipe de prévention spécialisée, Arc 75, Paris - gare du Nord.

➤ **Comment prendre en compte la problématique de la diversité culturelle dans la formation initiale et continue des travailleurs sociaux et comment gérer la diversité au sein des équipes éducatives ?**

Table ronde animée par Murielle MAFFESSOLI, directrice de l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (Oriv), avec :

- Chahla BESKI-CHAFIQ, sociologue et directrice de l'Adric (Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté) ;

- Monique HUCORNE, éducatrice spécialisée à l'Association club de prévention Sedan ouest (ACSPO), engagée dans une recherche-action avec des populations d'origine algérienne ;

- Annie LECULEE, directrice des équipes de prévention spécialisée de la fondation Jeunesse Feu vert de Paris.

➤ **Clôture**

Jean-Claude SOMMAIRE, président du CTPS.

## Ouverture

### Public, encadrement, territoires et pratiques à l'épreuve de la diversité culturelle (p 4 à 7)

---

*Claude THIBAUT, secrétaire général de l'UNASEA, membre du CTPS et de sa commission thématique, « la prévention spécialisée à l'épreuve de la diversité culturelle ».*

Il m'est agréable de commencer l'ouverture de ces journées 2008, année européenne du dialogue interculturel, qui présentent une spécificité. En effet, le thème de la diversité culturelle, nous avait été proposé par Jean-Claude Sommaire, président du Conseil technique de prévention spécialisée (CTPS) à la Direction générale de l'action sociale, lors de nos dernières journées en février 2008. Le contenu de ces journées sera mis à la disposition de la commission sur la diversité culturelle du CTPS, pour être exploité dans un document/rapport, qui sortira au cours de l'année 2009.

L'année européenne du dialogue interculturel reconnaît que la diversité culturelle de l'Europe représente un avantage unique et spécifique. Elle encourage tous les citoyens européens à explorer les avantages de notre riche patrimoine culturel et à s'ouvrir sur nos différentes traditions. La diversité culturelle en Europe ne cesse de croître. L'élargissement de l'Union européenne (27 pays aujourd'hui), l'ouverture à travers des programmes européens à tous les pays limitrophes de l'Europe ainsi qu'à des pays comme la Turquie en voie d'adhésion, ou l'Azerbaïdjan, l'Ukraine, la Russie, avec qui nous avons des conventions spécifiques ; la déréglementation du droit du travail et la mondialisation d'autre part ont accru le caractère multiculturel de beaucoup de pays, s'ajoutant au nombre de langues, de religions, de groupes ethniques et de cultures présents sur le continent européen. En conséquence, le dialogue interculturel a un rôle de plus en plus important à jouer dans le renforcement de l'identité et de la citoyenneté européenne.

Parler de la diversité culturelle en France c'est parler des divisions passées, actuelles et à venir, qu'elles soient culturelles, religieuses, économiques, sociales ou politiques. Ces différences ont généré divers développements, parfois contradictoires, et évoquer ces développements est un exercice difficile et périlleux, car la compréhension mutuelle et politique se heurte bien souvent à des limites.

Personnellement, je souhaite qu'au cours de ces deux journées, nous ayons des échanges apaisés, responsables et tranquilles, car le défi de la diversité culturelle est une question de société majeure pour la France, pays de migration ancien, certes, avec une tradition d'assimilation qui fut, jusqu'à ces dernières années, une relative réussite, mais qui ne fonctionne plus aujourd'hui. C'est l'échec de l'assimilation de nouvelles générations de Français. Je dois à Jean-Claude Sommaire, d'avoir insisté sur ce point dans le cadre de la commission du CTPS, en nous expliquant que nous allons parler, au cours de ces journées, de jeunes Français : nous devons en être conscients, parce que c'est fondamental dans notre réflexion et dans les échanges que nous devons avoir ; de jeunes Français qui commencent à poser problème parce que cela semble s'associer à des caractéristiques nouvelles de visibilité

auxquelles, jusqu'à maintenant, nous n'étions pas confrontés. Vous, professionnels de l'action sociale et plus particulièrement de prévention spécialisée sur des territoires qui représentent des micro-cultures, par rapport à la société dominante, vous vous retrouvez en face de minorités visibles, mais qui, sur vos territoires, sont parfois une majorité visible. Vous devez prendre en compte les tensions idéologiques ; vous mettez en place un dialogue et des moyens pour tendre vers une intégration la plus égalitaire possible ; vous engagez un dialogue en créant des espaces de rencontre et de connaissance où sont exprimés craintes et espoirs.

La question n'est pas de savoir si la France sera un pays diversifié. Nous sommes dans cette réalité. La question est de savoir si nous souhaitons ou pas valoriser la différence, si nous souhaitons ou pas être ouverts et réceptifs aux cultures, si nous souhaitons ou pas que des individus de cultures différentes puissent cohabiter au sein de notre société.

Les questions sont de savoir dans quel sens la compréhension de l'identité va évoluer : serons-nous capables d'élaborer un concept ouvert pour notre vie, dans le contexte d'un dialogue et d'un échange permanent avec les autres ? Pourrons-nous garder ou reprendre confiance en nos différences culturelles parallèlement à une responsabilité globale en tant que citoyens de France et, nous ne le disons pas assez, de l'Europe ? Existe-t-il une pédagogie de la diversité ? Y a-t-il un apprentissage possible de l'interculturel ? Pour nous, la vision politique est que nous, en tant qu'individus à la rencontre d'autres individus, nous sommes aussi des citoyens, qui vivons ensemble, au sein d'une communauté, en interaction perpétuelle. Par conséquent, nous partageons la responsabilité de ce qu'est notre société et de ce qu'elle doit devenir.

L'approche pédagogique des relations interculturelles, du moins je l'espère, est le fond de nos journées de formation. Les relations interculturelles au sens où je l'entends, à savoir que les rapports interculturels entre les individus appartenant à différents univers sont des rapports pédagogiques dès que l'un des acteurs – et pour moi, celui qui en a l'initiative est l'éducateur de prévention – est conscient de la différence qui le sépare de l'autre et adopte une stratégie de communication et d'interaction qui tient compte de cette différence. Cette approche doit vous rappeler le processus d'acculturation : changements qui se produisent dans les modèles culturels originaux lors de contacts entre groupes culturels différents. Ce processus est en continuelle évolution et il convient d'éviter les schématisations liées à des représentations hâtivement construites de part et d'autre.

Travailler en prévention spécialisée, c'est être confronté à l'altérité, car ces secteurs aspirent et fixent. C'est également être confronté à l'acculturation, c'est-à-dire à cet ensemble de phénomènes qui résultent du contact direct et continu avec des groupes d'individus de cultures différentes et qui entraînent des changements chez les uns et chez les autres.

Nous ne pouvons aujourd'hui que nous interroger de l'absence de formation de l'éducateur de prévention spécialisée – notamment – à certaines spécificités culturelles qui constituent le « fonds de commerce » de l'intervention en prévention spécialisée. Je prendrai volontairement un exemple ancien : l'intervention auprès des gens du voyage sans connaître les origines et l'histoire de groupes aussi différents que les Tsiganes, les Manouches, les Gitans, les Roms, les Jenisch est inconcevable. De

même, intervenir auprès d'une population d'origine africaine sans être au clair sur les phénomènes de l'oral et de l'écrit, notamment, peut hypothéquer de la pertinence de l'intervention.

Le paragraphe qui suit m'ennuie un peu, je reviendrai dessus.

On ne peut pas travailler avec des enfants d'origine culturelle différente, comme s'ils avaient la même structure familiale que les enfants d'origine française depuis plusieurs générations, dont les travailleurs sociaux connaissent la psychologie. Dans vos écoles d'éducateurs, on vous a appris la psychologie de l'enfant ; cela renvoie à l'enfant français avant tout. Avant de les unir, il faut prendre en compte leurs différences. C'est cette phrase me gêne un peu : doit-on vraiment prendre en compte, dans un travail de prévention spécialisée, la différence d'un enfant originaire d'Afrique subsaharienne ? Oui ? Non ? Je me pose beaucoup de questions. L'absence de connaissances minimales sur l'organisation de la famille du pays d'origine, sur la place qu'y tiennent les enfants, sur les principes éducatifs risque d'entraîner des appréciations, des attitudes erronées amenant des interventions inadéquates. Il est certain qu'elles seront inadéquates pour le jeune, pour l'enfant. Si l'on met l'enfant au centre de l'intervention et que l'éducateur de prévention ne connaît pas un minimum du fonctionnement de la famille africaine, il commettra des erreurs. Mais, s'il s'inscrit dans l'intégration à la culture et aux normes françaises, ces erreurs vont peut-être prendre des raccourcis, par rapport au but final. Je me pose énormément de questions à ce sujet.

Au cours de ces journées, il s'agit de vous permettre de prendre conscience, si nécessaire, de vous aider, je l'espère, à développer vos capacités à gérer les relations interculturelles et à avoir un minimum de compréhension pour mieux interpréter, analyser et accompagner le comportement des autres. L'approche interculturelle va essentiellement consister à aller vers l'autre, vers les autres, et vous interroger sur vos cadres de référence, votre culture institutionnelle, sociale, professionnelle et religieuse. Je n'ignore pas la difficulté de ce travail, d'autant plus qu'il nous faut gérer des questions telles que : comment les enfants peuvent-ils s'approprier l'histoire de leurs parents ? Depuis quelque temps, il me remonte assez fréquemment que des jeunes ne veulent pas s'approprier l'histoire de leurs parents et ne s'inscrivent pas du tout dans cette nostalgie d'une vie rurale au pays, qui, parfois, n'existe même plus. Le veulent-ils ? Apparemment, certains jeunes ne le veulent pas. Certains n'ont cure de leur origine. Ils ne reproduisent absolument pas les schémas de leurs parents. Mais dans ce cas, ils n'ont pas d'interlocuteurs ou d'accompagnateurs pour cette démarche, en dehors de vous.

Quelle politique de gestion des ressources humaines est mise en place par les responsables d'équipes de prévention spécialisée ? Cela me semble aussi être une question fondamentale. Quel rôle privilégié – ou non – jouent les travailleurs sociaux eux-mêmes originaires de la communauté d'origine ? Poussé à l'extrême, ont-ils été recrutés parce qu'ils sont de la communauté d'origine ou ont-ils bien été recrutés et embauchés compte tenu de leur aptitude à être éducateur, et à être éducateur en France, avec les valeurs françaises ? Bien insérés dans une équipe, je suis en revanche intimement convaincu que ces travailleurs d'une autre communauté d'origine, avec leurs différences, sont un atout pour enrichir les pratiques, à condition qu'il y ait un travail d'équipe, qui me semble indispensable. Le parcours personnel de ces travailleurs sociaux n'est-il pas plus important que leur origine ? C'est une question.

Voilà quelques exemples, parmi d'autres, que je souhaite que nous abordions au cours de ces journées. Nous sommes ici entre professionnels de l'action sociale, et plus précisément de prévention spécialisée. Dans les centres éducatifs fermés, dans les centres éducatifs renforcés, il y a aussi énormément de jeunes Français, mais de minorités visibles, et le problème qui se pose en prévention se pose aussi dans un certain nombre d'institutions.

Ne faisons pas d'évitement dans les questions qui risquent de fâcher les uns et les autres, pas d'évitement dans les réponses. Soyons simples, sobres. C'est un préalable pour vous permettre à tous de partir mieux armés. Je me permets d'insister sur le fait – et j'ai conscience de me répéter – que ces jeunes dont nous allons parler sont de jeunes Français qui seront de plus en plus nombreux ; il nous faut faire société avec eux et il faut qu'ils fassent société entre eux et avec nous.

Ces journées ne sont pas des journées de formation sur l'immigration, sur les flux migratoires, les bons et les mauvais étrangers, mais des journées sur le pluralisme, la coexistence des modes culturels et la question de savoir quelles sont, sur les territoires où vous intervenez aujourd'hui et demain, dans l'ensemble de nos villes, les conditions nécessaires si l'on veut offrir à tous, ce que je souhaite, une vie décente et une place reconnue pour chacun.

Voilà, en quelques mots, ce que je souhaitais vous dire à l'ouverture de ces journées. J'espère que vous avez senti que je me pose autant de questions que vous. Puissent ces deux jours m'apporter quelques pistes de réflexion.

## La prévention spécialisée face à la crise du « modèle français d'intégration » (p 8 à 17)

---

*Jean-Claude Sommaire, président du CTPS et de la commission thématique, « la prévention spécialisée face à la diversité culturelle »*

Mon propos sera une introduction aux interventions qui vont suivre au cours de ces deux journées et aux débats qui les accompagneront. Il a pour objectif, à travers un regard historique, de mieux comprendre la situation actuelle et les questions qui se posent.

Indiscutablement, depuis un certain nombre d'années, nous assistons en France, à ce qu'il est convenu d'appeler une crise de l'intégration républicaine. C'est autour de cela que je voudrais intervenir. Il faut tout d'abord rappeler quels sont les fondements historiques de ce modèle français d'intégration, et quelles sont les particularités de la situation française.

Historiquement, il y a une exception française en Europe. Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la France est un pays qui souffre d'un déficit démographique et de ce fait, la France est un pays d'immigration. C'est un pays qui, en raison de ce déficit démographique, reçoit des flux de migrants venant de pays étrangers. Cette situation est très particulière, parce qu'en Europe, c'est plutôt l'inverse : les autres pays européens sont des pays qui ont plutôt des excès de population et dont une partie des gens émigrent. L'on sait historiquement l'importance de l'émigration des ressortissants irlandais ou de pays nordiques vers les États-Unis. Ce déficit démographique, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, est à l'origine de l'histoire française de l'immigration, avec cette distinction par rapport à d'autres pays qui, eux, seront pendant longtemps des pays d'émigration, c'est-à-dire dont les ressortissants partiront s'installer ailleurs mais qui, pour la plupart d'entre eux, deviendront, dans une période plus récente, des pays d'immigration. L'Espagne ou l'Italie, par exemple, ont longtemps été des pays d'émigration (beaucoup d'Italiens et d'Espagnols sont venus en France). Aujourd'hui, c'est l'inverse : l'Espagne et l'Italie sont devenues des pays d'immigration qui reçoivent des étrangers originaires du Maghreb ou d'Afrique noire. Cette histoire très particulière à la France explique beaucoup de choses.

Il y a aussi, dans l'histoire de France, l'héritage révolutionnaire : depuis la Révolution française, la France est porteuse de valeurs universelles de liberté, d'égalité et de fraternité. Sur cette base, la France a été une terre d'accueil pour des personnes qui étaient pourchassées en raison de leurs idées libérales, politiques, etc. dans les pays voisins.

La France est donc un pays d'immigration ancien. Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, elle est un pays qui reçoit des étrangers, alors que la plupart de ses voisins européens n'en recevront qu'après la Seconde Guerre mondiale, sur une période relativement récente. Et même des pays comme le Portugal ou la Grèce ne sont des pays d'immigration que depuis une dizaine d'années.

Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la France est à la fois un pays d'immigration de main-d'œuvre – elle reçoit beaucoup d'étrangers comme travailleurs dans les périodes de développement industriel et

dans les périodes de reconstruction du pays après les deux guerres mondiales de 1914-1918 et de 1939-1945 –, mais, pour les raisons démographiques que j'exposais tout à l'heure, la France est aussi un pays d'immigration de peuplement. Depuis toujours, les autorités ont favorisé le rapprochement familial, précisément pour combler le déficit démographique, et depuis toujours, la France est un pays d'accueil de réfugiés et de proscrits. On peut notamment se rappeler l'accueil assez important de ressortissants arméniens, après le génocide arménien, de Russes blancs, après la révolution bolchevique, de juifs d'Europe orientale fuyant les persécutions antisémites et, dans une période plus récente, les boat-people du sud-est asiatique. On peut aussi ajouter une catégorie d'immigrants un peu particulière, avec l'immigration temporaire de troupes coloniales, qui sont venues se joindre à l'armée française, pendant la guerre de 1914-1918, pendant la guerre de 1939-1945, et qui ont participé également aux guerres coloniales. Nous nous rappelons le film *Indigènes*, à ce sujet, qui a réhabilité la participation des combattants maghrébins aux combats de la Seconde Guerre mondiale. Mais, il s'agissait là d'une immigration à caractère assez spécifique.

Si l'on schématise d'une façon excessivement grossière, qui ne permet pas d'entrer les nuances, on peut considérer que la France a plus ou moins reçu successivement trois types de flux. D'abord, des migrants de proximité, d'origine européenne. Ainsi, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont les Belges qui sont majoritaires. Viennent ensuite des Italiens, des Espagnols, des Polonais ; la dernière immigration européenne de proximité est celle des Portugais, dans les années soixante. La France reçoit aussi un deuxième type de flux : ceux des ressortissants de l'ancien empire colonial, d'abord maghrébins et africains sub-sahariens. Ces flux viendront essentiellement après les indépendances, avec toutefois l'exception notoire de l'immigration algérienne – surtout kabyle –, qui était à l'époque, une immigration indigène aux caractéristiques et au statut particulier, et qui, elle aussi, est une immigration ancienne, en France. Plus récemment, sont venus des migrants originaires d'autres pays, qui ne sont pas des migrants de proximité, ni des migrants de l'ancien empire colonial. C'est le cas, par exemple, des Chinois. Il y a une immigration chinoise qui était d'ailleurs assez ancienne, mais qui s'est développée au cours de ces dernières années. Il y a une immigration turque, une immigration sri-lankaise, une immigration capverdienne, une immigration zairoise... Souvent, d'ailleurs, ces immigrations sont liées à des flux qui arrivent dans d'autres pays européens et qui ensuite diffusent sur la France. Les Sri-lankais sont d'abord venus en Grande-Bretagne, puis, on les a retrouvés en France. Les gens de l'ancien Congo belge, du Zaïre, sont venus en Belgique, l'ancienne puissance coloniale et ensuite, sur la France. Les Turcs sont venus massivement en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale et ensuite, ont diffusé dans d'autres pays européens.

Dans le sujet qui nous intéresse aujourd'hui, nous avons affaire à des gens qui sont extérieurs à l'Europe et qui n'ont pas eu de liens coloniaux avec la France.

Ce qui caractérise historiquement la France, compte tenu de cette histoire un peu particulière, c'est une grande capacité d'assimilation. Pendant longtemps et en l'absence de toute politique d'intégration, la France - à l'exception de la face sombre de son immigration coloniale - a fait la démonstration d'une capacité d'assimilation assez extraordinaire de flux migratoires les plus divers. D'une part, parce que la France, à une époque historique maintenant révolue, avait une identité nationale forte, c'est-à-dire que les enfants d'immigrés de ces générations anciennes avaient une certaine vision de la France qui leur donnaient l'envie de devenir français. Il y avait, d'autre part, une

volonté politique de franciser rapidement ces enfants d'immigrés, notamment pour qu'ils puissent participer à la reconquête de l'Alsace-Lorraine, au XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple. En effet, la France a longtemps eu l'Allemagne comme ennemi héréditaire, et l'Allemagne avait une population infiniment plus nombreuse que la France. À une époque où, dans les conflits armés, ce qui comptait était le nombre de soldats, la France avait besoin de soldats. Dès 1884, des mesures sont prises pour créer le double droit du sol : on a renforcé le droit du sol pour permettre aux enfants d'immigrés de devenir français le plus rapidement possible.

Historiquement, nous avons des acteurs de l'intégration puissants : l'école républicaine, l'école laïque, les hussards de la République – souvent eux-mêmes issus de milieu modeste et qui avaient envie d'assurer la promotion de leurs élèves –, le service national c'est-à-dire le service militaire, obligatoire à l'époque, des organisations syndicales puissantes... Ainsi, la CGT a joué un rôle très important pour l'intégration des flux migratoires, parce que cela permettait aux travailleurs immigrés et aux travailleurs français de partager les mêmes combats. Il y avait aussi le Parti communiste, qui a également joué un rôle intégrateur extrêmement important pour les travailleurs immigrés, ainsi que l'Église catholique.

Dans ce schéma historique, on ne peut pas non plus oublier l'existence de l'époque coloniale. Il faut savoir qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le projet colonial fait partie intégrante du projet républicain. Pour les républicains, et d'ailleurs plutôt pour ceux de gauche, il y a un devoir des « races supérieures » - c'est exprimé en ces termes - d'apporter la civilisation et d'émanciper les « races inférieures ». À l'époque, ce sont les républicains de droite qui sont hostiles au projet colonial parce que pour eux, ce qui compte est d'abord de reconquérir l'Alsace-Lorraine plutôt que d'aller se perdre du côté du Zambèze, en Afrique.

On ne peut pas non plus oublier qu'en France, peut-être parce que le projet colonial faisait partie intégrante du projet républicain, la décolonisation a été difficile – rappelons-nous la Guerre d'Algérie – et qu'elle n'est peut-être pas complètement achevée dans les esprits. En tout cas, elle a apporté des séquelles durables ; pensons aux enfants de harkis, qui représentent une population importante, aujourd'hui. Cette histoire nationale particulière pèse encore sur les débats d'aujourd'hui, puisqu'elle a façonné notre manière de penser les questions d'immigration. Il y a donc eu un miracle français de l'assimilation, qui reste présent dans les esprits – sans doute davantage dans les esprits des générations comme la mienne, les plus anciennes, et moins dans les générations plus jeunes.

La France contemporaine s'est largement construite sur l'immigration. Aujourd'hui, un Français sur quatre, au niveau de ses grands-parents, a un ascendant issu de l'immigration – le plus souvent de l'immigration européenne, certes. Donc un Français sur quatre, en moyenne, a vécu une histoire particulière, son histoire particulière de l'immigration. Il y a, dans l'esprit français, un souvenir tenace de cette période, d'une période où l'étranger, sinon lui-même, du moins ses enfants, devait devenir le même, se fondre dans le paysage et devait devenir comme les Français. C'est une distinction très importante avec les approches anglo-saxonnes. L'idéal français, si l'on caricature un peu, était pendant longtemps que les enfants d'immigrés aient une baguette de pain sous le bras, un béret basque sur la tête et un litre de rouge dans la poche. C'est un peu caricatural, mais il y a tout de même

un peu de cette idée. La nostalgie de cette époque subsiste, y compris chez les travailleurs sociaux les plus anciens. Dans certains débats, cela peut resurgir. On peut rencontrer des travailleurs sociaux issus de l'immigration italienne, espagnole, qui ont vécu un certain nombre de choses et ne comprennent pas toujours très bien que cela se passe différemment aujourd'hui, que les jeunes d'aujourd'hui n'aient pas le comportement, le respect d'un certain nombre de choses qu'eux-mêmes avaient à leur époque, et ne semblent pas faire les mêmes efforts qu'eux-mêmes ont dû accomplir. Aujourd'hui, c'est par rapport à cette situation présente dans les esprits que se posent les questions actuelles.

La crise du modèle français d'intégration s'est installée progressivement. Elle n'a pas surgi brutalement. C'est l'histoire des trente dernières années, au cours desquelles la société française a profondément changé. Après la période dite des « Trente Glorieuses » qui avaient suivi la dernière guerre, où l'on ne connaissait pas le chômage, il y a eu les années de crise qui ont vu monter le chômage de masse, les restructurations industrielles, qui ont touché de façon importante les immigrés non qualifiés qui étaient là. Au cours de cette période de changement de la société française, les acteurs historiques de l'intégration ont connu des difficultés, voire ont disparu : le service national a disparu, l'école est en difficulté, le Parti communiste ne représente aujourd'hui plus du tout ce qu'il a pu représenter à une certaine époque. Les organisations syndicales n'ont pas non plus le même poids. Les grands messianismes porteurs de sens, d'espérance et par la force des choses, de cohésion sociale, se sont considérablement affaiblis, que ce soit l'espérance religieuse ou l'espérance révolutionnaire, c'est-à-dire la construction d'un monde meilleur, ici et maintenant. L'individualisme s'est imposé, au détriment des solidarités communautaires et familiales plus traditionnelles. L'identité nationale fait évidemment beaucoup moins sens dans le contexte de la construction européenne et de la mondialisation.

De son côté, l'immigration a également changé. Elle est d'abord devenue plus familiale. Compte tenu de la montée du chômage, en 1974, les autorités arrêtent officiellement l'immigration de main-d'œuvre – elle continuera sous d'autres formes. En revanche, l'immigration familiale se poursuit. Le lieu de l'intégration qui, auparavant, était plutôt l'usine, le lieu de travail...va progressivement se déplacer vers le quartier. C'est dans le quartier que va se jouer la question de l'intégration. Cette immigration est devenue de plus en plus extra-européenne : elle est maghrébine, africaine, turque, asiatique et prend donc une visibilité plus grande dans l'espace public, avec aussi des appartenances religieuses différentes et pouvant également être visibles. L'immigration est devenue de moins en moins maîtrisable. Le fossé Nord / Sud s'est creusé, mais en même temps, les transports aériens ont rapproché les continents, les filières et réseaux se sont développés. Pour des pays démocratiques comme le nôtre, il n'est pas possible d'empêcher toute immigration illégale. C'est un sujet de préoccupation pour l'ensemble des pays européens.

Cette prise de conscience des problèmes, de la crise de l'intégration, de ce que tout cela allait impliquer, s'est faite tardivement. Il faut rappeler, par exemple, que l'immigration maghrébine – et l'on peut se référer, à cet égard, au film *Mémoires d'immigrés* de Yamina Benguigui –, les travailleurs immigrés maghrébins ne souhaitaient pas s'installer en France. Ils pensaient venir temporairement et ils ont toujours gardé dans leur tête, aujourd'hui encore, quand ils sont retraités, ce mythe du retour. Il

y a là peut-être quelque chose qui mériterait d'être creusé : l'immigration européenne qui est venue dans la période de l'entre-deux-guerres était constituée de gens qui avaient coupé les ponts avec les pays dont ils étaient originaires, qui avaient rompu les amarres. Ils savaient qu'ils allaient se fixer là et leurs enfants aussi ; alors que l'immigration maghrébine avait cette idée de retour. Et c'est tardivement, progressivement, que la fixation s'est faite. Les autorités françaises elles-mêmes ne souhaitaient pas vraiment cette installation durable. La prise de conscience, là aussi, a été tardive. Il faut penser, par exemple, aux longs débats suscités autour du Code de la nationalité, entre 1986 et 1998 : pendant plus de dix ans, on s'est interrogé pour savoir si les enfants issus de l'immigration maghrébine devaient devenir français automatiquement ou en en faisant la demande, donc en faisant allégeance. Tout cela, naturellement, n'a pas facilité les choses.

Au cours de ces trente années de crise, pendant lesquelles s'installe la crise de l'intégration, on peut retenir un certain nombre d'événements médiatiques qui ont marqué cette période et qui l'illustrent. C'est un inventaire en vrac, insuffisant, mais qui donne quelques points de repère.

Ainsi, la Marche des Beurs de 1983 a été une manifestation forte du désir des jeunes d'origine maghrébine d'être reconnus comme partie prenante de cette société. Mais, la réponse du pouvoir politique, d'après ce que considèrent les spécialistes qui ont étudié cette époque, a été inadaptée : le président de la République a accordé la carte de dix ans aux parents. Mais, la demande des jeunes n'était pas tout à fait celle-là : ils voulaient la reconnaissance de leur place dans la société française. Il y a eu ensuite l'époque des concerts de SOS Racisme, où la fête passait avant l'intégration, dans une certaine mesure. En 1989, nous avons eu la crise du foulard, qui mérite que l'on s'y arrête un instant. L'événement est ponctuel : ce sont trois jeunes filles, dans un établissement scolaire de Creil, à 100 km de Paris, qui portent le foulard dit « foulard islamique ». C'est un événement qui a un retentissement national, alors qu'il serait passé totalement inaperçu dans d'autres pays. La société française, subitement, se met à discuter fortement de cette question. En effet, cet événement anodin en apparence, heurte cette tradition d'assimilation, c'est-à-dire cette tradition où les enfants d'immigrés doivent devenir « les mêmes ». En plus, c'est une période où il est question d'émancipation féminine, et tout cela est perçu comme un choc. C'est d'ailleurs à ce moment-là que, pour se sortir des difficultés, le gouvernement crée le Haut Conseil à l'intégration pour repenser les questions d'intégration.

Plus tard, la Coupe du monde de football de 1998, « les années Zidane », où l'on voit sur les Champs-Élysées, des voitures klaxonner avec des drapeaux bleu, blanc, rouge et de jeunes Maghrébins à l'intérieur. Un de mes amis me disait que l'on était allé voler les drapeaux bleu, blanc, rouge des mairies pour les agiter sur les Champs-Élysées. Mais voilà qu'en 2001, lors du match France / Algérie, *la Marseillaise* est sifflée devant le Premier ministre...Ce n'est sans doute pas un événement capital, mais cela fait partie de ces choses qui, à un certain moment, peuvent heurter l'opinion.

En 2004 est promulguée la loi sur l'interdiction des signes religieux à l'école qui occasionne un grand débat sur la laïcité... Pendant longtemps, en France, le débat sur la laïcité – qui n'est d'ailleurs pas complètement achevé – était l'histoire conflictuelle entre la République et l'Église catholique qui, à une époque ancienne, était omniprésente. Le débat sur la question de la laïcité se déplace donc progressivement. Cela ne veut pas dire qu'il a complètement disparu : quand le président de la République, chanoine du Latran, fait un discours, on continue à s'émouvoir, des gens envoient des

pétitions à l'Élysée accusant le président de remettre en cause la laïcité de la République... Mais les vraies questions auxquelles il faut aujourd'hui s'atteler ne sont pas celles-là. Ce sont plutôt les questions dont nous allons débattre au cours de ces journées.

La loi interdit donc les signes religieux à l'école, mais avec un peu d'hypocrisie, parce que ce qui est visé dans l'affaire est le foulard islamique. Certes, on nous dit qu'il faut éviter de porter de grandes croix en pendentif à l'école. Je pense que les élèves qui en portent sont assez rares...

Un autre événement, qui n'a pas été médiatisé très longtemps mais qui a secoué un peu, au moins pendant quelques jours, est celui des « cogneurs noirs », comme on les a appelés. Le 8 mars 2005 a lieu une manifestation de lycéens à Paris, qui a du être interrompue parce que des « jeunes » - suivant l'appellation habituelle, venus de banlieue -, s'attaquent aux manifestants (mais pas aux forces de l'ordre ni aux bâtiments) pour les dépouiller, de manière assez violente : il y aura un certain nombre de blessés. La presse, y compris une presse que l'on ne peut pas suspecter d'incitation à la haine raciale, comme le journal *Le Monde*, remarque qu'il y a beaucoup de jeunes Noirs parmi les cogneurs – ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en a pas aussi parmi les cognés. Quelques jours après, une pétition est signée par des intellectuels pour dénoncer le racisme anti-Blancs. Bernard Kouchner et Jacques Julliard, directeur du *Nouvel Observateur*, qui, a priori, ne sont pas des chantres de l'extrême droite, figurent parmi les signataires. L'effervescence retombe.

À la fin 2005, les émeutes d'octobre et novembre sont un événement important. Ce phénomène s'étale sur plus de trois semaines. C'est un événement assez inédit, dans notre pays. Il est évident que les participants à ces émeutes sont très majoritairement des jeunes d'origine maghrébine ou africaine – les appellations prêtent toujours à la critique, mais il faut bien dire les choses.

Dans la dernière période, les conflits de normes avec l'islam se succèdent dans l'actualité médiatique à une fréquence assez régulière. Il y a quelques mois, un match inter-mosquées de basket féminin appelle l'attention de la presse parce que les hommes ne sont pas admis à y assister. Cela pourrait, là aussi, être un événement anodin ; d'un côté on pourrait se dire : « Tiens, les mosquées font un festival de basket féminin, c'est bien ! », mais les médias ne retiennent pas cet aspect-là. Ils retiennent plutôt que les hommes n'y sont pas acceptés. Ensuite, survient l'affaire du mariage de Lille et plus récemment, le procès à Rennes, de braqueurs de confession musulmane qui doivent passer devant le tribunal pour un fait assez grave, puisqu'il s'agit d'un braquage. Or, l'audience a lieu pendant le ramadan. Les avocats auraient demandé et obtenu que leur passage puisse être différé.

À chaque fois qu'il y a des événements de ce type, c'est en général suivi de communiqués d'organisations diverses et variées : la Ligue des droits de l'homme, le Mrap, SOS Racisme, Ni putes, ni soumises etc. Chacun y va un peu de son complet, prenant position d'un côté et de l'autre. On constate que les conflits sont forts, de ce point de vue.

Dans les événements d'actualité, on ne peut pas oublier le 19<sup>e</sup> arrondissement, où il est question de rivalités entre bandes ethniques. Ce sont aussi des réalités en prendre en considération.

Quel est l'état des lieux, aujourd'hui ? Le modèle français d'intégration dans ses principes n'est pas remis en cause. C'est un modèle qui fait consensus autour du principe d'égalité des citoyens, indépendamment de leur origine, de leurs croyances, du refus des déterminismes d'ethnie, de classe, de religion. Ce modèle refuse toute logique de minorité par la République. On considère que l'on intègre des individus et non des communautés. Ce modèle d'intégration ne refuse pas les spécificités ; cela a été observé par des travaux du Haut Conseil à l'intégration. On ne refuse pas les spécificités liées aux origines, mais on ne souhaite pas les cultiver. On admet les différences, mais on préfère mettre l'accent sur les ressemblances et l'on préfère, si possible, que les différences restent dans la sphère privée ou que, si elles sont présentes dans la sphère publique, ce soit de façon un peu discrète.

Aujourd'hui, il y a une difficulté, qui est la discordance entre ces principes généreux, que personne ne souhaite remettre en cause, et la réalité : on voit bien que la promesse d'égalité à l'égard de tous est difficile à tenir. La société française a du mal à faire le deuil de cette culture assimilationniste. Même *a minima*, l'acceptation des différences ne passe pas, parce que cela heurte toute une histoire. De plus, le discours sur l'intégration, aujourd'hui, n'est plus du tout accepté par les jeunes générations.

Il y a, en outre, la ghettoïsation des quartiers difficiles : on tient des discours sur la mixité sociale, c'est très bien, mais la réalité ne va pas vraiment dans ce sens-là. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas des endroits où des efforts sont faits, notamment grâce à l'Anru. Mais la tendance générale va vers la ghettoïsation. Dans son dernier ouvrage, sorti il y a quelques semaines, Didier Lapeyronnie dit que « le ghetto, on y est » ; et pas simplement dans les banlieues de la région parisienne ou lyonnaise, également dans les petites villes. Le ghetto, c'est une véritable contre-société, qui a ses propres règles, qui est distincte de la société globale et qui, en même temps, a une fonction protectrice à l'égard de ses membres.

Notre pays connaît de plus en plus de fractures territoriales, qui sont aussi des fractures ethniques, des fractures culturelles et des fractures religieuses. Ces fractures sont souvent accentuées au niveau scolaire : les élus essaient de bricoler pour que la fuite de certaines populations ne s'accélère pas, mais il y a certaines écoles où l'on sait que les minorités ethniques sont plus fortes que la moyenne du quartier. La question des discriminations est importante, notamment de la discrimination raciale, compte tenu de l'évolution de la société française. Aujourd'hui, il y a de plus en plus de jeunes Français qui sont de couleur et ces discriminations ne touchent donc plus seulement des étrangers, mais des Français, des nationaux. Elles sont vécues d'autant plus douloureusement. Quand un jeune diplômé sait qu'il a cinq fois moins de chances d'obtenir un entretien qu'un jeune d'origine européenne, le discours républicain perd de sa crédibilité.

Dans le même temps, on peut observer d'autres groupes sur lesquels l'intégration à la française semble n'avoir qu'assez peu de prise : les Turcs, les Chinois, les Sri-lankais, qui se débrouillent assez bien entre eux à travers des solidarités communautaires et dont l'insertion économique, par exemple pour les Chinois, se passe assez bien.

Ce sont ces questions dont nous allons débattre au cours de ces journées puisque, par définition, la prévention spécialisée qui est présente sur le terrain, est aux premières loges pour voir ces évolutions de la société française, et plutôt les choses qui ne vont pas.

Nous allons aborder essentiellement trois thèmes : les questions religieuses, les questions communautaires, la question de la gestion des équipes et de la formation des éducateurs.

➤ **La question religieuse** mêle à la fois les questions identitaires et les questions religieuses ; il ne s'agit pas d'une question religieuse de type classique, comme celles qui existaient auparavant avec la religion catholique. Un certain nombre de préoccupations seront évoquées sur les questions identitaires : comment se posent-elles pour les jeunes des minorités ethniques ? Quelles appartenances sont revendiquées ? Au quartier ? À la France ? Au pays d'origine des parents ? À un groupe ethno-culturel ? À l'islam ? Comment ces questions identitaires sont-elles travaillées avec les jeunes ? Y a-t-il une bonne façon de les aborder ? Faut-il parler de l'esclavage, de la colonisation ? Quelles ressources utiliser pour parler de tout cela ? Faut-il solliciter la mémoire des familles ? Aller au bled ? Comment aider les jeunes à se construire une identité plurielle, qui concilie appartenance nationale et appartenance particulière ? Comment démêler les bricolages identitaires ? Comment gérer des appartenances particulières sans en être dépendant ?

Il y aura les questions religieuses par rapport à la laïcité, les questions posées par les jeunes aux équipes : le ramadan, le voile, la nourriture halal, les espaces de prière, l'invocation du Coran et du Prophète dans les actes de la vie quotidienne, comment être un bon musulman... ? Question posée à un éducateur : « Et toi, es-tu un bon musulman ? » Quelle réponse donner ? Comment ces réponses sont-elles appréhendées par les éducateurs ? Quel positionnement professionnel avoir sur ces sujets, dans le contexte d'une société laïque ? Doit-on rechercher des accommodements raisonnables ? Lesquels ? Comment ? Pourquoi ne pas avoir des espaces de négociation : où et comment les construire ? Avec qui ? La posture éducative doit-elle être uniquement professionnelle ? Quelle est la place de la personne chez le professionnel ? Pour un éducateur, ce n'est pas la même chose que pour un autre agent public : la question de la personne joue aussi. Quand la personne est musulmane, comment cela se passe-t-il ? Quelles sont les limites ? Que peut-on faire par rapport au prosélytisme ? Faut-il l'ignorer ? Le combattre ? Comment ? Comment gérer la concurrence des « prédicateurs musulmans, nouveaux travailleurs sociaux », pour reprendre une expression de l'éditeur de Dounia Bouzar ? L'islam peut-il faciliter l'intégration ? Y a-t-il une coopération possible avec les associations musulmanes ? Les mosquées et les églises évangélistes peuvent-elles avoir un rôle social ?

➤ **La question communautaire** sera examinée ensuite, notamment à partir d'une expérience menée dans le département de l'Aisne. Comment se pose-t-elle sur le terrain ? Y a-t-il réellement des communautés ethniques et culturelles ? Lesquelles ? Quels sont les ressources et les handicaps de ces communautés ? Quelle approche en a-t-on au niveau des équipes éducatives ? Comment aborder les particularités propres à certains groupes qui posent problèmes, comme la polygamie, la question de l'honneur dans les familles, la surveillance phobique de l'honneur des filles, l'éducation « petit prince » des garçons ? Comment agir dans le contexte d'ethnicisations des quartiers, de délinquance ethnique, de conflits interethniques, mais aussi de commerces ethniques, d'emplois ethniques, de solidarité ethnique ? Peut-on sortir des manichéismes simplificateurs et réhabiliter le fait

communautaire en le distinguant clairement du communautarisme ? Peut-on concilier appartenance nationale et appartenance communautaire ? Y a-t-il un bon usage des communautés ? Intégrer n'est pas assimiler : nous sommes sortis de l'assimilation. Le communautaire peut-il faire obstacle au communautarisme ? Faut-il aborder de front la question de la sur-délinquance des jeunes d'origine maghrébine et africaine sub-saharienne ou garder un voile pudique sur le sujet ? Comment réhabiliter le rôle des parents maghrébins et africains, pacifier leurs relations avec les institutions, notamment l'école ? Comment favoriser la création de réseaux d'entraide ? Que faire en matière de prévention précoce ? Comment prévenir le décrochage scolaire et l'accompagner lorsqu'il survient ? La prévention spécialisée doit-elle s'investir dans le développement social communautaire ? Doit-elle développer ses liens avec les associations communautaires au plan local et, pourquoi pas aussi, au plan national : Conseil représentatif des associations noires de France, Coordination des Berbères de France... ? La prévention spécialisée est-elle à même d'apaiser des conflits interethniques, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, par exemple ? Peut-elle contribuer à des politiques locales de reconnaissance des communautés issues de l'immigration ? – une reconnaissance symbolique et non juridique : la reconnaissance de communautés en souffrance de ne pas voir reconnaître leur place dans ce pays. Il y a peut-être des choses à faire.

➤ Quant à la **gestion des équipes et à la formation des éducateurs**, elle touche des questions très concrètes. La diversité, aujourd'hui, n'est pas seulement au niveau des jeunes, mais aussi au niveau des équipes.

Pour débattre de toutes ces questions, qui sont délicates et chargées d'affectivité, qui ne laissent personne indifférent, il faut essayer dans les équipes, au cours de ces journées, d'accepter une certaine règle du jeu, c'est-à-dire d'accepter d'en débattre sereinement, entre professionnels responsables. Ce sont des questions qui fâchent, indiscutablement, et sur lesquelles il y a des positions différentes. Elles seront exprimées. La position de mon voisin et la mienne ne coïncident pas forcément, et c'est normal. Il faut s'en accommoder, essayer de pouvoir en parler et échanger. C'est accepter de faire cause commune pour dire que, collectivement, nous souhaitons réfléchir à ces questions de façon à avoir une action éducative plus efficace près du public dont nous nous occupons. Il faut savoir que dans une société de diversité, il n'y a plus nécessairement consensus sur des valeurs communes. Il y a des conflits de normes qui peuvent apparaître comme inconciliables parce que certaines normes sont considérées par certains, comme ayant une valeur universelle.

Il faut surtout distinguer dans les débats ce qui concerne les faits objectifs et réels des faits réinterprétés, qui sont autre chose, ainsi que les jugements et les opinions. Il faut s'efforcer d'éviter les omissions mensongères, les déformations malveillantes, les manipulations où l'on sort certaines choses de leur contexte pour pouvoir affirmer des points de vue, renoncer aux procès d'intention et ne pas faire le jeu du communautarisme, si l'on parle des communautés, essayer d'être tolérants, avoir une démarche de respect mutuel.

Il faut aussi accepter de surmonter les difficultés qui sont réelles, relatives à la façon de nommer les populations. Faut-il continuer à parler de « jeunes », tout court ? Des « jeunes » ont brûlé des voitures à Trifouillis-les-Oies... Comment les nommons-nous ? Arabes, Noirs ? « Arabes », pour parler de

Kabyles, de Berbères, n'est pas approprié. « Musulmans » ? C'est un critère religieux, donc ce n'est pas adapté non plus. « Jeunes issus de l'immigration » ? Jusqu'à quand seront-ils « issus de l'immigration » et pourquoi parler des uns « issus de l'immigration » et pas des autres ? Tous ces mots font référence aux Français d'origine maghrébine. C'est compliqué. Mais nous sommes obligés de nous en accommoder, si nous voulons aborder les questions de fond. Ou alors, nous les laissons de côté et nous mettons le tapis en espérant que les choses vont se régler tranquillement. Mais en même temps, les équipes de prévention spécialisée sont confrontées à ces questions. Il faut donc avoir la capacité, entre professionnels, c'est-à-dire entre personnes responsables, de pratiquer une certaine éthique de la responsabilité du débat et pourvoir discuter de tout cela, voir comment avancer et ne pas se laisser piéger par les mots qui fâchent, qui posent problème.

Mon introduction est une invitation au voyage autour de ces trois thèmes qui vont être développés au cours de ces journées. Si pour ma part, en tant que président du Conseil technique de la prévention spécialisée, j'ai souhaité de façon volontaire, qu'il y ait une commission sur ce thème, c'est parce que je crois que l'on ne peut y échapper. Et je pense que la prévention spécialisée a aussi une expérience singulière de ces questions, qui peut être utile, qui peut être valorisée. Il y a des expériences qui se font, des initiatives qui sont prises et qui peuvent aider d'autres catégories de travailleurs sociaux à mieux prendre en compte ces problèmes. La prévention spécialisée a peut-être un positionnement, un rôle à affirmer, sur ces questions qui empoisonnent un peu tout le monde, qui laissent les élus souvent mal à l'aise, les rendent maladroits ou les amènent à commettre des erreurs. Ces deux journées peuvent aussi être utiles pour alimenter les réflexions de notre commission, qui donneront lieu à la production d'un rapport. Je vous remercie donc de bien vouloir y participer avec un esprit de responsabilité.

## ÉCHANGES AVEC LA SALLE

---

### **Association Chemin de l'Île, Nanterre**

Ma question se rapporte au titre des deux journées de formation, « Les pratiques éducatives à l'épreuve de la diversité culturelle ». Or, vous nous avez surtout parlé de diversité ethnique. Cela en fait partie, mais ce n'est pas tellement cela le sujet. Vous nous parlez de nation, mais en France, il y a aussi les Basques, les Bretons et les Corses. Ce n'est pas toujours évident de travailler avec ces publics, parce que c'est une culture qui est également différente, en France. Vous nous avez beaucoup parlé des populations maghrébines et africaines sub-sahariennes, mais pas du tout des diversités culturelles de la France.

### **Jean-Claude SOMMAIRE**

Nous pourrions éventuellement, si certains le souhaitent, aborder ces discussions. Je ne connais pas tellement la réalité des équipes de prévention spécialisée, mais je n'ai pas le sentiment que de façon significative, les jeunes d'origine bretonne ou basque posent des questions aux équipes. La salle me démentira peut-être.

## Claude THIBAUT

Il existe - lorsque l'on étudie tout ce qui touche à l'interculturel ou à la diversité culturelle - ce que l'on appelle « l'iceberg », qui se décompose en deux choses : la perception immédiate et ce qui échappe à la perception immédiate.

- Dans la perception immédiate, il y a relativement peu de choses (je parle bien de culture). On y trouve les arts, la littérature, le théâtre, la musique classique, la musique populaire, les danses folkloriques, les jeux, l'art culinaire et la tenue vestimentaire.

- Échappe à la perception immédiate ce qui, me semble-t-il, représente le fond de l'intervention du travailleur social à savoir : la notion de modestie, la conception de la beauté, les idéaux relatifs à l'éducation des enfants, les règles de bienséance, la cosmologie, les rapports avec les animaux, les modes de relations supérieurs / subalternes, la définition du péché, la séduction, la notion de ce qui est juste, l'incitation au travail, la notion de leadership, le rythme de travail, la prise de décision en groupe, la conception de la propreté, l'attitude par rapport aux personnes à charge, la théorie de la maladie, la résolution des conflits, la conception de la mobilité, la façon de regarder, le rôle par rapport à la position selon l'âge, le sexe, l'activité professionnelle, les parents, etc., la définition de la démence, l'amitié, la perception de soi, les modes de perception visuelle, le langage corporel, l'expression du visage, les notions de logique et de validité, la gestion des émotions, les modes conventionnels dans divers contextes sociaux, la conception du passé et de l'avenir, l'organisation du temps, la préférence pour la compétition ou la coopération, le degré d'interaction, la notion d'adolescence, l'arrangement de l'espace physique... Tout cela pour vous montrer la complexité de ce qu'est la culture, de ce qui est visible et surtout de ce qui est moins visible et qui constitue les éléments sur lesquels l'éducateur doit travailler.

## Association Chemin de l'Île, Nanterre

Je voulais simplement faire un lien par rapport à tous les exemples que vous avez pu donner : les émeutes, le match de football où l'on siffle *la Marseillaise*... Peut-être que les éducateurs ne posent pas de questions à propos des jeunes qui sont basques, mais les Basques posent des questions à la nation, parce que finalement, lorsque Bixente Lizarazu se promène avec son drapeau basque, il réinterroge la question de sa nationalité. Des problèmes, il y en a aussi au Pays basque et en Corse... Peut-être ne sont-ils pas remontés, mais il y en a bel et bien.

## Claude THIBAUT

Je vous livre quelques petites séquences, peu nombreuses, que je vis, qui m'apparaissent comme étant des éléments nouveaux. Dans une ville qui est au cœur de la France, il s'agit de la ville de Limoges, (130 000 habitants, 200 000 dans l'agglomération). Il y a une forte densité d'étudiants noirs, et depuis quelque temps on entend les réflexions des ruraux – ce sont des ruraux qui sont devenus urbains sans quitter leur région. Le dimanche matin, les gens sont chez eux, ils ont leurs activités. Mais lorsqu'ils sortent, les seuls gens qu'ils rencontrent dans la rue sont des Noirs. Ils ne prennent presque jamais les transports en commun, mais quand ils montent dans un bus, à Limoges, France profonde, la moitié des passagers sont noirs. Cela génère un climat, des non-dits ou des dits... Le phénomène des minorités – je parle là de minorités, mais dans les territoires où vous intervenez, elles représentent des majorités – me paraît un élément nouveau, auquel il me semble qu'ont pratiquement échappé les

jeunes au début de l'immigration maghrébine. Nous n'étions pas confrontés à cette visibilité. C'est cette visibilité qui me semble poser problème, aujourd'hui, en France.

### **Association, Nanterre**

Certains éléments de langage me font un peu peur et je les trouve dangereux, dans ce qui est dit depuis quelques instants. Pour reprendre votre exemple, Monsieur, à Limoges, en 1914, quand Joffre était général et responsable en chef de l'armée française, il a renvoyé une minorité visible, des généraux incompetents, ce qui a donné l'expression « limoger ». Je ne pense pas que cela ait entraîné des non-dits et un climat de défiance, dans la France de 1914, à cause de l'Union sacrée. Depuis tout à l'heure, j'entends parler de minorités visibles, et cela me fait un peu penser à l'intégration inconsciente d'un discours au mieux anglo-saxon, au pire, d'une droite assez réactionnaire. Comme vous le disiez tout à l'heure assez justement, la France s'est construite sur une identité, une certaine idée, et nous n'entendons ici qu'un point de vue visant à faire des minorités visibles. Je ne sais pas lesquelles elles sont : moi, quand je travaille sur mon lieu de vie ou même dans la France profonde, je vois des personnes et des individus, je ne vois pas de Noirs, je ne vois d'Arabes, je ne vois pas de Français, je ne vois pas de Géorgiens. Le fait de stigmatiser, dans le titre et la présentation même de ce colloque, est assez gênant. Vous parlez d'émeutes de « banlieue » ; ne peut-on parler de « quartiers populaires » ? Vous dites que c'est une crise de l'intégration. Comme le rappelait justement Samir Mihi, président d'AC le feu, en 1968, la France s'est construite avec une certaine catégorie de Français en jetant des pavés sur la tête des policiers ; en 1789, l'identité française s'est construite en jetant des pavés sur la tête des royalistes. Je crois que ces jeunes qui jetaient des pavés à la tête de la police ont très bien compris le modèle d'intégration à la française. Je suis assez surpris de voir que c'est une question ou un problème. Il y a des pratiques effectives avec toute personne en situation de questionnement et de déshérence ; je ne vois pas pour autant de problèmes face à un Noir ou un Arabe.

### **Association Chemin de l'Île, Nanterre**

... qui peut être basque ou corse.

### **Claude THIBAUT**

Je pense que nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet pendant ces deux jours.

### **Jean-Claude SOMMAIRE**

Nous allons poursuivre notre programme avec l'intervention de Dounia BOUZAR qui, pour la présenter, était éducatrice à la PJJ dans le Nord, pendant un certain nombre d'années. Elle a écrit plusieurs ouvrages, dont l'un portait le titre – qui n'était pas forcément son choix à elle – « *Les prédicateurs musulmans, nouveaux travailleurs sociaux ?* ». Elle a également écrit d'autres ouvrages à vocation plus pédagogique, qui peuvent être utiles, je pense, à beaucoup d'entre vous. Elle a été pendant un temps membre du Conseil français du culte musulman. Elle a été au centre de la PJJ de Vaucresson et elle a maintenant d'autres activités dont elle vous parlera.

## Quelles réponses éducatives face à la mobilisation du religieux par les jeunes ? La question de l'islam (p 20 à 33)

---

*Dounia BOUZAR, anthropologue du fait religieux, chargée d'études à la PJJ, responsable scientifique du cabinet Cultes et cultures consulting, ancienne personnalité qualifiée du Conseil français du culte musulman (CFCM).*

Je ne suis pas sûre d'avoir le temps de vous parler de ce que je fais, vu toutes les questions qui ont été posées en introduction. D'abord, je tiens à vous dire que nous ne répondrons pas à toutes ces questions, c'est une certitude.

J'avais envie de commencer la conférence en vous citant Camus et sa fameuse phrase : « *Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde* ». Vous avez déjà commencé à débattre de la façon de nommer les choses. Avant d'entamer le sujet sur lequel on me demande d'intervenir, je voudrais faire un petit point sur la question des catégories. En effet, faire une catégorie, c'est souvent nécessaire, mais c'est toujours dangereux. Parce que faire une catégorie signifie que l'on va prendre une caractéristique d'un groupe de personnes et que l'on va définir ce groupe de personnes par rapport à une seule de ces caractéristiques. Progressivement, dans la façon de parler, dans la sémantique, on va même réduire le groupe de personnes à une seule de leurs caractéristiques. À titre d'illustration, je vous donne l'exemple très précis des fameux « jeunes » que l'on ne sait plus nommer, aujourd'hui, qui sont passés par une multitude de dénominations. On a parlé de « jeunes issus de l'immigration » pendant un certain temps, puis de « jeunes issus de la deuxième génération », expression suivie de la dénomination de « Beurs ». Maintenant, on parle régulièrement dans les discours médiatiques, de « jeunes musulmans ». Vous voyez là comment le critère de la catégorie change : c'est d'abord le fait historique qui, à un moment donné, sert pour définir la catégorie (c'est-à-dire la trajectoire migratoire), c'est ensuite le lien de filiation qui sert à désigner la catégorie « issus de la deuxième génération », puis, c'est la référence religieuse qui sert de critère et qui devient elle-même une catégorie pour définir ce groupe de personnes. Je remarque juste que l'islam a toujours été une différence, mais qu'à un certain moment, on a fait de cette différence-là une catégorie. C'est-à-dire que l'on se sert de cette différence pour caractériser un ensemble d'individus que l'on va appeler « les jeunes musulmans ».

Lorsque l'on catégorise ainsi un ensemble d'individus, on fait souvent l'impasse des procédures démocratiques de négociation, de confrontation, qui permettent aux gens de se définir eux-mêmes. Parce que lorsque l'on fait une catégorie, on définit l'autre à sa place. Non seulement on définit l'autre à sa place, mais on définit ses besoins à sa place parce que justement, on le définit sans lui et que l'on fait l'impasse de la confrontation, du dialogue, de la négociation où lui va se définir en tant qu'acteur qui pense. Les discours politiques de gauche et les discours politiques de droite ont tous utilisé cela pour faire l'économie des remises en questions sociales et politiques.

Il y a eu la fameuse « marche pour l'égalité » : reprenez les archives de cette époque et vous verrez comment les revendications des jeunes, qui portaient sur des questions sociales et économiques (il y a 40 % de discrimination à diplôme égal, selon le quartier où l'on habite, selon le prénom que l'on a

etc.), ont été traitées par les médias. Progressivement, ils ont culturalisé le problème en disant : « ces jeunes mettent le feu parce que leurs parents sont d'une autre culture ». Insidieusement, c'est la sémantique culturelle d'intégration d'une autre culture qui a pris le devant de la scène dans le débat public. Et insidieusement, les politiques ont fait l'économie des remises en questions politiques. On a créé le Haut Conseil à l'intégration. Je ne dis pas qu'il ne fallait pas le créer ; je remarque juste que l'on a parlé de culture au lieu de parler des problèmes économiques et sociaux et que, de ce fait, on a donné, par l'intermédiaire du FASILD, des subventions aux associations pour organiser des méchouis et des danses du ventre, le dimanche, en disant que l'on allait valoriser la culture des parents et que les jeunes se calmeraient.

Les discours de droite, c'est la même chose, sauf que maintenant, ce n'est plus une « culturalisation » du diagnostic social, mais une confessionnalisation du diagnostic social. C'est-à-dire que désormais, l'islam devient le prisme à partir duquel on analyse les émeutes, la révolte des jeunes, le fait qu'ils n'ont plus d'interlocuteurs politiques, le fait qu'il y ait des « tournantes »... On relie cela à l'islam, comme on y relie le fait que l'enfant n'aille plus à l'école. De la même façon, on n'applique plus les grilles de lecture habituelle, on n'utilise plus la sociologie, la psychologie, la psychanalyse, l'économie pour faire les analyses et les remises en question d'un certain nombre de dysfonctionnements.

Après cette introduction nécessaire eu égard à la manière dont vous avez ouvert le débat, j'aborde maintenant mon sujet. Je ne vais pas parler de cultures différentes. Personnellement, je pense qu'en France, ce n'est pas tant le droit à la différence qui pose question en ce moment, mais le droit à la similitude, tout en gardant des références différentes. À mon sens, le gros questionnement actuel est que l'on se rend compte que oui, on peut être de culture française parce que l'on regarde les mêmes films, que l'on a appris à dire « je », que l'on a été socialisé à l'école de la République, que l'on écoute les mêmes musiques, et pourtant on peut être d'une autre religion. On peut être 100 % français/ 100 % musulman et 100 % français / 100 % bouddhiste. C'est nouveau. L'islam n'est plus la religion des étrangers. La religion, ce n'est plus « les autres ». L'islam, ce n'est plus « les autres ». C'est un vrai tournant, une vraie redéfinition. Ce sera mon sujet de travail.

Je vais vous parler de nous, professionnels : quelle est notre posture, en tant qu'accompagnants de processus de socialisation, par rapport à la réappropriation de références religieuses par les jeunes ? Il ne s'agira pas d'inter-culturalité, mais bien de la relation au religieux. Sur cette question, il n'est pas non plus facile de nommer les choses. Je rappelle que l'Europe est le continent le moins religieux du monde, que la France est le pays le moins religieux de l'Europe, que notre petit débat a lieu à partir de nos lunettes et que nous sommes l'exception de l'exception. Mais nous sommes un modèle intéressant pour les autres.

Le fait d'être l'exception de l'exception et d'avoir ce rapport particulier à la laïcité, dans notre histoire française, n'empêche pas que dans les faits, il y a un retour du religieux. Je ne dis pas « un retour des religions », mais bien « un retour du religieux ». En effet, ce qu'il y a de nouveau, c'est que les individus, parce qu'ils ont appris à dire « je », parce qu'ils ne sont plus dans des sociétés normatives, parce qu'il y a la démocratie, parce que c'est une société sécularisée, une société laïque, bricolent eux-mêmes des formules religieuses, se réapproprient leur religion à partir d'eux-mêmes. C'est ce que l'on

appelle des reformulations du religieux. C'est-à-dire que l'on n'étudie plus les religions comme avant, comme si elles étaient des systèmes normatifs qui s'appliquent toujours de la même façon aux individus. Autrement dit, actuellement, ce n'est pas la religion qui fait l'individu : c'est l'individu qui établit la compréhension de sa religion selon ce qu'il vit, selon ce qu'il est, et tout cela est très interactif.

La question des demandes religieuses n'est pas nouvelle pour les travailleurs sociaux. Les plus vieux d'entre vous savent qu'ils ont toujours eu à gérer des demandes rituelles de pratiques et que, globalement, bon gré, mal gré, cela s'est toujours à peu près bien géré.

La question nouvelle qui se pose souvent dans les foyers est plutôt le fait que la dimension religieuse prend un nouvel espace. Elle intervient dans la relation avec les autres, elle intervient dans la relation avec soi, elle intervient parfois dans la vision du monde. Cette part de religieux dans le comportement des jeunes prend finalement beaucoup plus de place qu'avant. C'est là que l'éducateur ne sait plus trop comment le gérer.

La première chose que je me propose de vous rappeler est que **le rapport au religieux n'intéresse l'éducateur que dans les répercussions qu'il a sur la socialisation du jeune**. L'éducateur n'est pas là pour dire ce qu'est la religion, ni ce que dit la religion ; l'éducateur n'est pas un juge de conscience. Le statut même de la laïcité empêcherait l'éducateur de devenir juge des consciences. L'éducateur n'est pas un théologien. Il s'occupe du processus de socialisation des jeunes et prend simplement en compte **la relation au religieux pour voir si cela aide le jeune à mieux se socialiser ou si c'est une entrave à sa socialisation**. Notre postulat de débat, pour partager ce moment, est non pas ce que dit l'islam, ce que dit la Bible, ce que dit la religion juive, mais : pourquoi ce jeune passe-t-il par le religieux, soit pour s'auto-exclure, soit pour exclure les autres, soit pour se ressourcer, soit, au contraire, se rééquilibrer, retrouver des repères qu'il n'a pas eus ? Toute notre analyse va bien porter sur la question de la socialisation.

Prenons tout de suite un premier exemple, afin de mettre cela en pratique. C'est l'exemple d'un jeune qui s'appelle Fayçal, qui a été rapporté par vos collègues. C'est un jeune qui entre en prison après avoir été accusé de tentative de viol. Il ne dénie pas les faits, mais la seule chose qu'il demande une fois incarcéré, c'est d'avoir son Coran et son tapis de prière. Les parents de ce jeune ont pratiquement été hospitalisés lorsqu'ils ont su l'accusation dont leur fils faisait l'objet. Dans un tel cas, l'éducatrice se retrouve face à un jeune dont la seule demande est religieuse, alors que le jeune n'avait aucun lien au religieux avant son incarcération.

Trois possibilités s'offrent à nous pour analyser la position de Fayçal.

- *La première possibilité* est que Fayçal, issu d'une famille d'origine paysanne, a des parents très stricts, qui ont très mal vécu la chose ; la parole n'a pas l'habitude de circuler et par conséquent, les choses deviennent innommables pour le père : cette accusation de viol est tellement insupportable que cela peut provoquer une rupture familiale. Dans ce cas, l'éducatrice peut faire l'hypothèse que finalement, Fayçal, consciemment ou inconsciemment, passe par le religieux pour que les choses deviennent nommables, pour refaire du lien avec le père ou tout simplement, pour prévenir une rupture avec la

famille. Il sent que s'il ne passe pas par le religieux, ce sera insupportable pour le père, et donc c'est une façon inconsciente de garder du lien avec son père qui, lui, est pratiquant. C'est une probabilité, parce que lorsqu'il évoque les choses, Fayçal dit : « les Djinnns m'ont aidé, c'est l'esprit qui m'a envoûté pour faire ce passage à l'acte ».

- *La deuxième hypothèse* que l'on peut faire est qu'au contraire, Fayçal utilise le religieux pour se mettre dans une bulle et passer au-dessus de la loi des hommes, au-dessus de toute réflexion de conscience sur son acte afin de se protéger. Il se met dans un monde virtuel afin que la prison ne l'atteigne pas et finalement, il se met dans une situation de supériorité par rapport à la loi des hommes ou, tout simplement, par rapport à lui-même. C'est une autre hypothèse.

- *La troisième hypothèse* est que Fayçal, au contraire, se réapproprie la religion pour se construire des repères qu'il n'a pas eus dans la petite enfance. On peut, en effet, tout de même faire l'hypothèse que s'il y a eu tentative de viol, il n'y a pas eu intériorisation des limites et d'un certain nombre de repères dans la petite enfance, et qu'il passe par la religion pour se les redonner instinctivement, une fois qu'il est entre quatre murs, qu'il a été arrêté, qu'on lui a signifié « stop ». Cette réappropriation de la religion lui permet de retrouver des repères de temps puisque les prières sont très rythmées, des repères d'espace puisque cela lui impose de s'orienter, de se poser, de prendre conscience de ses contours identitaires, de travailler sur son corps, sur le respect des interdits, d'apprendre la frustration (à travers le ramadan, etc.). Dans ce cas-là, Fayçal se sert de la religion pour se restructurer.

Ainsi, avec le même discours de Fayçal : « *je veux mon Coran, je veux mon tapis* » ; l'éducatrice a trois diagnostics possibles. Selon le diagnostic qu'elle va poser, elle aura une attitude différente. Dans le premier cas, elle va travailler la relation avec le père, réinvestir la relation familiale, valoriser le père et son rôle. Dans la deuxième situation, elle va couper net et désamorcer l'investissement du religieux, qui sert là d'échappatoire et qui peut mener Fayçal à l'extase à la sortie de la prison, voire à quelque chose de plus grave. Dans le troisième cas, elle va plutôt valoriser ce passage par le religieux parce qu'elle sent que cela lui permet de se réparer, de retrouver un narcissisme et ensuite, de pouvoir continuer son chemin à la sortie de la prison.

Nous ne sommes donc pas dans le contenu du discours religieux, mais dans l'analyse de la relation au religieux que le jeune élabore et des conséquences que cela a sur lui.

Je voudrais tout de suite donner une **définition du radicalisme** et rappeler que religion veut dire « relia ». Pour une éducatrice, le critère du radicalisme est beaucoup plus strict que pour les RG ou la DST. Pour nous, la définition que je propose est très simple : **le discours radical est un discours qui amène le jeune à s'auto-exclure ou à exclure les autres, c'est-à-dire le discours qui fait le contraire du terme « relia »**. Si le jeune est coupé de ses espaces de socialisation, de sa famille, des autres, croyants ou non croyants, voire des autres musulmans, on est dans un processus de radicalisation. Ce qui permet de définir le discours, non pas dans le contenu, mais dans l'effet du discours. Le discours est qualifié de radical s'il produit de l'effet d'exclusion. Un même discours peut donc produire un effet différent selon le contexte.

Je vous livre quelques éléments pour illustrer cela : le fameux mouvement du Tabligh, qui est issu du Pakistan et qui date des années vingt, visait à socialiser les jeunes à une époque où les missionnaires chrétiens prenaient les pauvres en charge, les nourrissaient, leur apprenaient à lire et à écrire. Dans l'Inde d'avant la partition, les chrétiens missionnaires prenaient tous ces enfants en charge. Au bout d'un moment, un musulman s'est dit : si nous ne faisons rien, ils vont tous devenir chrétiens, parce que les missionnaires les prennent en charge, leur apprennent à manger, les nourrissent, etc. Dès lors, un musulman a construit le système du Tabligh, en mimétisme avec le système des missionnaires catholiques. C'est devenu une toile d'araignée : on a pris les jeunes en charge et on les a socialisés. Ce mouvement, d'après Gilles KEPPEL, est maintenant la toile d'araignée la plus grande du monde. Il s'est implanté partout. Ce sont des groupes complètement piétistes, que vous croisez forcément, si vous êtes dans des banlieues : vêtus de blanc, portant une barbe, ils sont en groupe ; leur action est prosélyte. En effet, leur but est de ramener les brebis égarées dans le droit chemin. Ces piétistes prônent la non-violence et n'ont jamais fait de politique. Ils n'ont donc jamais été inquiétés par la police. Depuis des années, ils arpentent les banlieues. Les gens avaient d'eux une opinion plutôt positive, pensant que finalement, ils re-narcissisaient les jeunes. Et globalement, les sociologues avaient pu remarquer que les jeunes qui passaient par le groupe du Tabligh avaient des chemins très différents, mais finissaient toujours par en sortir, au bout d'un, deux ou trois ans. C'était devenu une sorte de catéchisme musulman un peu réactionnaire où les jeunes arrêtaient parfois la drogue, l'alcool ou la délinquance, retrouvaient une place, avaient une fonction : celle de ramener dans le droit chemin les brebis égarées du quartier voisin... Il y avait ainsi une chaîne humaine où ils trouvaient en quelque sorte une place, une fonction. Et finalement, personne ne disait rien, parce que tout le monde s'y retrouvait : les élus avaient moins de délinquance dans leurs quartiers, les parents étaient bien contents que leurs enfants arrêtaient la drogue et pour les RG, puisqu'ils ne faisaient pas de politique et prônaient la non-violence, cela ne posait aucun problème à la société.

Et soudain, boum ! : 11 septembre 2001. Et l'on se rend compte que 95 % des jeunes qui se font embrigader dans le terrorisme sont des jeunes qui sont passés par le Tabligh. Que s'est-il produit ? Le discours du Tabligh n'a pas changé : c'est toujours la piété, la non-violence, l'absence de politique. Mais le contexte a changé. Il y a les groupuscules assimilés à Al-Quaïda qui sont autour. Et actuellement, lorsque l'on parle de l'islam, il vaut mieux faire penser les jeunes que les mettre en situation d'appliquer des règles de conduite, des schémas de conduite tout faits, des recettes.

Le Tabligh a une relation au religieux un peu sectaire, c'est-à-dire que le jeune fait sans réfléchir. Il est dans le mimétisme et la reproduction. Cette reproduction, qui a pu être socialisante dans le contexte du Pakistan des années vingt, qui a pu être socialisante pendant des années, dans le contexte français, qui a pu être une étape, pendant des années, pour sortir de la délinquance, en Europe, est maintenant un vrai danger. C'est un vrai tremplin. Dans le contexte actuel, ce discours qui amène les jeunes à ne plus penser est dangereux et peut les conduire à être réceptifs à un discours beaucoup plus radical. Vous voyez ainsi l'exemple d'un discours qui ne change pas, mais dont l'effet dans un contexte qui change, peut être différent. L'effet du discours est vraiment ce qui nous intéresse.

Je voudrais faire une observation à propos de la question de la laïcité, car ce qui, normalement, gère vos pratiques, c'est le cadre juridique instauré dans ce pays. Cette fameuse loi de 1905, la loi de laïcité, n'est pas une idéologie, mais un système juridique ; un système juridique qui garantit le « vivre ensemble », quelle que soit sa référence religieuse. Vous devez le savoir, mais je vous le rappelle pour

que nous partions de la même chose, cette loi énonce que « *la République assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes* », à condition qu'il n'y ait pas entrave à l'intérêt public. Il est très rare que la République garantisse quelque chose. **Or, la loi stipule expressément que « la République assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes ».** Et dans l'alinéa 2 de son article 2, qui vous intéresse particulièrement, elle énonce que les citoyens ont droit à leur liberté de culte quelle que soit leur situation. Cela veut dire que ceux qui sont en prison, ceux qui sont sous les drapeaux, ceux qui sont malades et ceux qui sont en pension doivent avoir leur liberté de conscience et d'exercice de culte garanties et que, dans ces cas-là, c'est le service public qui peut s'en charger.

Garantir la liberté de conscience signifie que la République garantit la liberté de croire, qu'elle garantit la liberté de croire en ce que l'on veut – on n'est plus obligé d'être de la religion du roi pour être sujet du roi – et qu'elle garantit la liberté de ne pas croire. D'où la question qui vous intéresse : dans une collectivité, comment faire pour que ma liberté de croire s'arrête là où commence la liberté de ne pas croire et que ma liberté de ne pas croire s'arrête là où commence la liberté de croire ? C'est facile à dire, lorsque l'on a en charge dix enfants en foyer, mais ce n'est pas facile à faire. Où commence la liberté des uns ? Où termine-t-elle pour que celle de l'autre puisse continuer ? Dernière remarque à propos de cette question de laïcité, pour que nous parlions de la même chose lorsque nous prononçons le mot « laïcité », parce que c'est toujours une question de sémantique : il convient d'être attentif au fait que la loi de 1905 a été mise en place pour que plus jamais, en France, il n'y ait une morale unique qui s'impose à tout le monde. C'est-à-dire qu'il n'y a plus de morale unique supérieure à une autre. Cela veut dire que je peux être à la fois croyant et laïque si, en étant croyant, je ne considère pas que ma vision du monde est supérieure à la tienne et si je ne m'impose pas ma vision du monde au reste. Et je peux être athée et non laïque si j'impose ma vision du monde athée, si j'impose l'athéisme aux autres citoyens. Donc, croire ou ne pas croire n'est pas un critère de laïcité ; c'est le respect des autres visions du monde.

Il faut rappeler que l'État est devenu neutre, pour garantir toutes ces libertés et toute cette diversité religieuse à ses citoyens, et que **le fonctionnaire qui est garant de la laïcité républicaine, ne doit laisser apparaître aucun de ces signes.** C'est également facile à dire, mais pas facile à faire lorsque l'on vit avec les jeunes. *Que veut dire être un éducateur neutre, quand on est fonctionnaire à la Protection judiciaire de la jeunesse, que l'on mange avec les jeunes, que l'on dort avec les jeunes et que l'on partage avec eux des repas et de la transpiration ?* Quelqu'un m'a dit un jour : « *du fait que cet éducateur-là ne mange pas de porc, il n'est pas neutre* ». Je suis désolée, mais celui qui mange du porc n'est pas neutre non plus : quand on mange quelque chose, forcément, on laisse apparaître une partie de ses références. On ne peut pas obliger un éducateur qui est pratiquant musulman à ne pas faire le ramadan. Comment, alors, peut-il faire ramadan tout en étant neutre ? C'est une vraie question. Instaure-t-on le pluralisme dans l'équipe et fait-on circuler la parole librement pour montrer que la vision du monde de cet éducateur qui fait ramadan n'est pas supérieure ? *Que met-on en place dans l'équipe pour que l'attitude de l'éducateur ne soit pas la seule référence des jeunes, pour que les jeunes qui sont d'une histoire similaire à celle de cet éducateur ne soient pas assignés à ce modèle-là ?* En même temps, que met-on en place pour que l'ensemble de l'équipe soit neutre, c'est-à-dire laisse cet espace de liberté pour que l'ensemble des jeunes puissent choisir leurs références ?

C'est un vrai travail sur soi, pour les croyants comme pour les non-croyants. C'est une vraie réflexion d'équipe.

La question de la pensée est quelque chose de fondamental : faire prendre conscience que l'on ne rencontre jamais des cultures – c'est déjà un peu la question des catégories évoquée précédemment –, quel l'on ne rencontre jamais des religions, mais que l'on rencontre toujours des individus qui se sont appropriés ou qui se réapproprient des éléments de culture et de religion, toujours en interaction les uns avec les autres et de manière évolutive.

Le gros problème des discours sur le fait religieux est que justement, là aussi, les discours politiques et médiatiques enferment les musulmans ou les juifs (en ce moment, ce sont plutôt les musulmans) dans des catégories homogènes et les définissent comme des « copié-collé ».

Je prends un exemple très simple. Lors du vote de la loi sur les signes religieux à l'école, Bernard STASI a déclaré sur *Canal +* que ce qui l'avait le plus influencé pour prendre la décision de la loi relative à la question du foulard, était le témoignage de Chahdortt DJAVANN, écrivain qui a grandi en Iran et qui a été voilée de force dans un contexte de révolution islamique. Cela a été, pratiquement, jusqu'à la fin de la commission, la seule personne à avoir témoignée sur la question du port du foulard, avec des historiens spécialistes du Maghreb. Que l'on soit d'accord ou non sur la loi, sur la question de la visibilité, sur ce qui a été décidé dans cette commission, il n'empêche que cette personne voilée de force dans un pays qui a une histoire de révolution islamique, a servi de référence pour comprendre la pensée de jeunes filles qui sont nées en France, qui ont grandi en France et qui se sont réappropriées le foulard, alors que leurs mères s'étaient battues contre le port du foulard. Prendre Chahdortt DJAVANN pour essayer de comprendre les étapes de pensée des jeunes filles que l'on voulait déconstruire montre bien que dès lors que l'on parle de l'islam, on part du principe que les musulmans sont tous des « copié-collé », sans regarder l'histoire des pays, le niveau économique et social, les histoires individuelles, les questions psychologiques et psychanalytiques, c'est-à-dire les relations aux parents, etc.

Cela étant dit, nous sommes aujourd'hui dans une situation où le fait de grandir dans cette laïcité, en France, a justement obligé la plupart des jeunes à penser leur islam. C'est-à-dire qu'en étant dans un pays avec cette exigence laïque aussi forte, ces jeunes, il y a une vingtaine d'années, se sont retrouvés dans une position où tous leurs interlocuteurs leur présentaient l'islam et la laïcité comme deux concepts complètement incompatibles. Les interlocuteurs institutionnels et médiatiques avaient cette vision-là de l'islam, qui n'était pas capable de devenir laïque, et les discours musulmans étrangers donnaient une représentation de la laïcité comme d'un système qui empêchait les religions d'exister, qui ne reconnaissait pas les vérités divines, qui serait allé contre les religions, qui était en guerre contre les religions. Ces jeunes se sont donc retrouvés dans cette situation où, finalement, ils ont pris conscience qu'ils ne pourraient pas obtenir de réponses à leurs questions auprès de ces Français qui n'étaient pas musulmans ou de ces musulmans qui n'étaient pas français. Et ils ont pris conscience qu'ils étaient la première génération à être à la fois français et musulmans et qu'ils devraient eux-mêmes construire leurs réponses à la fameuse question : qu'est-ce qu'être musulman dans cette laïcité,

dans cette histoire-là ? Quand j'ouvre mon Coran, qu'est-ce je comprends, moi, comment est-ce que je construis cette séparation entre le profane et le sacré dans cette société-là ?

Cette prise de conscience du fait que ce n'étaient ni les musulmans non français, ni les Français non musulmans qui allaient leur donner de réponse et qu'ils avaient eux-mêmes quelque chose à construire, à élaborer, les a conduits à étudier les deux concepts présentés comme incompatibles : la laïcité et l'islam.

Ils ont donc travaillé sur la Constitution française, se sont rendus compte que celle-ci reprenait la définition de la laïcité telle que je l'ai énoncée précédemment, c'est-à-dire qu'il ne devait y avoir aucune vision du monde supérieure, que chacun pouvait croire ou ne pas croire et que ce n'était donc pas contre l'islam. Ensuite, ils ont dû traduire les textes musulmans en français pour essayer de comprendre si, du côté du Coran, il y avait une interdiction d'être musulman sur une terre laïque et si l'incompatibilité, dans ce sens-là, était exacte. Ils ont découvert que dans le Coran rien n'empêchait d'être musulman sur une terre qui n'était pas musulmane. Pour découvrir cela, ils ont donc dû traduire tous les textes en français.

Le fait de lire l'islam en français, le fait de nommer les choses en français, le fait de penser l'islam en français a changé leur vision d'eux-mêmes, leur vision des autres : ils ne pouvaient plus dire d'Élisabeth était une mécréante, comme c'est encore mentionné tel quel dans certaines cassettes de prédicateurs de bas étage.

Leur façon de penser en français a fait encore plus de lien avec le reste de leurs camarades. Dès lors, ils ont pris conscience qu'ils ne comprenaient pas forcément la même chose, dans leur texte, que leurs parents ou leurs grands-parents. Ils ont pris conscience de la subjectivité de la compréhension du texte. Ceci est fondamental. Quand je lis un texte de Victor Hugo à 5 ans, 15 ans ou 50 ans, je comprends une nouvelle dimension de ce texte. C'est-à-dire que le texte ne change pas, mais moi, j'ai une nouvelle dimension de compréhension parce que j'ai vécu autre chose, je comprends à partir de ce que je suis, de ce que je vis. C'est exactement la même chose dans une religion. Ces jeunes ont été mélangés depuis l'école maternelle avec des enfants qui ne croient pas, qui ne sont pas musulmans. Ils ont appris à dire « je » à l'école de la République. Apprendre à dire « je » signifie que ce n'est plus le clan qui dit ce que dit l'islam, c'est : « je » qui vérifie ce que le clan dit que l'islam dit. Et quand je suis une fille, je me rends compte qu'il y a souvent une confusion entre tradition et religion ; je me rends compte que souvent, mes parents veulent m'imposer les traditions de leur petit village. Parce que mes parents, comme tous les parents du monde, n'ont pas envie que je choisisse des valeurs à l'extérieur de ma famille. C'est le conflit de générations. Souvent, ils ont sacralisé des valeurs qui leur sont propres. Ces jeunes, en apprenant à dire « je », dans cette période de confrontation, se réapproprient les textes et font la différence entre tradition et religion. Et parfois, ils retournent voir leur mère en lui disant : « *mais tu t'es complètement fait avoir ! Il n'était marqué nulle part qu'il fallait rester à la cuisine !* » C'est une réappropriation du religieux pour lutter contre des traditions souvent paysannes. Les éducateurs, en effet, ne rencontrent que des familles qui ne vont pas bien. Dans cet espace, on ne parle pas des familles musulmanes en général, mais des familles qui ont été ramenées dans l'immigration, qui sont analphabètes, de culture paysanne, dans la déchéance totale.

Ces enfants-là se rendent compte qu'il y a une réappropriation des textes ; les filles se rendent compte que l'une des paroles les plus importantes du Prophète est : « *La recherche du savoir est une obligation pour tout musulman et toute musulmane* ». Je peux être à la fois musulmane et ingénieure. Je serai même

meilleure musulmane si je suis ingénieure. Et le père ne peut plus répondre : « *tu te prends pour Marie-Cécile ?* » à sa fille quand elle lui dit qu'elle veut faire bac + 12. Il n'y a plus de suspicion de trahison.

Leur réappropriation du religieux, pour une partie des jeunes, a donc servi à pouvoir rejoindre des valeurs modernes et à remettre en question les traditions. Paradoxalement, l'investissement du religieux sert à rejoindre la modernité en se débarrassant d'une fidélité à la tradition du village d'origine de Papa et Maman, sans sentiment de trahison. Je peux remettre en question les traditions de Papa et Maman sans être un traître puisque c'est la religion qui me permet de faire ce passage. Je ne dénie pas toute mon histoire.

Cette question est fondamentale : cela **permet aux jeunes de prendre conscience de la subjectivité de la compréhension d'une religion**. C'est une réappropriation individuelle. Ils peuvent ainsi comprendre que l'interprétation d'une religion provient toujours d'une expérience au monde. Si j'ouvre mon Coran, que je suis chercheuse à Paris ou journaliste à New-York, je ne comprends pas la même chose que mon arrière-grand-mère analphabète, qui n'est jamais sortie de sa cuisine, qui, d'ailleurs, n'a même jamais lu le Coran et qui n'a fait que répéter ce que lui disait le clan des femmes. Il y a une réappropriation individuelle. Il est très violent de parler des jeunes qui ont grandi en France ou dans les grandes capitales comme Alger et Rabat, dans tous les endroits où les gens se mélangent, où ils ont accès au savoir, sont alphabétisés, en les définissant à partir de définitions qu'ils cherchent souvent à combattre et qui appartiennent aux anciennes générations. C'est comme si l'on définissait un jeune Français à partir de son arrière-grand-père qui était sur le front, en 1914. C'est exactement la même chose.

Ceci concerne les jeunes qui vont le mieux possible. Il y a tout de même un discours radical qui fait autorité sur un certain nombre de nos jeunes, qui ne vont pas bien. Les éléments de débat que je vais donner sur le radicalisme partent d'une grande question. **Le discours radical a toujours existé, mais aujourd'hui, il fait de plus en plus autorité sur les jeunes. Pourquoi ?** C'est notre question, à nous. Lorsque j'étais sur le terrain, il y a quinze ans, quand un radical passait auprès d'un jeune, le jeune se retournait vers l'éducateur en disant : « *qu'est-ce que c'est que ce mariolle ?* ». Aujourd'hui, le jeune s'arrête et il écoute. Pourquoi ? Vous savez très bien, en tant qu'éducateur, mais aussi en tant que père ou mère, que pour faire autorité sur quelqu'un, vous devez donner du sens. Vous faites autorité quand vous faites sens sur quelqu'un. Il n'y a pas de respect sans sens. Si vous ne faites pas sens, vous ne pouvez pas réveiller un jeune le matin en lui disant : « *réveille-toi, tu n'as rien à faire* ». Vous savez très bien que cela ne marche pas. Nous avons tous essayé, parce que parfois, nous n'avons rien à leur faire faire. Mais c'est sans résultat. Cela fait beaucoup de violence et de bagarres dans les foyers. Il est indispensable que le jeune soit utile, attendu quelque part, qu'il ait une place pour que l'on puisse avoir autorité sur lui et qu'on l'aide à prendre cette place. C'est ainsi que l'on fait autorité sur quelqu'un.

Je me suis donc posé la question du radicalisme dans ces termes, en bonne éducatrice : *comment ce discours radical fait-il autorité sur les jeunes ?*

J'ai trouvé quatre choses, que je partage avec vous.

- **Le radicalisme propose un espace de substitution et attire les jeunes qui n'ont de lien avec aucun territoire.** Donc, la première caractéristique est l'absence de lien territorial. Le discours radical, finalement, fait autorité sur des jeunes qui ne se sentent attachés à aucun territoire : ils ne se sentent pas attachés au territoire de leurs parents – ces jeunes ne se sentent pas d'origine algérienne ou marocaine. Ils ne se sentent pas non plus d'origine ethnique, c'est-à-dire kabyle, africaine ou bambara. Ce lien au territoire n'existe pas non plus.

Si le jeune a une appartenance locale, cela le protège. Il peut se sentir marseillais, roubaisien... Remarquez que le radicalisme passe à Marseille, mais ne s'y arrête pas, parce que les Marseillais sont attachés à Marseille. Qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans, les jeunes ont une histoire à Marseille et le lien au territoire les protègent. Dans le quartier de la Goutte d'or, à Paris, il y a 62 nationalités. Les jeunes ont créé un lien au territoire. Ils ont mis des tags entre les deux arrêts de métro et ils sont « *les jeunes de la Goutte d'or* ». À la Goutte d'or, il y a du proxénétisme, du trafic de drogue, du banditisme, de la délinquance, tout ce que vous voulez, mais le radicalisme n'a pas de prise. Il y a quelques fondamentalismes, mais pas de radicalisme, parce que les jeunes sont « de la Goutte d'or ». Le discours radical touche des jeunes qui se sentent de nulle part de façon très subtile. Il inverse le lien. Il leur dit : « *vous vous sentez de nulle part* » et, au lieu de leur dire de s'intégrer, de s'enraciner, il inverse la chose et leur dit : « *vous vous sentez de nulle part parce que vous êtes élus par Dieu et que vous êtes supérieurs au reste du monde. Vous êtes supérieurs aux Américains, vous êtes supérieurs aux juifs, à l'Occident en général, vous êtes mêmes supérieurs à tous les Arabes du monde, vous êtes supérieurs aux autres musulmans. Vous êtes élus, vous vous sentez de nulle part, mais c'est parce qu'en fait, vous appartenez à un espace qui est au-dessus du reste du monde.* » C'est donc la recherche de l'extase, de la toute-puissance, que l'on retrouve là. Ce n'est pas un hasard si un certain nombre d'anciens toxicomanes tombent dans le radicalisme : c'est la recherche de l'extase, du plaisir immédiat. « *Je prends, je consomme* ».

Le discours radical se sert de la religion de façon claire pour me séparer de toi : soit tu es exactement comme moi et tu fais partie de mon groupe, soit tu as une toute petite différence et tu es à l'extérieur. Il y a ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors. La religion, alors, n'est plus du tout un moyen de faire du lien, mais un moyen de construire des frontières virtuelles. Donc, **espace de substitution virtuel** au-dessus des autres musulmans, des juifs et du reste du monde, **frontière virtuelle** entre toi et moi et, évidemment, vous ne serez pas étonnés, **moyen de communication virtuel** : 95 % des jeunes qui se font endoctriner dans le radicalisme, quelle que soit la secte – mais nous allons parler là des musulmans des banlieues – se font endoctriner par Internet. Il n'y a pas de surprise : espace de substitution virtuel, frontières virtuelles, moyen de communication virtuel. La première caractéristique de ces jeunes est donc l'absence de tout lien avec un territoire. Il faut remarquer aussi qu'Al-Quaïda frappe sur des lieux symboliques de mélange humain. Le radicalisme n'accepte pas le mélange. Les échanges touristiques sont des lieux symboliques de mélange. L'économie, les immeubles d'activités économiques sont des lieux symboliques de mélange. Les métros sont des lieux où les gens se mélangent. Les lieux diplomatiques sont des lieux symboliques de mélange. Regardez tous les lieux frappés par Al-Quaïda : ce sont toujours des espaces où il y a un mélange. Le radicalisme ne supporte pas le mélange ; il crée des frontières.

- La deuxième caractéristique des jeunes qui sont touchés par le radicalisme est que ce sont des **jeunes qui ont grandi dans des trous de mémoire**. J'aurais pu vous en parler toute la journée. Ce sont ceux qu'Abdelmalek SAYAD appelle les « *jeunes illégitimes* », c'est-à-dire qui n'ont eu de transmission d'aucun interlocuteur. Nous ne sommes pas là pour faire le procès de l'Éducation nationale, mais nous pourrions le faire. Nous ne sommes pas là pour faire le procès des discours politiques, qui n'ont pas su faire de récit collectif, qui ont laissé des non-dits sur la question de ce qui s'est passé avec l'Algérie, mais nous pourrions y passer la journée. Entendons-nous bien : ce n'est pas seulement pour une question de justice que les jeunes ont besoin de cette reconnaissance de l'histoire. C'est tout simplement parce qu'ils sont tout le temps accusés d'être étrangers, ils sont enfermés dans une pseudo-étrangéité ; et ils ont besoin que l'on reconnaisse que leurs ancêtres faisaient déjà partie de l'histoire de France. Ils ne sont pas aussi étrangers que ce que l'on a coutume de dire. Ils font partie de l'histoire de France. C'est aussi pour cela, et pas uniquement pour une affaire de justice. C'est une question éminemment symbolique d'histoire commune, de place dans un projet à construire tous ensemble. Il y a aussi tous les papas qui n'ont pas su transmettre la mémoire, parce qu'ils se sont figés dans la douleur.

Je rappelle trois éléments sur la question des pères – ce sont des choses que vous savez, mais nous réunissons les éléments. Un homme qui ne travaille pas est un homme déchu. Cela, c'est universel, vous le constatez dans toutes vos familles. Et dans vos familles, très peu de pères ont du travail. Mais quand on est issu d'un pays anciennement colonisé et que l'on choisit d'aller travailler dans le pays anciennement colonisateur parce que l'on pense, que d'une certaine manière, il y aura une réparation., parce que l'on a lutté pendant des années pour que la langue arabe ne soit pas exclue et pour que le français ne soit pas imposé, parce que l'on a participé à cette histoire. Et bien quand on tombe au chômage, dans cette situation-là, ce n'est pas seulement une préoccupation économique : c'est une question symbolique de place du père, une remise en question la décision de ce père de s'être installé dans ce pays-là. Cela remet en question l'autorité symbolique du père, cela remet en question sa place et la place de la famille en France, au moins dans l'inconscient familial. C'est une déchéance universelle, qui est décuplée par le fait qu'il y a un rapport ancien colonisateur / ancien colonisé, et cela reste d'autant plus dans les histoires que cela n'a pas été parlé. Pour ces jeunes qui ont grandi dans les trous de mémoire, les discours radicaux viennent surfer sur ces trous de mémoire pour les remettre dans l'illusion d'être dans une filiation sacrée, leur faire croire que s'ils font ce qu'on leur dit de faire, ils vont faire renaître l'époque de la création de l'islam. C'est toujours la recherche de la toute-puissance. C'est leur donner l'illusion qu'en recréant les conditions du VII<sup>e</sup> siècle de l'avènement de l'islam, ils deviendront aussi puissants qu'au moment où tout a été inventé. C'est un rapport mythique au passé, que je n'ai pas le temps de développer, mais moins le jeune a eu de transmission, plus le discours radical va lui faire miroiter la toute-puissance en le mettant en position miraculeuse.

La question de l'**exaltation de groupe** intervient aussi : **tous les jeunes qui passent par le radicalisme sont d'abord passés par de petits groupes**. D'abord, par Internet, puis dans la réalité. Toute la question est de donner aux jeunes une seule grille de lecture, en leur faisant analyser toute leur vie par le prisme du fait qu'ils sont musulmans : leur mère a perdu son emploi parce qu'elle est musulmane, leur frère s'est cassé la jambe parce qu'il est musulman... Ils leur donnent l'idée qu'il y a un complot extérieur qui les empêche de vivre parce qu'eux, justement, détiennent la vérité, qu'eux seuls peuvent sauver le monde... Dans tous les terrorismes, on retrouve exactement le même processus. Il naît alors

un sentiment de persécution. Avant de parler de ce sentiment de persécution, je tiens à montrer que cela fonctionne comme une secte. Le terrorisme, l'intégrisme, le radicalisme fonctionnent toujours comme une secte : le discours exagère les ressemblances entre adeptes, entre membres du groupe et exagère les différences avec le reste du monde. Le « je » doit devenir un « nous ». Cela signifie que le jeune doit perdre ses contours identitaires et avoir le sentiment d'éprouver exactement la même chose que ceux qui sont dans son groupe. Finalement, on le met dans une situation où il ne pense plus, puisqu'il est le reste du groupe : il n'existe plus. À partir de là, on lui donne une seule représentation du monde. Il subit un certain nombre de modifications psychiques et le gourou prend sa place parce que tout ce processus a fait perdre au jeune ses contours identitaires et que le jeune ne pense plus : c'est le gourou qui pense pour lui. C'est le système de secte tout à fait habituel.

- **Le radicalisme ne touche que des jeunes qui n'ont pas eu de repères religieux**, des transmissions religieuses. Il faut arrêter l'amalgame entre pratiques religieuses et radicalisme. Le jeune qui a eu des repères religieux, une instruction religieuse, des parents pratiquants, est protégé du radicalisme. Ce sont l'ignorance, les trous de mémoire, le manque de territoire...qui fait le trou, c'est le manque qui fait la récupération. C'est l'absence qui crée la place pour les groupuscules endoctrinant. Le jeune qui a eu un « catéchisme » musulman est protégé.

Enfin, ces jeunes ont souvent des pères déchus. La définition habituelle du père déchu est soit un père violent, soit un père qui enfreint lui-même la loi, qui est incarcéré, soit un père toxicomane, soit un père absent, soit un père mort, soit un père qui n'est pas porté ni reconnu par la mère. C'est la définition habituelle du père déchu, au sens large. Très peu de jeunes qui tombent dans le radicalisme ont un père qui a pu tenir son rôle de père. Le père, symboliquement, est absent dans ces familles. D'où, d'ailleurs, beaucoup de théories de psychologues qui pensent que le gourou peut prendre cette place parce qu'il sera un substitut de père qui va poser des limites, etc. On retrouve aussi une inversion de l'autorité dans la recherche de la toute-puissance : les croyants habituellement sont soumis à l'autorité de Dieu. C'est la position du croyant. Le discours radical inverse la relation à l'autorité : le jeune s'approprie l'autorité de Dieu en son nom propre : « je » fais la loi, « je » dicte la norme. C'est un éclatement du moi. Ce n'est pas : « je me soumetts à Dieu », c'est « je prends la place de Dieu ». Si l'on pousse la chose à l'extrême, d'ailleurs, chez beaucoup de radicaux, le discours est le suivant : « je n'en ai rien à faire, de Dieu, ce qui m'intéresse, c'est prendre la place de Dieu ». C'est le schéma typique de la recherche de la toute-puissance avec des jeunes déstructurés, qui n'ont pas de repères. C'est très psychanalytique.

Comment nous positionnons-nous par rapport à un jeune qui met du religieux en avant ? Notre question n'est pas « *que dit la Bible, ou que dit l'islam ?* ». Notre question est : « *comment Mohamed se réapproprie-t-il le religieux ? Est-ce que lorsqu'il passe par l'islam, cela lui sert à mieux aller vers les autres, à avoir envie de travailler plus, cela le ressource à mieux se structurer, à se repérer, à trouver des valeurs ? Ou est-ce que passer par la pratique religieuse ou la mise en avant du religieux a un effet d'auto-exclusion ou d'exclusion des autres ?* ». Telle est notre question principale.

Je ne vous donnerai pas de recette. Je peux juste témoigner avec vous de notre aboutissement avec les groupes de recherche. Nous avons fait le livre professionnel « *Quelle éducation face au radicalisme religieux ?* » après trois ans de discussions avec des travailleurs sociaux et des professeurs. Et nous en sommes arrivés à l'idée que le **professionnel doit bien faire attention à ne pas devenir juge de conscience**. Il doit donc refuser le registre théologique. Au contraire, son but est **d'aider le jeune à prendre conscience, donc à rester un sujet qui pense**. Autrement dit, si le religieux est mobilisé par le jeune, il ne faut pas le prendre comme le produit de la religion, mais comme le fruit d'une interaction mise en place par le jeune à ce moment-là (donc quelque chose qui n'est pas fixe, pas figé). Quand on se pose la question de savoir pourquoi ce jeune met le religieux en avant pour telle ou telle chose, c'est la déclinaison du jeune qui nous intéresse. Cela permet à l'éducateur d'être surpris par la position du jeune. Quand le jeune veut amener quelque chose de la religion et le présenter comme un automatisme ou comme quelque chose d'évident, comme le produit de sa religion, le fait que l'éducateur puisse l'interroger, être surpris, insérer une faille dans son fonctionnement amène le jeune à élaborer une pensée sur ce qu'il voulait présenter comme un automatisme. Et c'est cela qui est important : que l'on regarde la fonction de ce qui est mis en avant et que l'on aide le jeune à l'analyser, c'est-à-dire à regarder l'implicite, derrière le premier niveau.

Vous avez une multitude d'expériences sur des situations de début de radicalité : par exemple, insérer une faille dans le raisonnement du jeune, c'est-à-dire le déstabiliser face à un discours de radicalité. Le but est de le faire penser. Il n'y a donc pas de recette, forcément. Cela peut être une plaisanterie, une agression de l'éducateur, un accompagnement, un silence, une question... Il n'y a pas de recette pour mettre le jeune en situation de penser. En revanche, si l'éducateur prend au pied de la lettre ce que le jeune présente comme quelque chose de religieux, cela va entériner la justification du jeune.

Ainsi, si le jeune arrache une affiche dans un lycée – exemple vrai – en disant : « *ma religion m'empêche de voir une silhouette humaine* ». Première chose : si c'est un juif, un chrétien ou un bouddhiste qui arrache l'affiche, l'équipe éducative l'envoie chez le psychologue en lui disant que le jeune déraile. À aucun moment, cela ne va être diagnostiqué comme le produit de sa religion. On se dira : « *ce jeune veut faire son malin, ou bien il a un problème* ». On va déconstruire son dysfonctionnement, mais ce sera repéré comme un dysfonctionnement, donc comme quelque chose qui n'est pas normal. Même si le jeune dit : « *ma religion m'empêche de voir une silhouette humaine* », la posture de l'éducateur – au sens large : il s'agit aussi de CPE – sera de dire : « *toi, mon garçon, ou bien tu veux nous embêter, ou bien tu dérailles* », mais ce ne sera absolument pas une discussion théologique.

Si c'est un jeune de confession musulmane, vous pouvez être certains qu'il y aura une réunion d'équipe. Il y aura une réunion d'équipe parce que l'on ne sait pas faire la part des choses entre ce qui relève du religieux et ce qui relève du dysfonctionnement. Et évidemment, le jeune sent cette hésitation à déterminer ce qui est de l'ordre de la liberté de conscience et ce qui est de l'ordre du dysfonctionnement. Il y a donc une réunion de l'équipe : « *oui, mais, chez eux, ce n'est pas tout à fait pareil, je crois qu'il y a une histoire avec les idoles...* », « *Oui, mais, chez eux...* ». Que va-t-on répondre à ce jeune ? Le CPE va répondre : « *ici, c'est une institution laïque* ». Mais en répondant que l'institution est laïque, il entérine la vision du monde que le gourou a mise dans la tête du jeune, selon laquelle l'islam empêche de voir une silhouette humaine. Je précise que ce n'est pas une affiche où la silhouette humaine est nue : c'est une bouteille d'Évian. Le CPE entérine cela en parlant de laïcité. Cela veut dire

que si l'on met la laïcité face au dysfonctionnement du jeune, on accepte de rester dans le registre théologique. Moi, ce que je propose – un article sera à votre disposition, qui l'explique un peu mieux – est de **rester sur le registre éducatif** et qu'à aucun moment, l'on n'entérine la justification que le jeune met en avant : que l'on parle bien de dysfonctionnement. C'est-à-dire que l'on applique exactement les mêmes grilles que l'on applique habituellement, que l'on regarde le sous-tendu et que l'on passe au-dessus de ce qui est mis en avant, pour ne pas le valider. Parce que **si l'on entre dans un débat sur la laïcité avec un tel comportement, cela veut dire que l'on accepte l'idée que cela est le produit de la religion**. Je propose donc que l'on déplace la question et que l'on s'inquiète de la situation individuelle du jeune, et que l'on ne confessionnalise pas le diagnostic de son comportement, même si lui instrumentalise le religieux à un moment donné dans sa relation à l'adulte. De toute façon, nous n'avons pas de légitimité à entrer dans ce débat-là.

Ceci illustre que nous ne rencontrons pas des religions, ni des cultures, nous rencontrons des individus qui mettent en scène des cultures et des religions. Et notre question à nous est de savoir pourquoi ils les mettent en scène plutôt de telle façon que de telle autre. Je pourrais faire exactement la même chose sur les évangélistes aux États-Unis : ce sont tout à fait les mêmes processus, les mêmes caractéristiques de terrorisme – sentiment de persécution, recherche de toute-puissance, exaltation de groupe, manque de territoire, théorie du complot... On retrouve exactement les mêmes choses dans tous les processus terroristes, avec des histoires différentes. Mais ici dans nos banlieues, vos interrogations portent plus sur la question de l'islam, parce que vous êtes souvent dans un questionnement relatif à ce qui est de l'ordre de la liberté de conscience et ce qui est de l'ordre de l'instrumentalisation du jeune. Si c'est un jeune juif, nous avons quelques repères, si c'est un jeune chrétien également – bien que les juifs et les chrétiens mettent moins le religieux en avant que les autres, surtout dans nos foyers. Mais sur la question de l'islam, l'éducateur est seul face à son histoire, face à ses propres repères, face à sa subjectivité. Et je vous rappelle que quand la subjectivité fait loi, on tombe dans la discrimination et dans un processus où l'on définit l'autre à sa place parce qu'on ne le laisse pas se poser comme un sujet qui pense. Tout le travail que nous devons faire autour de cela est de laisser le jeune se définir comme un sujet qui pense et, si quelqu'un l'a empêché de penser, d'insérer une faille dans sa vision du monde pour déstabiliser ses certitudes et le refaire penser. Le refaire penser son islam, ce qui ne veut pas dire de le détacher de son islam : cela veut dire de lui faire se réapproprier son islam par la pensée et non par un dysfonctionnement et un mal-être.

Je vous propose d'ouvrir le débat sur tout cela.

## ÉCHANGES AVEC LA SALLE

---

### Directeur du Service de prévention spécialisée de Strasbourg

Je voudrais d'abord poser une question : peut-on, dans une posture de neutralité, donner du sens à notre pratique ? Cela me paraît assez impossible.

Je voudrais également citer une position philosophique de Luc FERRY, ancien ministre de l'Éducation nationale. Il imaginait une évolution culturelle des sociétés en partant d'un rapport à la religion ou au religieux assez particulier : dans un premier temps, c'est la mère nourricière ; dans un deuxième temps, le polythéisme ; dans un troisième temps, le monothéisme ; et dans un quatrième temps, qui est peut-être le nôtre, en tout cas celui de la société occidentale, le désenchantement du monde et, finalement, la déification de l'homme, ce que l'on appelle l'humanisme. Je ne parle pas là de laïcité, mais d'humanisme. Dans cette relation, le retour au religieux, l'utilisation du religieux ne sont-ils pas un signe d'angoisse par rapport à cette situation et à cette posture où l'individu devait être libre et, finalement, relativement seul face à des questionnements métaphysiques ?

### Dounia BOUZAR

Je ne vais pas répondre là non plus, mais peut-être juste dire, d'après ce que j'entends chez les jeunes, le retour au religieux est basé sur l'émotion. Même les jeunes qui vont écouter le pape, qui se donnent des émotions, des petites extases en écoutant le pape, ne vont pas à l'église le dimanche. Dans la réappropriation du religieux, il y a le besoin et l'envie d'épanouissement, l'envie d'être cohérent. C'est très individuel : j'ai envie d'être cohérent entre ce que je pense, ce que je fais, ce que je dis, ce que je crois. Il y a une recherche ; c'est un exercice spirituel pour beaucoup de jeunes. On sent chez eux un cheminement marqué par les sciences modernes : conscientisation, expérimentation, vérification... Un cheminement qu'il n'y avait pas du tout chez leurs parents où c'était une application normative, répétitive... D'ailleurs, souvent, quand les filles manifestent on entend « c'est mon choix ». Cela revient dans toutes les manifestations... Je ne pense pas que cela réponde à votre question, mais l'individu est là, c'est clair. L'islam attire aussi un certain nombre de jeunes parce qu'il n'y a pas de clergé et que de ce fait, cela mène au pire comme au meilleur. En effet, la réappropriation personnelle peut amener à cette prise de conscience de subjectivité dont j'ai parlé, à remettre en question des traditions, à prendre conscience que les interprétations sont toujours humaines. Le texte est sacré, mais les interprétations sont humaines. Cela mène donc à des considérations beaucoup plus modernes, où l'on redéfinit les choses, où l'on réentend le texte divin. Et c'est de cette manière qu'une religion évolue. Mais en même temps, cela peut mener au pire, parce que si j'en ai envie, je peux aussi faire dire à l'islam que je dois être supérieur au reste du monde, exterminer tous ceux qui me gênent et purifier l'intérieur des musulmans – je rappelle qu'ils sont les premières victimes de l'intégrisme. Je peux donc faire dire ce que je veux à l'islam.

**Comment être neutres et donner du sens à notre pratique ?** À mon avis, la neutralité, ce n'est pas ne rien montrer de mes références. Mais ceci est mon avis personnel. C'est là où j'en suis dans ma réflexion, aujourd'hui, avec les collègues. Chaque fois que l'on est dans un groupe où il y a des éducateurs de référence musulmane, juive ou chrétienne, d'autres qui ne croient pas en Dieu et qui en ont assez d'entendre parler de ces histoires de croyance, il faut se poser la question suivante :

comment faire circuler librement la parole au sein du corps éducatif pour qu'il ait conscience de cela, afin que les modèles que nous présentons aux jeunes soient des modèles diversifiés, afin aussi que chaque individu montre qu'il n'a pas toujours eu sa vision du monde actuelle ? Si un éducateur fait le ramadan devant les jeunes, il est bon qu'il puisse leur dire : *« je fais ramadan parce dans ma tête, c'est ainsi, parce que j'en ai besoin. Cela me ressource, cela me fait faire le point, cela m'arrête. Et je pense que cela fait plaisir à Dieu. C'est comme cela que je le vis. Mais il y a dix ans, je ne le vivais pas ainsi. D'ailleurs, j'ai une sœur qui ne le vit pas du tout de cette manière : elle le vit comme une contrainte. Elle pense que l'on peut être musulman sans faire cela. Et j'ai une autre sœur qui, elle, n'est pas du tout musulmane ; elle n'est pas du tout croyante. »* Le simple fait que cet éducateur montre ce modèle, dise que pour lui, sa croyance, sa liberté individuelle c'est de faire ramadan, mais que pour sa sœur c'est autre chose, pour son frère également – et pourtant, il les aime : ce sont ses frère et sœur –, cela donne cette neutralité dans la parole : sa référence à lui ne s'impose pas comme une pensée unique et comme un seul modèle de référence.

Je peux inverser l'exemple : si un éducateur juif ne mange pas de porc à table, et le jeune voit qu'il n'est pas musulman mais juif, il peut aussi lui parler de cette manière : *« je me sens juif en pratiquant ma religion, mais c'est ma vision du monde actuelle. J'ai d'autres amis qui font autrement »*. Il faut finalement **faire évoluer les jeunes dans une diversité de visions du monde où l'on montre bien que l'on ne porte pas de jugement sur la référence de l'autre**. Les foyers où l'on mange pas du tout halal où l'on ne sert plus de porc à table, les foyers où, au contraire, on refuse les demandes spécifiques des jeunes, où l'on refuse toute demande de rituel alimentaire, voire où on leur fait manger du porc sans qu'ils le sachent, tous ces extrêmes ne sont pas bons parce que cela impose une référence dans l'espace collectif. Pour ma part, je suis favorable à ce que tous soient assis à la même table : Hamid veut manger halal, David veut manger casher, Kader adore le porc depuis qu'il est tout petit et Sylviane est végétarienne. Notre travail à nous est non seulement de respecter leur liberté de conscience, mais de continuer à les faire manger ensemble à la même table pour qu'ils transpirent ensemble, qu'ils aillent à la piscine ensemble, qu'ils nagent ensemble et qu'ils fassent des projets ensemble. C'est cela, notre travail. Mais en même temps, on ne va pas imposer la viande halal, la nourriture casher ou le saucisson à tout le monde. C'est facile à dire, mais pas facile à faire, surtout quand on est cuisinier.

### Claude THIBAUT

Et surtout, quand on est le gestionnaire...

### Un éducateur d'une association à Clichy-sous-Bois

Pour commencer, merci pour ces journées et pour la façon dont vous abordez clairement la question de l'islam. J'ai l'impression que nous avançons. Ce sont des questions qui étaient taboues, qui n'étaient pas élaborées dans les équipes. Je vous remercie pour la clarification que vous nous apportez sur la question de la laïcité. Il y a quelques années, j'étais en centre de formation d'éducateurs. S'est présentée aux sélections une jeune femme qui portait un foulard. Des formateurs ont pris position : il était hors de question qu'ils fassent cours à une femme portant un foulard...

### Dounia BOUZAR

S'agissait-il de fonctionnaires ou de personnels habilités ?

### **L'éducateur de l'association**

Elle était candidate.

### **Dounia BOUZAR**

Mais étiez-vous dans un service associatif ?

### **L'éducateur de l'association**

Oui. C'était une école d'éducateurs spécialisés et non la PJJ.

Finalement, la question a fait débat dans le cadre de l'association d'étudiants que nous avons créée. Le titre était « Quelle définition de la laïcité ? ». C'était cela qui avait fait débat : de quoi parlions-nous ? Les mémoires de l'école se sont alors ouvertes. L'un s'est souvenu qu'il y avait une sœur, une religieuse catholique qui était là par le passé, avec sa croix – ce n'était pas une grande croix, mais elle en portait une. S'est posée la question de collègues qui travaillaient aux Orphelins apprentis d'Auteuil où il y avait une chapelle à l'entrée et le portrait d'une sœur. Nous avons interrogé le rapport au religieux. Effectivement, la société française, vous le disiez, est l'exception dans l'exception : l'Europe, continent le moins religieux du monde, la France, pays le moins religieux d'Europe... Il faut pouvoir penser cela. Nous avons également pensé à autre chose, qui était l'inégalité de traitement dans la question des religions. Vous disiez que la pratique, les connaissances et les repères religieux protègent du radicalisme. A un moment, nous sommes en difficulté parce que nous n'avons pas beaucoup de repères par rapport à l'islam et que nous avons du mal à discerner ce qui relève de l'instrumentalisation et ce qui est de l'ordre d'une référence.

### **Dounia BOUZAR**

C'est précisément la spécificité de l'islam.

### **L'éducateur de l'association**

J'en arrive à l'enjeu qui avait fait poser cette question. Le directeur de l'école s'est aperçu qu'il ne pouvait pas refuser les sélections à cette jeune femme ; sinon c'était une pratique discriminatoire : nous étions dans l'enseignement supérieur et la loi ne concernait pas les écoles de formation.

Certains formateurs se sont aperçus qu'ils tombaient sous le coup de la loi. Elle a passé les sélections. Elle a sans doute eu plus de questions sur l'avortement et l'homosexualité que les autres, mais elle a été admise. Et l'on peut imaginer que demain, pour l'action sociale, comme les zoroastriens revendiquent des valeurs chrétiennes, des associations revendiquant des valeurs musulmanes puissent embaucher une femme qui porte un foulard. Elle ne pourra certainement pas travailler à la PJJ, mais ce sont d'autres enjeux. Vous avez introduit ces journées en disant que nous allions essayer d'être responsables, professionnels et apaisés. Je pense que notre enjeu, quand nous avons affaire à des conflits familiaux, est de mettre les choses sur la table, dans notre travail éducatif, et de parler, d'élaborer. C'est ce que nous faisons, j'en suis très heureux, et je sortirai de ces journées avec cette phrase à l'esprit : « je peux être athée et pas laïque, parce que la laïcité, c'est ne pas imposer ma vision du monde aux autres. » Je pense que nous avons beaucoup de travail à faire sur cette question.

## Claude THIBAUT

J'ai moi aussi une question qui me pose de sérieux problèmes, depuis quelque temps, autour de l'absence de lien territorial et de jeunes qui ont grandi dans des trous de mémoire. Prenons un exemple, celui d'un jeune dont la famille est d'origine marocaine. « *Si tu ne sais pas où tu vas, n'oublie jamais d'où tu viens* », c'est un proverbe béninois. J'ai très envie qu'il sache d'où il vient, c'est-à-dire qu'il connaisse bien l'histoire de sa famille. Mais j'ai envie qu'il oublie le Maroc. Autrement dit, qu'une équipe de prévention fête la fête nationale algérienne dans le quartier alors que l'on est en France et que notre fête nationale est le 14 juillet, ça me gêne (cette même équipe ne fêtant pas le 14 juillet). Donc, je crois à l'histoire familiale, à la généalogie, aux racines et je voudrais, par ailleurs, puisqu'ils sont français et que leur avenir est en France, qu'ils oublient un peu le Maroc. Est-ce conciliable ou est-ce moi qui suis schizophrène ?

## Dounia BOUZAR

Je pense que l'erreur qui est faite, justement – et j'ai essayé de le mettre en valeur plusieurs fois – est que nous les renvoyons à l'histoire de leurs parents, que nous les enfermons dans l'histoire de leurs parents, dans le regard que nous portons sur eux, en les assignant à une étrangeté qu'ils n'ont pas. Eux, souvent, se sentent français dans les valeurs, dans les repères culturels, dans les films, dans ce qu'ils ont partagé dans leur montée d'immeuble. Mais le regard que nous portons sur eux, en ethnicisant ou en confessionnalisant leur comportement, les renvoie sans arrêt à une image d'étranger qu'ils ne sont pas. L'histoire de leur famille doit être parlée, comme pour n'importe qui. Tout tabou familial est mauvais dans la construction de l'identité, mais il ne s'agit pas de faire de l'origine toute une affaire. Abdel al Malik, qui est passé par le salafisme et qui est maintenant un chanteur bien connu des jeunes, raconte dans son livre *Qu'Allah bénisse la France !*, que chaque fois qu'on lui demande d'où il vient, il répond « de Strasbourg ». Parce que ces interrogations sont violentes, au bout d'un moment... Quelle que soit ma couleur, je peux venir de Paris, me sentir parisien. Je ne vais pas me référer uniquement à l'origine de mes parents. Je ne vais pas non plus la dénier. Cela dépend des jeunes. Si un jeune a une attache forte à l'Algérie, c'est tout à son honneur. Pourquoi pas ? Mais ce n'est pas un automatisme. Ce qui est important, c'est qu'il y ait cet espace de liberté pour que chaque jeune puisse se définir selon son parcours. Ce n'est pas parce que l'on a une tête d'Algérien que l'on se sent algérien. Ce n'est pas parce que l'on a une tête de Marocain que l'on se sent marocain. On peut avoir une tête de Marocain et se sentir strasbourgeois, ou l'on peut, au contraire, se sentir marocain. Du moment qu'il y a un lien territorial, quel qu'il soit, le jeune est protégé. Le problème du regard, en ce moment, est davantage d'enfermer le jeune dans une étrangeté que de ne pas lui reconnaître son parcours migratoire. Au contraire, on les regarde comme des éternels migrants, alors qu'au bout de trois ou quatre générations ça devrait être fini...

## Un éducateur en service de prévention, Nice

Ma question concerne les médias qui prennent une place importante dans les dérives religieuses du fait de la manière dont ils présentent les choses. Cela mériterait peut-être que l'on en débattenne un peu plus. Vous dites que l'éducateur est neutre mais, à mon sens, l'éducateur mène aussi un combat d'une certaine manière. Est-ce qu'à un moment donné, on ne devrait pas réfléchir sur les moyens de réguler l'information que donnent les médias, comme nous nous demandons aujourd'hui, si nous devons

réguler l'économie mondiale ? Ne peut-on pas dire aux médias qu'ils vont un peu trop loin dans ce qu'ils veulent véhiculer ?

### **Un éducateur du service d'action préventive du Calvados**

Dans la continuité de ce qui vient d'être dit, on sait très bien sur le champ politique, mener une guerre du bien contre le mal. C'est une politique américaine, mais tout de même suivie par la plupart des pays européens. Comment, en tant qu'individu et avant d'être éducateur spécialisé, inscrire cette notion de neutralité par rapport au débat global sur la question de la religion – que ce soit la religion musulmane, le judaïsme ou le christianisme ?

### **Dounia BOUZAR**

C'est ma phrase sur la neutralité qui vous a interpellé. La question de la neutralité est liée au statut juridique du fonctionnaire : c'est bien le fait qu'il représente l'État. Mais une fois que l'on a défini la laïcité comme nous l'avons définie – garantir la liberté de pensée de tous, de ceux qui croient et de ceux qui ne croient pas –, **la neutralité consiste à laisser un espace de liberté à tous les jeunes, sans les assigner à une seule vision du monde**, et à leur donner les conditions de vie leur permettant de construire et de choisir leur propre vision du monde selon leur évolution. C'est-à-dire à leur donner les outils de la pensée et les espaces de liberté nécessaires pour qu'ils fassent leurs propres choix, quitte à remettre ces choix en question au fur et à mesure des étapes de l'adolescence qu'ils franchissent. Notre travail est de faire attention à ce qu'il n'y ait pas un seul discours qui leur assigne une vision du monde supérieure à une autre. C'est pour cela qu'il faut continuer à mettre du porc avec de la viande halal, qu'il faut dire quand on fait soi-même ramadan, qu'on ne l'a pas toujours pratiqué et que notre sœur ne le pratique pas. Ce n'est pas une neutralité personnelle, c'est aussi dans les mots que l'on emploie, la manière dont on en parle. Nous avons dit aussi que manger du porc ou ne pas en manger ce n'est pas neutre dans les deux cas, mais ce qui compte s'est la manière d'en parler : est-ce qu'on le présente comme un seul modèle ? Ou est-ce que l'on explique que soi-même on a évolué, que son propre conjoint ou sa propre sœur n'a pas la même vision du monde, ce qui ne nous empêche pas d'être très unis, etc. ?

### **L'éducateur en service de prévention, Nice**

Mais l'on n'est tout de même pas obligé de raconter sa vie...

### **Dounia BOUZAR**

Bien sûr. Il n'y a pas de recettes pour introduire la pluralité. Le corps éducatif, l'équipe dans son ensemble et l'institution, doivent simplement se donner les moyens (selon les lieux, selon les histoires, selon ce qu'ils sont ou ne sont pas, à partir de la manière dont ils ont envie de se présenter), d'atteindre leur objectif : accompagner un jeune dans un espace où il ne soit pas assigné à une définition, où il ait le plus de références possibles pour se construire. Qu'il ait au moins le même choix que les autres adolescents, qu'il soit noir ou musulman. La question est la manière de parvenir à cela. Nous n'avons jamais autant de liberté que nous le souhaiterions pour nos jeunes, parce que nous sommes tous dans des conditionnements, dans une société qui nous donne des normes ; mais nous devons au moins offrir cette égalité de choix envers nos jeunes et faire en sorte qu'il n'y ait pas une catégorie d'entre eux qui soit assigné soit à une culture, soit à une religion, sans qu'ils en soient coupés

pour autant. Bref, qu'il y ait cet espace de liberté et que nous essayions d'y parvenir. Je ne dis pas que nous allons y arriver, mais nous devons avoir cela en tête dans la façon dont l'équipe va se positionner. Ce n'est pas forcément en racontant sa vie. Si vous avez une posture éducative, il y a une grande distance. Nous avons parlé des éducateurs qui mangeaient avec les jeunes, dormaient avec eux. De mon temps, nous étions souvent amenés à parler de nos propres références. C'est la manière dont on en parle qui peut produire la neutralité, introduire la pluralité de visions du monde et le fait qu'il n'y en ait pas une supérieure à une autre. En tout cas, je suis là pour partager l'état des mes réflexions ; je ne dis pas qu'il n'y a pas d'autres moyens.

Pour rebondir sur les médias, je pense que les médias sont la loupe grossissante de la façon dont une société pose les débats. Il est certain que c'est en interaction et que les médias renforcent cet état des débats au lieu de les déconstruire. Mais c'est aussi un miroir grossissant de la façon dont on parle. Je ne pense pas que les discours médiatiques soient pires que les discours politiques. Je pense que les discours politiques aussi ont une grande portée sur la façon de nommer les choses. De manière générale, nous avons construit cette catégorie homogène autour de l'islam, et à mon sens, la façon dont les médias en parlent a des conséquences assez dramatiques, parce que c'est comme s'ils validaient la définition de l'islam des intégristes et des radicaux. Je reprends un fait récent : l'histoire de cette femme tout en noir qui s'est vu refuser la nationalité parce qu'elle portait la burka. Personnellement, j'aurais préféré qu'on lui refuse la nationalité en appliquant la grille de référence habituelle et que l'on dise si c'était le cas : elle a un comportement d'auto-exclusion, d'exclusion des autres, un comportement qui relève de la secte ; donc elle ne répond pas à certains critères d'intégration que l'on applique à tout le monde. Ce qui m'a embêtée n'est pas qu'on lui refuse la nationalité, mais que l'on dise qu'elle avait une pratique « radicale » de l'islam. Cela voulait dire que l'on validait le fait que porter la burka, c'était être très musulman. J'exagère un peu, mais **cela plaçait le débat sur un terrain religieux au lieu de le placer sur le terrain du dysfonctionnement de l'individu et du groupuscule sectaire.** Et c'est souvent le cas. C'est un mélange entre la façon dont les médias le présentent et la façon dont les discours politiques et institutionnels le présentent : je pourrais vous faire remonter les discours de la PJJ qui reliaient la délinquance au handicap culturel, puis à la double culture, etc. Je pourrais y passer des heures tant il y en a, et pas uniquement à la PJJ. Jacqueline COSTA-LASCOUX a d'ailleurs fait un énorme travail sur la déséthnisation des diagnostics, y compris à l'Éducation nationale.

Cette histoire de catégories que dès la première seconde, vous avez pointée, vous dans la salle, est une vraie question. En effet, il faut nommer les choses, mais nommer les choses sans faire de catégories, il faut introduire cette souplesse. C'est tout notre métier : voir l'individu, toujours revenir à l'individu, à ce qu'il pense de cette référence, de cette mise en scène... Et en même temps, je trouve que vous avez pointé très finement le danger qu'il peut y avoir à aborder tous ces sujets qui sont extrêmement compliqués. Parce que lorsque l'on voit une cause, un effet, on fait de l'idéologie : on laisse tomber les autres causes.

## Pour un humanisme de la diversité

---

*Jacqueline COSTA-LASCOUX, sociologue, directeur de recherche au CNRS, présidente de la Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE).*

Bonjour à vous tous. Je n'étais pas avec vous ce matin : je débarque de Lyon, mais si vous avez encore quelques questions fortes à poser, je réintégrerai vos questions dans le contenu de mon exposé sur le sujet que l'on m'a demandé de traiter. Donc, allez-y, de façon courte mais incisive, si vous avez l'impression qu'il y a des choses qui n'ont pas pu être abordées.

### ECHANGES AVEC LA SALLE (avant l'intervention)

---

#### Un éducateur dans un service de prévention spécialisée à Strasbourg

Avant d'être éducateur, j'étais « jeune » d'un quartier populaire à Strasbourg. Jean-Claude SOMMAIRE a retracé l'histoire de l'immigration en finissant par l'histoire des jeunes issus de l'immigration. J'en suis un moi-même : j'ai participé à l'accueil des marcheurs Beurs. Je rebondis sur ce thème parce que j'ai vécu ce que vous avez évoqué. J'ai accueilli les marcheurs en 1983 : j'étais le 3 décembre à la Bastille. Cette marche des Beurs nous a rendus visibles mes camarades de quartier et moi-même. Nous avons créé une association, nous avons fait beaucoup de choses ensemble et nous nous intéressions même à des problèmes comme la Palestine, le génocide du Rwanda ; nous étions dehors, nous étions vraiment sur la scène. Ensuite, il y a eu tous ces problèmes de foulard, le discours sur l'insécurité, le discours de la peur, puis l'utilisation du terme, les « sauvageons », la « racaille »... Et ces jeunes qui étaient visibles, sont devenus invisibles. Aujourd'hui, en tant qu'éducateur je m'interroge : dans les années quatre-vingts, nous étions un groupe de jeunes visibles, qui revendiquaient des choses ; aujourd'hui il y a un repli sur soi. En prévention, nous sommes amenés à arpenter les rues. Je croise donc des jeunes Maghrébins et des Africains et je leur pose la question : « est-ce qu'il est dur d'être musulman, aujourd'hui, en France ? Et en quoi sommes-nous responsables, dans tout cela ? » (C'est l'histoire de l'islam, parce que tout le monde en parle). À l'époque, j'ai participé aux manifestations pour la Palestine sans aucun problème. Aujourd'hui, j'aurais peur et d'autres jeunes ont peur, parce que l'on nous dit que c'est antisémite – avant, ça ne l'était donc pas ? Avant, on pouvait dire que l'on n'aimait pas la France, les gens pensaient que l'on était anarchiste, que l'on n'aimait pas le projet de la société. Aujourd'hui, on risque de devoir partir – on nous l'a dit ! – et de passer pour quelqu'un qui n'est pas intégré.

#### Jacqueline COSTA-LASCOUX

Quelle est votre question ? Nous partageons beaucoup de choses... J'ai aussi fait la marche des Beurs.

### **L'éducateur dans un service de prévention spécialisée à Strasbourg**

Ma première question est la suivante : avec ce vécu, comment est-ce que je n'ai pas pu transmettre mon expérience à ces jeunes, aujourd'hui ?

J'ai une autre question. Nous sommes en train de mener un débat sur la notion du multiculturel face à la notion de diversité. Ne tendons-nous pas à soutenir ou à remettre en cause une conception qui est universelle ou une culture unitaire ?

### **Un éducateur à Sedan (Ardennes)**

Ce matin, quelque chose m'a gêné dans l'intervention : on n'a pas fait le distinguo entre la sphère privée et la sphère publique. Je pense que dans nos pratiques professionnelles, nous sommes, qu'on le veuille ou non, dans une mission de service public. Aborder la religion avec les enfants que l'on côtoie au quotidien au travers de nos actions, des rencontres que nous pouvons faire dans la rue, me pose tout de même un souci. En effet, si j'ai bien compris, une des fonctions de la laïcité est de permettre à chacun d'exercer son culte, mais dans la sphère privée. Ce qui m'embarrasse, c'est que ce matin je n'ai pas senti cette distinction.

### **Jacqueline COSTA-LASCOUX**

Merci. Ce sont des questions fondamentales et très clairement posées.

### **Dounia BOUZAR**

Je répondrai peut-être à cette question-là, parce qu'elle porte sur le cadre juridique. Ce que j'ai exprimé ce matin s'inscrit dans un cadre juridique. La loi n'est pas faite par chacun d'entre nous, selon nos avis ; c'est une loi qui s'impose à tous. J'ai simplement cité l'alinéa 2 de l'article 2 qui, effectivement, garantit la liberté de conscience et l'exercice des cultes lorsque l'on est en pension. Je parlais des jeunes qui étaient en foyer sous mandat judiciaire, qui est mon propre cadre professionnel et celui de certains d'entre vous. Et nous avons parlé de cadre-là parce que c'est dans ce cadre que nous avons évoqué la neutralité, l'espace de liberté, etc. C'est un cadre juridique. Mais il est évident que nous sommes tous soumis à la loi. Si vous êtes en exercice, la question est de savoir comment appliquer cette liberté de conscience et faire en sorte que tel jeune n'empêche pas la liberté de conscience de celui d'à côté, qui ne fait pas le même choix que lui. C'est ce dont nous avons discuté.

### **Claude THIBAUT**

Une observation relative à la question qui vient d'être posée : il est certain qu'en prévention spécialisée, c'est pratiquement la seule intervention dans le travail social qui se fait à la fois dans l'espace privé et dans l'espace public. C'est une spécificité de la prévention spécialisée.

### **Un éducateur de prévention à la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence à Valence (Drôme)**

Si j'ai bien lu, quand j'étais jeune – et les lectures varient selon les âges –, l'école républicaine n'a jamais interdit le port de signes ostentatoires. Dans les fondements de l'école républicaine, c'étaient les fondements de l'enseignement qui devenaient laïcs, qui permettaient à tout le monde d'avoir un enseignement égalitaire de même niveau pédagogique, et surtout, de retirer les crucifix des murs des écoles de la République. Le principe était que l'on pouvait aller à l'école comme on voulait, avec la

couleur que l'on voulait : l'essentiel était d'obéir et de se soumettre aux lois de la République et aux lois de l'enseignement de la République. J'ai les articles en poche, pour ceux qui le souhaiteraient.

Ma question est la suivante : on se lamente beaucoup, depuis une dizaine d'années, sur les gens de toutes couleurs, ceux que l'on n'a pas voulu trop voir et qui sont devenus visibles. La contestation porte en effet sur la visibilité. À chaque période, sa visibilité : nous avons eu les Ritals, les Polonais, et maintenant, ce sont les gens de toutes couleurs. Or, on parle du modèle français. Pour ma part, je m'interroge en permanence sur ce modèle français – comme pour le modèle scandinave : qui l'a inventé ? Pourquoi ?... Mais quand on voit tous ces jeunes qui râlent dans la rue, je me dis que le modèle français, contrairement à ce que l'on pense et à la lobotomie que nous font subir les médias, est en germination. Le modèle français est en train de fleurir, certes, mais différemment.

Je cite trois exemples : auparavant, les hussards noirs de la République exprimaient leur refus contre une classe dominante en usant de la violence. Deuxième élément : l'esprit critique est typiquement français. Tout Français cultive l'esprit critique et de déconstruction, depuis Derrida jusqu'à Jussieu. Il y a une troisième constante : la contestation citoyenne en France depuis la Révolution. Il est connu que pour refuser un système que l'on pense féodal, autocratique, totalitaire, on s'exprime dans la rue. Aujourd'hui, il y a des gens qui s'expriment dans la rue. Peut-être s'expriment-ils différemment des corporations de métiers que l'on a toujours vues s'exprimer ou de ceux qui pleurent maintenant l'absence de la CGT ou la disparition du Parti communiste. Peut-être faudrait-il recomposer avec ces forces nouvelles, ces énergies nouvelles qui hantent les rues et qui hantent nos nuits dans les cités, pour envisager carrément une relecture du modèle républicain, c'est-à-dire du modèle français. La crainte que j'ai est que l'on a trop imaginé le modèle français comme quelque chose de rigide et que l'on n'arrive pas à s'adapter à une nouvelle vision du modèle français, exprimé différemment, mais peut-être avec les mêmes fondements, c'est-à-dire la critique. Avec notre génération de hussards, il y a toujours de la révolte dans l'âme. Et cela, en France, on le cultive bien.

## Pour un humanisme de la diversité (p 43 à 51)

---

*Jacqueline COSTA-LASCOUX, sociologue, directeur de recherche au CNRS, présidente de la Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE).*

Il n'y a pas de modèle français. Les gens qui parlent du modèle français sont très souvent des personnes qui en rajoutent pour se re-légitimer elles-mêmes. Mes ancêtres ont fait la laïcité, la République. Ils ont été déportés parce qu'ils étaient Résistants, et je ne les ai jamais entendus parler d'un modèle. Et l'on sait très bien que la République a été diverse. En revanche, il y a des valeurs, des principes qui structurent. Il y a 1789 : *la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. Il y a des combats : la laïcité est un combat ; cela n'a jamais été quelque chose qui a été donné. Et c'est un combat pour lequel des gens ont donné leur vie et leur liberté. Ce n'est pas un « truc » qui est venu comme cela, par hasard. Nous ne nous sommes pas réveillés laïques, un beau matin, il y a des siècles. Tout cela, il faut donc le replacer dans un contexte historique. C'est justement ce qui fait défaut, aujourd'hui. Il y a une rupture dans la transmission chez tout le monde, y compris d'ailleurs, dans la culture de votre métier. Je me suis intéressée à l'éducation surveillée dans les années soixante, j'ai écrit un ouvrage sur la délinquance des jeunes de 1850 à 1968 : nous sommes toujours dans des évolutions historiques, avec parfois des éléments caractéristiques d'une histoire, mais des modèles rigides, structurels qui s'imposeraient en dehors de l'histoire et en dehors des combats internes... La France est le pays le plus divisé qui soit. C'est pourquoi elle a inventé l'unité politique et la nation politique. Les divisions régionales, par exemple, ont toujours été très fortes dans l'histoire française, comme les divisions religieuses, les divisions idéologiques. C'est un pays de diversité, disait Fernand Braudel.

Nous allons commencer là-dessus : c'est un pays de diversité. Et, nous vous l'avons dit ce matin, c'est le premier pays d'immigration en Europe, depuis longtemps, alors que les autres pays européens étaient des pays d'émigration. La première loi sur le droit du sol date de 1851 en France, alors que le droit du sol n'a fait son entrée qu'après l'année 2000, et très timidement, par exemple, dans le droit allemand.

Diversité européenne, diversité à l'intérieur des sociétés, et dans la société française, avec des combats, des luttes, des intérêts divergents. Mais, il y a des choses qui structurent comme la Constitution. Et dans la Constitution, il y a des principes. Et il y a des Constitutions qui renvoient à la loi, la loi fondamentale. Il y a donc à la fois ce qui structure (il y a des aspects normatifs) et il y a tout le reste, toutes les autres diversités. Je remercie beaucoup, justement, d'avoir mis cette journée sous le signe de la diversité. Cela nous devrait nous éviter d'être dogmatiques. Je remercie pour le texte que l'on nous a fourni.

Nous allons dire deux ou trois choses, pour que cela soit acquis – nous pourrions y revenir dans les questions –, afin que ces éléments soient considérés comme des fondamentaux.

Premièrement, nous sommes dans une période de crise, de très grande crise ; deuxièmement dans une période de dérégulation ; troisièmement dans une période de rupture dans les transmissions culturelles, que ce soit dans les familles, sur le plan institutionnel, sur le plan politique ou sur le plan des cultures professionnelles...

Et, ce qui est très important – vous vous souvenez que l'on avait beaucoup parlé de fracture sociale –, le problème de notre époque est que la fracture sociale s'accompagne de fractures culturelles. C'est la dimension culturelle de toutes les inégalités sociales que nous avons toujours connues – nous sommes dans des sociétés d'inégalité. Mais les inégalités sociales et économiques se sont aggravées. En quarante ans, les écarts d'inégalité ont été multipliés par quarante. Il y a quarante ans, la différence entre le salaire d'un patron et celui d'un ouvrier était qu'un patron pouvait avoir un salaire dix fois plus important que celui des ouvriers, mais cela n'allait guère au-delà. Aujourd'hui, c'est autour de six cents à huit cents fois.

Il y a donc des creusements évidents dans les inégalités, qui font écho à d'autres inégalités, celles du développement inégal. Nous sommes dans un monde mondialisé qui fait que les jeunes, notamment, vivent en écho ce qui se passe à des milliers de kilomètres. Franchement, c'est un réflexe stupide : non seulement le « modèle français » n'a jamais existé sous cette forme-là, mais en plus, au moment de la mondialisation, c'est une sorte de crispation pour essayer de se rassurer, chez certains. Chez d'autres, c'est une re-légitimation, une façon d'essayer de retrouver, peut-être, une position de domination, ou pour faire croire que l'on est soi-même bien intégré, mieux intégré que les autres, etc.

Aujourd'hui, les jeunes avec lesquels nous allons travailler, ne connaissent pas seulement une perte de repères, mais plus que cela : un problème de repérage dans l'espace. Ils sont en permanence en train de vivre ce qui se passe à des milliers de kilomètres. Mais aussi, ils vont construire leur identité dans un territoire qui est d'une proximité incroyable – on se dit : « *mais ce n'est pas possible, vont-ils enfin sortir de leur quartier ?* » – dans lequel ils sont enfermés. Et en même temps, ils savent ce qui se passe en Palestine, aux Jeux olympiques de Pékin... C'est cet espace et cette confusion dans le temps qui font que, y compris dans des milieux/ des familles où l'on a l'impression que les choses n'avaient pas énormément bougé, cela a bougé dans tous les sens.

Le terme « écart » est important. « Écart » par rapport à quoi ? C'est comme lorsque l'on parle de « différence ». N'utilisez pas le terme de « différence » : la différence opère par soustraction, par rapport à une somme qui est plus importante. On ne parle pas de la différence des dominants ; on ne parle pas de la différence des gens qui ont le pouvoir : on parle toujours de la différence de ceux qui sont mesurés par rapport à ceux qui sont dominants.

Quant à la « diversité », c'est un mot qui est un peu un euphémisme. Toute démocratie est une société de diversité. Le problème est de savoir quel est le traitement institutionnel de la diversité. Quel sort réserve-t-on à certaines diversités ? De quelle diversité parlons-nous ? Parle-t-on des singularités individuelles ? – et là, vous avez raison : j'ai moi aussi l'impression qu'il y a des singularités individuelles qui s'expriment moins librement qu'elles ne s'exprimeraient il y a une quinzaine ou une vingtaine d'années. Il y a une sorte de conformisme dans cette société, qui pèse un peu comme une chape de plomb et qui fait que des micro-milieus se referment, avec des phénomènes de sous-cultures, de sous-groupes : groupes de territoires, groupes d'origines, groupes d'appartenance, groupes de convictions...

Le pire est lorsque des jeunes sont enfermés dans ce que l'anthropologue Marcel Mauss avait appelé « un fait social total » ; c'est-à-dire qu'ils sont dans le groupe qui réunit les quelques caractéristiques qui vont jouer sur tous les niveaux, à savoir : le niveau territorial, le niveau de l'origine, le niveau de l'appartenance, le niveau religieux, le niveau phénotypique, le niveau des apparences... Si bien qu'il suffit de prononcer un mot, et le mot résume à lui seul toutes les autres caractéristiques. On prononce le nom de tel quartier et c'est comme si l'on vous annonçait le listing de ceux qui composent le quartier, ce qu'ils croient, ce qu'ils pensent, d'où ils viennent, quel est leur niveau de revenu, comment ils vivent en famille, etc.

Ce phénomène a été très bien étudié aux États-Unis, au point qu'ils ont exploré ce qu'ils appellent les « sous-langues », comme par exemple ce que l'on appelle *l'ebonics*, de *ebony*, qui veut dire ébène – dans une société assez raciste, on ne prend pas de pincettes – et de « ics » de *phonetics*. Ce sont des langues très caractéristiques, qui ressemblent de plus en plus à ce que nous connaissons, nous aussi, dans nos quartiers. Nous ressemblons de plus en plus à quoi ? À la société américaine. D'ailleurs, cela m'amuse parce que le modèle républicain est mis à mal déjà depuis un certain temps. Depuis la chute du Mur de Berlin, il y a tellement de gens qui ont regardé vers les États-Unis avec les yeux de Chimène que l'on a essayé d'imiter les États-Unis plutôt que de continuer à appliquer les règles du modèle républicain. Il y a une multitude d'éléments qui pourraient nous le montrer.

Dans cette langue, où il n'y a plus de mots de liaison, sauf des mots d'opposition (le « *but* » qui commence les phrases), il n'y a plus de subordonnées, l'on ne décline plus les verbes à des temps du passé et du futur et on est tout le temps dans le présent, l'impératif, l'infinitif, il y a des termes qui apparaissent. On parle de « on », « je », mais on ne dit jamais « vous », sauf quand c'est pour arriver dans une opposition ; il y a une sémantique très pauvre et par contre, une très grande richesse de vocabulaire. On se bricole son vocabulaire, on le façonne et l'on fait en sorte d'utiliser un vocabulaire qui ne soit pas compris par les autres. Ce sont des phénomènes de repliement sur des petits sous-groupes. Dès lors, il est extrêmement difficile de parler d'une culture commune. Et vous, vous venez au nom d'un service public, théoriquement détenteur d'une certaine culture commune, en ce sens qu'il y a, justement des règles, des normes, des valeurs ; mais il n'y a plus de culture commune et par ailleurs, il y a disparition de la notion d'intérêt général.

Donc, lorsque vous commencez à dire qu'il y a des règles pour respecter les autres, au nom de quoi, puisqu'il n'y a pas d'intérêt général ? Il y a notamment la disparition d'une règle très importante, qui est aussi au fondement de la laïcité, qui est le **principe de compatibilité des libertés**. C'est un principe du droit international, qui a été très clairement indiqué, dès 1789, puis dans tous les textes sur la laïcité : ma liberté s'arrête à la tienne. Cette notion de compatibilité des libertés fait que l'on n'est pas là avec des droits de créance contre l'État et avec cette phrase que prononcent par exemple très souvent les intégristes de tout bord : « *c'est mon choix, c'est ma foi, c'est mon droit* ». Non : dans la limite de celui des autres. C'est cela, le problème. Comment fait-on ? Certes, il y a le « vivre ensemble »... Mais ce n'est pas simplement être ensemble. Cela, on y arrive plus ou moins bien, y compris dans l'agressivité – qui fait aussi partie de la communication et de l'échange.

Le problème est de savoir jusqu'où nous allons dans la fragmentation. C'est pourquoi le mot « intégration » lui-même n'est plus supporté par certains jeunes. Ils vont vous dire : « *vous n'allez tout*

*de même pas nous faire le coup de l'intégration, alors que nous sommes dans notre petit groupe, dans notre quartier, qu'il n'y a pas d'échanges... ».* Et c'est vrai que dans la société française, actuellement, il y a fort peu d'échanges par rapport à ce que l'on a pu connaître. Lorsque l'on fait des enquêtes sur le monde du travail, si l'on compare ce qui se passait dans les ateliers de l'automobile à la fin des années soixante-dix et ce qui se passe de nos jours dans une entreprise, c'est ce que j'appelle le règne de l'humiliation. Les relations de pouvoir se font sur le harcèlement et l'humiliation de l'autre, pas seulement sur quelque chose de limité concernant la force de travail. Et il y a une emprise globale sur la personnalité, avec un jugement global sur la personnalité.

Nous avons donc une société fragmentée, une société marquée à la fois par une inflation législative pour tout et n'importe quoi mais qui, finalement, fait le jeu de la dérégulation économique ; et une perte de sens des valeurs qui structuraient une société. Plus vous avez de valeurs fortes dans une société, moins vous avez besoin de faire d'inflation législative, moins vous avez besoin de poser des règlements tatillons, plus vous avez un partage de sens, voire une connivence. On n'a pas besoin en permanence de définir les termes : *« je parle d'ici, le mot que j'utilise, je le définis ainsi, dans tel contexte, etc. »*. Nous sommes tous épuisés quand nous travaillons avec les jeunes de ce continuel travail d'explication, d'explicitation, en sachant qu'en plus – c'est un autre élément que je veux souligner –, comme nous sommes beaucoup dans le registre de l'humiliation sociale actuellement, nous sommes aussi dans le registre identitaire, et non dans le registre de la citoyenneté. Quand vous êtes dans le registre de la citoyenneté, vous parlez de droits, d'obligations ; vous savez que vous êtes dans telle circonscription. Autrement dit, vous êtes dans quelque chose qui est de l'ordre du rationnel, en tout cas, le plus rationnel possible. **Quand vous êtes dans l'ordre de l'identité, vous êtes dans le registre de la mémoire de la terre des ancêtres, de l'affectif, du symbolique ;** vous êtes non pas dans le registre du contrat, mais dans celui de la communauté. Les deux choses sont indispensables. Je dis toujours que l'école de la République, malheureusement, a un peu trop enseigné la citoyenneté de façon abstraite, en dépouillant la citoyenneté du sel de la vie, c'est-à-dire aussi des aspects identitaires. Mais si vous n'êtes que dans l'identitaire, vous n'avez plus de citoyenneté démocratique. Vous êtes dans le communautaire. Et là, vous êtes dans une logique où il est très facile de dire à l'autre : *« tu n'es pas comme moi, tu ne me ressembles pas, tu n'as pas les mêmes origines, donc nous ne pouvons pas communiquer. Tu ne peux pas savoir. »*

**La diversité dans une société démocratique, c'est justement lorsque l'on peut communiquer et échanger avec un minimum de bases communes.** Et plus les bases communes sont claires et peu nombreuses, plus s'épanouit la diversité.

Aujourd'hui, c'est l'inverse : on multiplie les fragmentations, les petits groupes visibles pour certains, mais pas pour les autres. Soyons clairs : de la même façon que nous ne parlons pas de la différence des dominants, on ne parle pas de la diversité pour les gens qui ont le pouvoir. La diversité est un autre mot. Comme le terme « immigration » qui, au départ, est un terme tout à fait neutre – être né étranger sur un sol étranger et vivre actuellement en France – et qui, dans l'opinion publique, dans les discours politiques et médiatiques, désigne maintenant les gens venus des anciens territoires colonisés.

Les mots sont vraiment piégés. **La question identitaire renvoie donc forcément à des questions de représentation sociale, de représentation de soi, mais aussi à des imaginaires collectifs.**

Je vous livre un exemple : la France est un pays d'immigration, et qui se reconnaît comme tel depuis longtemps. Les États-Unis sont un pays d'immigration, mais qui n'ont pas du tout le même imaginaire collectif, parce qu'ils n'ont pas la même histoire. Aux États-Unis, on vit sur une fiction. Tous les peuples vivent sur des fictions qui les aident à vivre. Mais aux États-Unis, quelle est la fiction ? Nous sommes nés il y a deux cents ans. Cela veut dire, ce que certains dans l'histoire américaine ont appelé la « double rupture », ce que Tocqueville a appelé le « double péché », et ce que Roland Barthes a appelé la « double violence ». Un pays qui, comme l'Australie, comme la Nouvelle-Zélande, naît il y a deux ans, cela veut dire la négation des premiers occupants de la Terre. Il y a des Indiens depuis des siècles... Quelle violence ! Ne vous étonnez pas ensuite que l'on soit dans une société très violente, où la violence est un vrai langage.

La deuxième violence – ou péché, ou rupture – est celle qui fait que quand on naît immigrant aux États-Unis, on a coupé les ponts avec le pays d'origine. C'est l'histoire de la Déclaration d'indépendance américaine qui est d'une violence extrême à l'égard de l'Angleterre. On est donc seul ; on peut être impérialiste, puisque l'on ne retourne pas. Cela donne un imaginaire très dynamique : on refait toujours tout à zéro, on repart... Certes, mais quelle violence, quelle négation de l'autre !

En France, ce n'est pas du tout cela. Nous avons une autre fiction, celle du fait que des gens venant de l'étranger – et il y en a une foule : des rois, des conseillers des rois, des compagnons du Tour de France, des gens des foires, des artistes, des travailleurs...-, progressivement, entrent dans cette société, s'y installent et deviennent ceux qui, après, vont vous parler du modèle français. C'est ce qu'aux États-Unis, on appelle le syndrome de la porte fermée derrière soi. Et plus ils sont récemment intégrés ou se croient intégrés (et non pas immigrés), plus ils mettent en avant ce « *moi je suis* ».

Et le nouveau venu est toujours celui qui n'est pas assez éduqué... Et l'on retrouve tous les stéréotypes racistes... Je ne veux pas faire de comparaison politique, mais ceux qui parlent le plus de l'identité de la France sont ceux qui, eux-mêmes l'oublient, ou ne le disent que de temps en temps, sont enfants d'immigrés... (Ce sont ceux qui ont réussi).

Il y a des imaginaires, des représentations. Autrement dit, il y a des mots qui sont tellement connotés, le mot « intégration » par exemple, apporté à l'immigration, devient insupportable pour certains, alors que le terme « intégration » est un terme du droit international qui a été utilisé pour l'intégration européenne. Le terme « intégration européenne » est le terme le plus valorisé du droit international. Qui est valorisé quand on dit que l'on intègre le service public ? On ne dit pas que l'on entre dans le service public : on « intègre » le service public. Cela veut dire que ce n'est pas seulement une présence physique, c'est la définition de **l'intégration : c'est un processus par lequel des éléments différents vont créer une réalité nouvelle**. Et c'est irréversible, sinon ce serait la désintégration. C'est donc l'un des mots les plus forts de la philosophie politique de ces processus démocratiques où l'on construit à partir de toutes les diversités possibles, justement, pour faire quelque chose en commun. C'est aussi – et c'était le terme utilisé, je peux vous le dire parce que je l'ai bien vécu et que j'ai créé les premiers cours de droit privé africain et malgache à la faculté de droit de Paris, dans les années soixante – le

terme des militants des indépendances. Ils disaient : « *l'Occident va nous obliger à faire du take-off, du décollage économique. Nous, nous voulons introduire la culture dans le développement économique* ».

Les mots ont donc des histoires très lourdes.

On vous invoque des significations actuelles, mais comme il n'y a malheureusement plus de culture commune, on utilise les termes différemment selon que l'on veut désigner les populations immigrées ou l'Europe par exemple. Ceci nous ramène à la question des idées qui ne sont plus comprises, qui ne sont sûrement pas rapportées à des combats historiques et donc bien à la question des catégories, vous avez eu raison de le dire.

Nous en arrivons à nos jeunes. Ils ont toutes les visibilitées. Il y a un cumul de visibilitées sociales : dans l'espace, par l'âge, par leur comportement... Et quand on est dans certains territoires, il y a tout de ce que nous avons dit précédemment : nous avons quelque chose qui ressemble maintenant à ce que nous n'avions pas connu en France, à savoir une ethnicisation de la société française. C'est un fait. Nous l'avons étudié pendant trois ans dans le cadre d'un séminaire avec des gens de la justice, de l'Éducation nationale, de l'action sociale, des hôpitaux, etc. Il y a toutes les visibilitées sociales, territoriales, etc. Et cette visibilité s'est renforcée avec la visibilité religieuse. Cette question de la visibilité religieuse est aussi une façon de dire : « j'existe ». Quand vous êtes dans une situation d'humiliation sociale, c'est une façon de dire : « *j'ai une culture, j'ai une origine, j'ai des ancêtres, j'ai des millénaires derrière moi* ». C'est ce que me disait une mère d'élève d'origine chinoise. Elle me disait : « *ah, la culture française, c'est une grande culture. La culture chinoise aussi...Des millénaires de culture. Et tout ce qui est important, dans la culture, c'est ce que l'on ne dit pas.* » Elle avait raison. L'ennui, c'est que quand vous êtes dans une société qui est une société d'accueil, vous en rajoutez dans la visibilité pour exister, et pour dire : « j'existe avec tout ce *background*. ». Comme je le disais à des adolescents, c'est exister avec les coupoles, les magnifiques coupoles, c'est exister avec l'art islamique, c'est exister avec Cordoue, c'est exister avec tout cela... Alors, on ne sait pas, on ne vous en a pas parlé, mais il va y avoir une visibilité par laquelle on va vous dire : « n'oubliez pas, j'ai aussi cette mémoire. »

Or, en France, parce que la nation est fondée sur le lien politique et non pas sur un lien ethnique, n'importe qui peut rentrer dans l'histoire collective quelle que soit sa mémoire familiale. Récemment, on a invoqué une identité nationale qui ferait que tout à coup, on reviendrait à une vision de l'assimilation. Non. L'histoire collective de France est une histoire politique, c'est-à-dire que n'importe qui peut y entrer, avec sa mémoire familiale. Vous souvenez-vous, sous la Révolution française, quelle était la motivation des naturalisations ? On naturalisait pour, je cite « avoir bien mérité de l'humanité ». C'est magnifique ! On naturalisait sur des idées, sur l'adhésion à des idées. Aujourd'hui, nous en sommes assez loin. Cela nous ramène à la **question du religieux**. Cela fait partie de la **visibilité, de l'existence, d'une façon d'être et de ramener à soi tous les aspects identitaires en leur donnant une continuité, une transmission, en essayant de retrouver la fierté des origines**.

J'ai fait partie de la « commission Stasi ». Je terminerai avec la loi sur les signes religieux, parce que manifestement on a dit tout et n'importe quoi. Ce n'est pas une interdiction des signes religieux à l'école, mais de la pratique ostentatoire des signes religieux. Les signes discrets sont autorisés, mais non la pratique ostentatoire des signes religieux. Les élèves ont le droit à la liberté d'expression, de conviction, d'opinion. Ils peuvent, dans un devoir, dans un exposé, dans une question posée, parler de

leurs convictions. Ce sont des droits fondamentaux de la personne. Ce qui n'est pas possible, c'est que par un signe, par un discours, par une façon d'être ou par des revendications dans le fonctionnement du service public, on vienne non seulement porter atteinte au bon fonctionnement du service public, mais aussi choquer, heurter, vouloir imposer, vouloir faire du prosélytisme. C'est cela qui est derrière : la relation aux autres et la relation au bon fonctionnement du service public. Nous n'avons pas seulement traité de l'école, mais aussi des hôpitaux, de l'armée, de l'administration pénitentiaire. Personnellement, j'ai travaillé dix-huit mois à la division psychiatrique de la maison d'arrêt de la Santé. Je faisais l'accueil des détenus quand ils venaient du dépôt, trois fois par semaine, avec un surveillant... C'est dans tous les espaces institutionnels, services publics, que se pose ce type d'expression. Cela ne se pose pas dans la rue. Cela ne se pose pas sur la place du marché. Là où l'on est gêné c'est que cela se pose lorsque l'on a une délégation de service public. C'est la même chose. De même quand on intervient au nom du service public alors que c'est l'espace de la rue ou du marché. Il y a des cercles qui permettent de préciser. Quand on est vraiment à l'intérieur de l'institution, quand on est dans le cadre du service public, c'est très clair : on applique des règles qui font qu'on ne privilégie aucun culte, aucune conviction, aucune opinion. On a le droit à l'expression lorsque l'on est usager, mais pas agent. **Les agents de la fonction publique sont les seuls à être tenus à une obligation stricte de neutralité**, parce qu'ils sont dans une position d'autorité. Ils n'ont donc pas à faire pression. C'est vrai pour n'importe quoi. Nous avons par exemple, demandé à des enseignants de retirer le badge « *Quelle connerie, la guerre !* ». C'était intéressant. La guerre en question était la guerre en Irak, et la majorité des gens étaient plutôt contre, dans un pays comme la France, au moins. Mais en plus, c'était une citation d'un poème de Jacques Prévert. Il n'empêche que le badge était porté ; c'était la signification.

Dans ces domaines-là, on est forcément dans des analyses de signes, du sens qui est donné, de la signification qui est donnée par la personne, mais aussi de ce qui est reçu par les autres. C'est donc interprété aussi en fonction des autres demandes : le refus d'aller à certains cours, le refus de s'asseoir à la même table que quelqu'un d'autre parce que cette personne serait impure, le refus d'apprendre les cours de secourisme parce que toucher un corps impur serait un péché. Ceci est absolument inacceptable. Nous avons traité de tous ces cas à l'intérieur du service public, et nous avons bien fait la différence entre ce qui est du domaine de l'espace privé, ce qui est du domaine institutionnel de l'espace public, du domaine de la délégation de service public et enfin ce qui est une question d'espace commun, où il y a des règles de civilité qui renvoient forcément aux principes : respecter les autres, ne pas faire de prosélytisme, ne pas imposer et ne pas nuire au bon fonctionnement du service public ou de la collectivité. Nous avons étudié tout cela. Nous avons fait toute une série d'auditions, mais on ne vous a pas dit que nous sommes allés à Rome, à Berlin, à La Haye, à Londres pour voir comment ils traitaient la question. On ne vous a pas dit que nous avons travaillé avec les lycéens de Rabat, de Tunis, de Beyrouth, d'Ankara, de Prague, de Vienne et de France, que 300 d'entre eux sont venus au Sénat d'Ankara, de Beyrouth, de Tunis pour discuter des questions de laïcité. Pourquoi les journalistes n'en ont-ils pas parlé ? Peut-être parce que le public aurait été plus intelligent sur ces questions et que l'on n'aurait pas pu le manipuler comme on l'a fait, parce qu'alors, il aurait eu toutes les données.

Et nous avons continué à travailler sur le plan international. Nous ne sommes pas restés à l'intérieur d'un petit hexagone pour essayer de savoir ce que l'on faisait. Nous avons aussi introduit quelque chose qui est très important et qui maintenant, s'impose y compris dans le domaine social : c'est **l'obligation du dialogue**. C'est une procédure qui fait que de toute façon, quand on est dans le domaine des signifiants, **on demande à la personne d'exposer elle-même ce qu'elle a voulu faire par la pratique du signe**. Quand il y a des signes religieux qui sont portés comme une protection – ce qui est bien plus fréquent qu'on ne le croit – pour dire : « *ne me touchez pas, je suis une fille, je ne veux pas être agressée ; mon corps est pur, ne me touchez pas* », on ne traite pas cette question de la même manière.

J'ai par exemple affaire à des questions d'inceste : on ne traite pas une jeune fille qui veut se protéger des relations incestueuses de son grand-frère ou de son père comme on va traiter d'une question abstraite, comme si l'on faisait une dramaturgie, entre telle Église et la République.

Il s'agit à la fois de savoir comment parler des normes, de dire les limites et, en même temps, d'entendre la personne. Cette **procédure obligatoire de dialogue est d'ailleurs une procédure à laquelle les parents peuvent assister, ainsi qu'un avocat**. Dans notre pays, avant même qu'il y ait une procédure d'exclusion de l'école, il y a un avocat qui peut défendre la cause de la famille et de la jeune fille. Savez-vous qu'il y a des gens qui viennent de l'étranger pour voir notre système ? Pourquoi ne vous dit-on pas tout cela ? Et qu'ils l'ont introduit chez eux, justement ?

Mais il y a aussi des moments où nous avons affaire à des gens qui sont des militants et qui veulent absolument porter, par leur comportement, une agressivité contre tout ce qui représente l'autorité, l'institution, etc. Ce sont des cas d'agressivité, et nous les traitons comme tels.

On ne peut raisonner sur ces questions sans la profondeur historique, sans avoir aussi un vrai respect pour les mémoires : les mémoires familiales, les mémoires individuelles. On respecte la personne et, comme l'a dit Dounia Bouzar, on n'est pas là pour créer une entité. Qu'est-ce que cela veut dire ? Quand on voit que des livres comme *L'islam est-il soluble dans la République ?* ont pu paraître... J'aurais envie d'utiliser un terme très grossier pour dire ce que cela signifie : quel mépris et pour l'islam et pour la République ! On raisonne en termes d'entités closes, fermées, que l'on pourrait caractériser par deux traits, et l'on fait un face-à-face... C'est formidable, on se croirait sur un plateau de télévision... Les problèmes sont beaucoup trop complexes. Il y a derrière beaucoup de souffrance, beaucoup de jeunes qui ont envie de dire : « *je ne suis pas inculte, je ne suis pas sans ascendants, sans ancêtres, je ne suis pas sans endroit où me raccrocher, j'ai envie d'être acteur, j'ai envie de faire des choses, j'ai envie que vous m'entendiez... Et de toute façon, je vais faire du bruit pour être entendu* ». Cela dans votre métier, vous savez le traiter. Mais vous ne pouvez le traiter correctement que si vous êtes très ferme, vraiment très ferme sur quelques principes, et en montrant que l'expression des opinions, des convictions s'arrête à celle des autres, doit composer avec celle des autres. Et quand il y a une règle de neutralité du service public, cela veut dire que justement, les agents du service public plus que d'autres ont cette obligation, que les usagers ont plus de liberté, mais pas au point de mettre à mal des principes fondamentaux comme l'égalité entre hommes et femmes, par exemple. Pas au point d'être raciste, au point de dire : « *je ne veux pas être soigné par tel médecin parce qu'il a nom juif ou un nom arabe* », etc.

On retombe donc bien sur des principes fondamentaux, sur lesquels vous devez être fermes. L'accueil, l'hospitalité, c'est d'annoncer les règles. Plus vous annoncez les quelques règles qui permettent que l'on vive ensemble et que l'on avance ensemble – vivre ensemble ne suffit pas –, plus la diversité sera un épanouissement qui viendra, de fait, de cette façon de travailler, de cette façon d'être. Mais il faut être exemplaire sur l'accueil, sur toutes les formes d'accueil, avoir une véritable philosophie de l'hospitalité. Il faut être exemplaire pour écouter la personne : nous ne sommes pas là pour jouer aux échecs avec des groupes, des sous-groupes... **Cela veut dire aussi que l'on se place dans l'idée que tout est construction et évolution.** Tous les adolescents à un moment donné, vont s'offrir le luxe de tout et n'importe quoi : sur l'identité sexuelle, sur leurs convictions religieuses, sur leurs ancrages... Nous sommes une société métisse. Nous le serons de plus en plus. Tant mieux. Et n'ayons pas le ridicule des journalistes qui ont tendu le micro à Barack Obama, lorsqu'il a fait ce magnifique discours *De la race en Amérique*, à Philadelphie, où l'on essayait de lui dire : « vous êtes noir ». Non, il n'y a pas de Noir. Certains ne vont pas le voir noir, et certains ne vont pas voter pour lui peut-être à cause de cela. Mais lui, s'est positionné tout à fait autrement. Il s'est positionné à un carrefour. Et il dit : *« L'Amérique, c'est cela. C'est accepter ce carrefour et c'est faire quelque chose avec cela sur les principes constitutionnels »*. Quand on a dit la même chose à Condoleezza Rice : « quel magnifique exemple vous êtes de la réussite d'une Africaine américaine ! », elle a répondu : *« mais pourquoi voulez-vous m'enfermer dans une seule origine ? La personne qui a compté le plus, pour moi, c'est ma grand-mère. Elle était européenne - je crois qu'elle était polonaise - C'est elle qui m'a appris à jouer Chopin et Brahms. C'est grâce à elle que j'ai fait des études, c'est grâce à elle que je me suis posé la question de savoir si j'allais devenir concertiste ou entrer dans l'administration américaine »*.

Tiger Woods a dit la même chose : *« si j'ai choisi le golf, c'est parce que j'ai une maman et, derrière elle, toute sa famille, qui m'ont poussé. Il se trouve qu'ils étaient thaïlandais. »* Mais nous sommes tous des carrefours ! **N'acceptons pas d'être enfermés dans une ou une autre origine, n'acceptons pas d'être enfermés dans des modèles.** C'est bien pour expliquer certaines choses sur le plan historique, mais à vivre dans une société, cela n'a plus du tout de valeur opératoire. C'est une façon d'enfermer, comme par hasard, toujours les mêmes : ceux qui n'ont pas le pouvoir...

## ÉCHANGES AVEC LA SALLE

---

### Claude THIBAUT

Merci pour cette intervention. Je suppose qu'il y a des questions dans la salle. Pour ma part, j'ai rebondi entre autres sur la valorisation du terme « intégration ». J'avoue que j'ai assez apprécié ce que vous avez dit sur le sujet. Je rappelle que notre ami Jean-Claude Sommaire a été le secrétaire général du Haut Conseil à l'intégration, dont il pourrait peut-être nous dire un mot.

### Jean-Claude SOMMAIRE

Ma voisine peut sans doute en parler plus que moi, parce que je crois que les premiers travaux du Haut Conseil à l'intégration dans les années quatre-vingt-dix, notamment sur les questions de définition, ont été largement inspirés de documents qu'elle avait produits. Je peux parler de l'époque où j'y étais et où nous avons en particulier sorti le rapport intitulé *L'islam dans la République*. Le titre avait été choisi par le président de l'époque, Roger Fauroux, avec cette idée précisément, de sortir du questionnement : l'islam est-il compatible avec la République ? L'islam est-il compatible avec la laïcité ? L'islam est-il soluble dans la République ?, etc. Il s'agissait de considérer qu'aujourd'hui, la question de l'islam était devenue largement une question franco-française, qui était à traiter ici et non plus avec les représentants des gouvernements étrangers, comme on a eu trop souvent tendance à le faire pendant une certaine époque, et de voir comment construire ce « vivre » et « faire ensemble » dans cette diversité d'un paysage en évolution. Ceci dit, nous ne sommes pas là pour parler du Haut Conseil à l'intégration.

### Jacqueline COSTA-LASCOUX

On peut juste dire que l'un des derniers travaux du Haut Conseil à l'intégration a été le **rapport** remis au Premier ministre de l'époque, Dominique de Villepin, sur la **mesure de l'intégration et les catégories ethniques**. Il y a toute une interrogation sur les catégories ethniques, les indicateurs de l'intégration, le baromètre de l'intégration, les enquêtes sur les patronymes, etc. Si cela vous intéresse, je peux vous répondre, puisque j'étais rapporteur. Depuis, j'ai donné ma démission en juin 2008. Mais je peux vous dire les travaux que nous avons réalisés à l'époque.

### Un éducateur en Bretagne

Je ne maîtrise pas aussi bien que vous les codes linguistiques qui me paraissent importants pour expliquer les choses, mais je voulais tout de même revenir sur votre interprétation de ce qui s'est passé dans le cadre de la « commission Stasi ». Vous semblez nous dire que l'on nous a trompés – certes, il est toujours difficile de savoir qui nous a trompés. Notamment par le fait qu'a priori, je sais pour avoir rencontré des jeunes filles voilées, qu'elles se plaignaient de ne pas avoir du tout été entendues par cette commission. D'ailleurs, avec Pierre Tévanian et Jérôme Host elles en ont fait un film intitulé *Un racisme à peine voilé*. Je voulais avoir votre avis, même si je prévois un peu la réponse. Ce qui m'inquiète un peu plus, puisque l'on parle d'humanisme, de générosité – vous semblez avoir une part de vérité, dans votre discours, mais c'est normal –, c'est ce que sont devenues les filles qui avaient été exclues de l'école républicaine suite à cette fameuse loi sur le port du voile. Le savez-vous ?

Je voulais par ailleurs vous demander ce que vous pensez des gens – personnellement, je suis athée, mais j'ai des liens avec des associations de jeunes filles voilées, notamment...

### Jacqueline COSTA-LASCOUX

Pas uniquement des jeunes filles !...

#### L'éducateur en Bretagne

Des filles... Excusez-moi de ne pas avoir été assez précis. J'ai perdu le fil de mon propos. Je me disais qu'en étant en prévention spécialisée, nous devons plutôt chercher le dialogue. Or, je trouve que cette loi va plutôt dans le sens d'une absence de dialogue, notamment avec ces jeunes femmes qui portent un diagnostic assez précis sur la situation qu'elles vivent. Pouvez-vous m'apporter quelques éléments sur ces questions ?

### Jacqueline COSTA-LASCOUX

C'est la loi qui a instauré le dialogue obligatoire. Nous avons comptabilisé. Il y a des dialogues qui n'ont pas été particulièrement comptabilisés, mais il y a des dialogues qui ont duré parfois tout le premier trimestre, trois ou quatre mois... Cela veut dire plusieurs milliers de dialogues dans l'Éducation nationale. L'application de la loi est d'ailleurs citée dans les facultés de droit comme étant un exemple d'effectivité législative, puisque sur plus de dix millions d'élèves dans l'enseignement public, vous avez eu, la première année d'application de la loi, 47 cas d'exclusion sur plus de 10 millions d'élèves, parmi lesquels les deux cas que tout le monde connaît, à Flers : c'est toujours la même famille militante turque de Flers, qui a pignon sur rue et fait du militantisme avec d'autres familles. Nous les connaissons et ils sont allés jusqu'au bout. Ils voulaient même aller en justice pour des raisons militantes. Il est tout à fait légitime de vouloir être militant, mais il y a des règles à respecter. Les autres cas étaient en Alsace, où la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 ne s'applique pas. La deuxième année, il y a eu 17 ou 18 cas d'exclusion. Toute personne qui est exclue en vertu de cette loi est automatiquement inscrite à l'enseignement par correspondance. Par ailleurs, les parents peuvent choisir, puisque c'est un droit dans la loi française – il faut qu'ils fassent valoir leur droit s'ils le demandent –, d'envoyer leur fille dans un établissement privé sous contrat. Enfin, dans trois cas, il y a eu un précepteur privé. Et elles passent leurs examens. Pour leur scolarité, elles ont eu exactement l'application des règles qui prévalent dans un cas comme celui-là. Depuis, on sait qu'il y a plus de 200 000 jeunes qui se disent de confession musulmane et sont dans l'enseignement privé sous contrat, mais ce n'est pas lié à cela : c'est lié à la disparition de la carte scolaire, à ce que l'on dit sur le niveau, le climat des établissements... Ils ont également exactement les mêmes droits que les autres élèves de l'enseignement privé sous contrat.

Nous avons évidemment auditionné des jeunes filles voilées, mais il y avait un vrai problème : elles voulaient être auditionnées à huis clos et non pas devant les caméras. En effet, les débats de la « commission Stasi » étaient diffusés sur les chaînes télévisées. Mais nous avons fait certaines auditions à huis clos. Les jeunes filles voilées ont d'ailleurs été surreprésentées statistiquement par rapport à la question, puisque nous avons auditionné tous les chefs religieux, les associations de toute sorte, des chefs d'établissement scolaire, des chefs de cliniques, d'hôpitaux – nous avons par exemple eu une audition extrêmement intéressante du directeur de l'hôpital Avicenne –, des gens de l'armée,

des gens de toutes les institutions, de la justice... Sur les 300 auditions environ, il y a eu une dizaine de jeunes filles voilées, ce qui est une surreprésentation sociologiquement, par rapport à toutes les questions qui étaient posées. En tout cas, vous pensez bien que nous n'étions pas idiots : nous savions très bien que sur le plan militant, si nous ne les auditionnions pas on nous le reprocherait. Mais si vous arrivez complètement voilée, en tchador, et que l'on vous demande de parler devant les caméras de télévision, cela peut poser problème pour la personne qui, justement, ne veut pas de cela. Voilà les éléments que je puis vous donner.

**Claude THIBAUT**

Je remercie Jacqueline COSTA-LASCOUX de son intervention.

## Confrontation de pratiques de terrain (p 55 à 68)

---

### Jean-Claude SOMMAIRE

Un certain nombre de personnes qui sont autour de cette table vont intervenir en tant que praticiens de terrain, c'est-à-dire à la fois à partir de leur expérience et de ce qu'elles ont pu entendre au cours de cette journée notamment pour vérifier s'il y a adéquation entre leurs attentes et ce qui a pu se dire.

Je vous propose de passer tout de suite la parole à Sylvain Berdah qui va introduire cette table ronde.

### *Sylvain BERDAH, président de l'association de prévention spécialisée GRAJAR de Seine-Saint-Denis, pédopsychiatre à Aulnay-sous-Bois*

---

Je suis pédopsychiatre en Seine-Saint-Denis. Je m'occupe d'un service de pédopsychiatrie à l'hôpital Robert-Ballanger d'Aulnay-sous-Bois. Je suis aussi président d'une équipe d'éducateurs de prévention spécialisée sur Aulnay-sous-Bois et Blanc-Mesnil.

Je voulais parler rapidement, parce que nous sommes assez nombreux à cette table ronde, et faire un petit rappel de la question de la construction identitaire. En effet, quand on parle d'adolescence, on parle de crise d'identité. C'est quelque chose qui existe depuis que l'on connaît les adolescents. Je ne vous ferai pas un cours sur l'adolescence, mais il est certain que la principale problématique de l'adolescent, c'est sa crise d'identité, c'est le fait d'arriver à habiter sa nouvelle morphologie, son corps et ce que l'on appelle l'identité sexuée. Cela ne va pas tout seul et cela peut d'ailleurs durer bien au-delà de l'adolescence. La crise identitaire peut se prolonger pendant des années et des années. On sait que cela va bien au-delà de l'adolescence et qu'il y a aussi des moments particuliers de la vie où l'on vit une crise identitaire : quand on se marie, quand on s'engage dans une relation durable, dans un couple, c'est un moment de crise identitaire ; quand on s'engage dans un emploi stable ou durable ou lorsque l'on devient parent, on est aussi dans une crise identitaire, sans doute moins importante que la crise de l'adolescence. Enfin, quand on vieillit, on doit aussi s'adapter, donc traverser également une crise identitaire, valoriser ces pertes successives que le vieillissement impose à l'individu. Je dis « pertes », parce que quand on est adolescent, on doit aussi perdre quelque chose. On perd non pas le confort, mais la dépendance de l'enfance. On va devoir habiter son corps, on va être sollicité comme individu garçon ou fille. Quand on a une identité bien nette, bien définie en tant que garçon ou fille, cela va déjà mieux que quand, en plus, on a un trouble de l'identité sexuée.

**Quel est le mécanisme de la construction identitaire ?** Cela va avec la question de l'estime de soi. L'estime de soi est quelque chose qui est assez problématique : elle doit être suffisante, mais elle ne doit pas être excessive. C'est-à-dire qu'il faut s'aimer suffisamment, mais ne pas aimer que soi. Les psychologues ne peuvent s'empêcher de toujours parler du complexe d'Œdipe. Je vais vous en parler très brièvement, parce que c'est là que la question de l'estime de soi se met en place. Il est important de voir comment, chez certains enfants c'est un peu difficile, parce que dans la constellation familiale il y a quelque chose qui ne fonctionne pas très bien. Vous savez que lorsque l'enfant arrive au monde c'est le nombril de l'univers : « *Sa Majesté le Bébé* », disait Freud. Puis, l'enfant, au bout d'un moment

se rend compte qu'il n'est pas le seul objet d'amour de sa mère et que sa mère le laisse. Dans un premier temps, il ne sait pas très bien pourquoi elle le laisse, et il éprouve d'ailleurs énormément de haine à l'égard de quelque chose d'assez flou que, plus tard, il va identifier comme étant le père : la mère le laisse pour aller voir un homme, qui est le père. Il n'est donc pas l'objet qui comble la mère, et il n'est pas comblé par elle. Ces sentiments de haine vont entrer en conflit avec ses propres sentiments d'amour, parce qu'il a aussi de l'amour pour le père. Quand c'est le père qui est là, quand c'est le père qui sépare l'enfant de sa mère, l'enfant se trouve dans un conflit de sentiments : il éprouve de la haine, puisque cet homme lui enlève sa mère, mais il éprouve aussi de l'amour, parce que ce père est là, il lui apporte de l'affection, parce que quelquefois il supplée la mère quand elle n'est pas là, et parce qu'il lui apporte un support identificatoire, et notamment, la promesse. C'est-à-dire qu'il l'aide à supporter la frustration de ne pas posséder la mère entièrement, mais qu'il y a derrière tout cela une promesse : que plus tard lui-même pourra obtenir ce qu'a le père actuellement. Il ne l'a pas tout de suite, mais plus tard, il aura quelque chose.

C'est là que déjà on peut se rendre compte que lorsqu'il n'y a pas le père, c'est plus compliqué. Soit l'enfant reste comblé par la mère : c'est le seul objet, il devient tyrannique, c'est l'enfant-roi dont on a beaucoup parlé, soit il entre en rivalité. La rivalité existe, mais il entre en rivalité avec un petit frère ou une petite sœur. Ce n'est pas la même chose d'entrer en rivalité avec le père qui a une place de père, et avec un frère ou une sœur qui est quasiment le même. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de conflit de jalousie : il y a de la rivalité et de l'envie. Là, l'enfant s'imagine qu'on lui a volé sa place. En effet, il n'est pas en rivalité avec le père parce que c'est le père et que plus tard, lui-même se retrouvera à cette place-là ; mais il a l'impression qu'un autre est venu et lui a pris sa place. Il éprouve de la haine, mais l'amour n'existe pas. Ce n'est pas la même chose. C'est comme un alter ego, un double de lui-même ; ce n'est pas comme un modèle paternel important, fort, auquel il a envie de ressembler. C'est un petit frère qui lui a piqué sa place. Et cela suscite de l'envie et quelque chose qui est extrêmement délétère, parce qu'il n'y a pas le père qui vient apporter la compensation à la frustration de ne pas être l'objet comblant pour la mère.

**Tout cela nous donne deux pistes, deux façons d'être dans la crise identitaire.** Cela nous donne une façon qui est assez ordinaire : la fameuse crise mystique de l'adolescence. Je grille quelques étapes pour aller vite. Pour se construire, pour être un adolescent, il faut aussi pouvoir s'opposer aux valeurs familiales, pouvoir s'identifier à différents supports et surtout, s'opposer au modèle familial. On a donc intérêt à avoir un père présent et un père assez fort. Nous avons souvent vu se produire cette crise mystique parce que l'enfant reprochait à ses parents d'avoir une façon assez molle d'être dans la religion. C'est une façon d'affirmer des valeurs semblables et différentes. Dans cette façon de s'opposer à la famille, il y a quelque chose d'assez ordinaire. Il y a une façon beaucoup plus difficile d'être dans la religion : c'est lorsque l'enfant n'a pas eu ce modèle paternel suffisant, que l'enfant est resté dans la tyrannie – l'enfant-roi –, ou alors que l'enfant est resté seulement dans la rivalité fraternelle et donc, dans la haine. Dès lors, il a une grande difficulté à s'estimer. Il a une image de lui qui est une image idéalisée, qui est elle-même tyrannique, et il a du mal, bien entendu, à être sans arrêt à la hauteur de cette image tyrannique. Il va donc de déception en déception. Il est assez souvent dans un état d'amertume considérable et c'est ce qui, souvent, le pousse à s'engager dans ce radicalisme religieux qu'évoquait Dounia Bouzar : c'est-à-dire que là, on lui propose un idéal de

perfection où il est, en quelque sorte, l'égal de Dieu. En tout cas, il s'enferme dans un système de défense très paranoïaque qui le coupe de plus en plus des autres.

Nous reviendrons peut-être sur ce point dans les questions. J'ai conscience de vous avoir dit des choses assez schématiques qu'il faudrait peut-être un peu étayer et détailler.

**Face à cela, quelles sont les réponses ?** Quand on est éducateur, il me semble que la première règle est toujours d'être à côté et du côté des jeunes. Cela, nous le savons. Mais cette règle ne veut pas dire que l'on doit coller au discours des jeunes. Il faut en particulier se méfier des pièges de la séduction. C'est-à-dire soit d'être séduit, soit de séduire et de se présenter comme un modèle, un parent idéal – c'est un piège vraiment très fréquent parce que la plupart du temps si l'on s'occupe de ces jeunes, c'est justement parce que les parents ont été défaillants, quelque part. Il ne faut donc pas tomber dans le panneau de la séduction, des deux côtés, et s'identifier à leur discours qui est souvent un discours de victime en les enfermant ainsi dans cette identité de victime. Il faut donc s'efforcer d'être de leur côté, sans doute, d'être avec eux mais toujours avec un petit décalage, qui permet toujours de restaurer la promesse, l'espoir qui leur manque. Si l'on ne croit pas pour eux, je ne sais pas qui va croire. Tous les adultes qui s'occupent de ces jeunes, y compris les enseignants, doivent y croire pour eux. Je vais souvent dans les collèges, et quand j'entends des enseignants dire que malgré tout, on ne sait pas ce que cela va donner parce que même si l'on a des diplômes on ne s'en sort pas, ce n'est pas vrai. Il ne faut pas penser cela même si, pour ces jeunes-là, en effet, ghettoïsés, stigmatisés, victimes du racisme, il est vrai que c'est plus difficile que pour d'autres. Mais il faut quand même pouvoir toujours y croire, et en tout cas, y croire pour eux, donc, ne pas les enfermer dans une identité de victime, qui les conduit à l'impasse, bien entendu. Il faut également les ouvrir à d'autres communautés, d'autres groupes, et essayer de les sortir de leur ghetto.

Il faut les aider à prendre leur place dans la société, quitte à s'appuyer aussi – **parce que c'est très important pour ces jeunes dans leur construction identitaire – sur la culture d'origine, à restaurer la culture des parents, à restaurer les parents.** Les parents sont des gens très dévalorisés par l'histoire qu'ils ont vécue. Il convient donc de restaurer quelque chose de la culture, valoriser la culture d'origine – il y a souvent quelque chose qui n'a pas fonctionné dans la transmission de la culture. Ce qui a été transmis a été, justement, peut-être, le colonialisme et le fait d'en avoir été victime, mais il est rare que l'on pousse un peu plus loin et qu'on leur transmette ce qu'il y a eu avant. Nous avons évoqué Cordoue, Grenade, etc., mais nous pourrions parler de beaucoup d'autres choses : pour les cultures africaines du Mali, de la civilisation Bamoun, par exemple.

Mais peut-être allons-nous continuer cette discussion par le témoignage de terrain, avec Lhabib, puis Delphine, qui sont éducateurs de rue et qui, eux-mêmes, sont confrontés au quotidien à ces questions d'identité et à cette assignation à cette place dans laquelle les jeunes veulent les piéger, cette séduction dans laquelle ils sont vis-à-vis d'eux.

Je travaille plus précisément sur la ville de Vauréal. La diversité est une richesse ; je ne vous l'apprends pas chers collègues... Il n'est pas besoin d'être d'origine étrangère, de couleur différente ou de confession différente pour que l'on puisse parler de la diversité. J'ai essayé d'étayer mon exemple par écrit, de peur de prendre trop de temps et d'être trop long parce que nous, éducateurs, sommes trop bavards, surtout quand il s'agit de parler de nos pratiques.

Je remarque que l'exemple que je vais vous apporter dans le cadre de ma pratique de terrain, appelée « travail de rue », est le moyen le plus rapide et le plus efficace de connaître personnellement les jeunes, de se familiariser avec leur comportement et d'être reconnu dans le milieu. **Tout espace non institutionnel peut être fréquenté par les éducateurs de la prévention spécialisée** : la rue, les squares, les porches d'immeubles, les cages d'escalier, les terrains, les gymnases, les centres commerciaux, les gares, les sorties de collègue et lycée, les alentours d'établissements scolaires et également les alentours des lieux de culte, notamment les mosquées, églises et synagogues. **Travailler dans la rue, c'est aller là où se retrouvent les jeunes**. Le travail de la rue est incompatible avec un cadre horaire trop rigide. Il s'agit de tendre vers une présence constante et régulière sur les lieux, au moment où les jeunes ont l'habitude de s'y trouver, quels que soient le jour et l'heure. Il convient donc de cerner ces moments et pour cela, de réaliser sur les lieux une observation d'amplitude maximale : les journées, les soirées, les week-ends, les jours de fête etc. L'éducateur découvrira les moments et les endroits où il pourra se faire accepter le plus aisément. **L'observation sur le terrain est primordiale pour l'éducateur de prévention.**

Voici l'exemple que je vais vous livrer. Pendant le dernier ramadan, nous constatons l'absence de plusieurs jeunes à des moments précis de la journée sur le quartier. Le travail de rue et notre présence aux alentours de la mosquée, au moment de la prière, nous amènent, m'amènent personnellement à découvrir qu'ils fréquentent ce lieu de culte. Ma présence auprès des jeunes est progressive afin qu'ils ne me perçoivent pas comme dangereux ou étrange et qu'ils puissent établir un début de partage ou de relation. Je suis souvent surpris par le fait qu'ils me saluent et qu'ils m'appellent « frère ».

Je regarde dans le dictionnaire et je cherche la signification du mot « frère » : « le frère est celui qui est né de mes parents ». Or, ce n'est pas mon cas. Cela veut dire aussi : « homme considéré comme membre de la famille humaine ». Ou : « fidèle d'une religion ». Ou : « homme qui a une communauté d'origine, d'idées ou de culture ». Je m'interroge : pourquoi me considèrent-ils comme un frère, en ce moment précis et à cet endroit précis ? Est-ce mon origine maghrébine ? Est-ce la culture que nous partageons, c'est-à-dire, la culture d'origine, la culture que nous vivons, que nous avons au quotidien ? Croient-ils que je suis de même confession qu'eux ? Il ne m'est jamais arrivé de parler de ma confession. Je me demande : « et s'ils me voyaient comme un intrus, ceux qu'ils appellent les « harkis » ? ». Pensent-ils que je viens là pour voir ceux qui font la prière, ceux qui ne la font pas, pour ensuite les dénoncer à la police ? Mais dans ce cas, pourquoi viennent-ils me serrer la main en me disant : « Salut, frère ! », « ça va, frère ? » ou « salam, frère » ? Chacun doit se connaître et connaître l'autre pour parler et accepter de débattre.

**L'échange est fondamental, mais il faut déterminer précisément de quoi l'on parle, avec un langage commun, des mots entendus, des expressions explicitées.** Pour que cela fonctionne, il faut connaître l'autre, sa culture d'origine, sa religion. C'est aussi le respecter dans sa différence.

Autre exemple : j'étais convié à une commission éducative dans un établissement scolaire. Le principal demande au jeune d'origine africaine qui accompagne ses parents, de regarder dans les yeux quand on lui parle, ce qu'il ne sait pas faire parce que ses parents lui ont toujours répété de ne pas regarder un adulte dans les yeux quand on lui parle. Les parents voient là une insulte à leur façon d'éduquer leur enfant.

À un autre moment de la journée et à un autre endroit, ces mêmes jeunes m'appellent « cousin » et non plus « frère ». Je me suis aussi amusé à chercher dans le Robert la signification de « cousin » : « c'est un enfant descendant de l'oncle et de la tante ». Ce que je ne suis pas non plus. J'ai regardé à côté, sous « cousinage » : « l'ensemble des parents, des cousins ; rapport, point commun ».

Suis-je leur cousin parce que j'ai compris le sens de leur système et de leurs différences culturelles ? J'ai compris tout d'abord que les jeunes essaient de se rapprocher des éducateurs en raison du sentiment de relation et d'exclusion, alors qu'ils participent à la culture de masse et qu'ils partagent les mêmes aspirations que les autres. Un certain nombre de jeunes qui vivent dans le quartier sont plus ou moins directement confrontés à des manifestations de ségrégation et de racisme quant à la recherche d'emploi, à leurs relations avec la police, à l'accès aux lieux de loisirs. Ils développent un sentiment d'injustice et de frustration qu'ils expriment auprès de nous. **Ils se rapprochent aussi de nous par besoin de relation : identification, besoin d'appartenance, d'estime, de se sentir aimés, besoin de sécurité.** Ou par besoin de prestige, croyant parfois en nous, selon le statut et la place du groupe auquel le jeune souhaite adhérer, parce que nous avons la même culture, la même religion. Ou en cherchant du favoritisme – ce qui n'est pas un atout – pour pouvoir passer avant les autres jeunes, avoir facilement ce qu'ils désirent et au plus vite... « T'es mon cousin... ». Ils veulent passer avant les autres pour avoir une place au permis de conduire, par exemple, se faire déposer par la voiture, s'il a un rendez-vous, au lieu de prendre le train ou un moyen de transport en commun, pour avoir un ticket de cinéma ou autre chose... Là, l'éducateur doit faire très attention à ne pas tomber dans le jeu de certains jeunes, à ne pas être otage de sa façon de s'y prendre avec le jeune. Ces jeunes se croient malins et ils essaient de jouer la carte du rapprochement : « toi, tu n'es pas comme les autres. Toi, t'es mon cousin. Comme chez nous... » Ou : « ça va, la famille ? ».

**L'éducateur doit aussi faire attention à ne pas tomber dans la communauté qui soutient le communautarisme** et à prévenir le jeune de ce phénomène qui menace les plus fragiles et les moins intégrés à la merci de la propagande de mouvements religieux intégristes ou de minorités culturelles, qui interpelle et inquiète la société tout entière dans la mesure où elle remet en question les principes républicains et met en péril la liberté publique. C'est un facteur de repli sur soi, de rejet de l'autre, de comportements xénophobes, voire d'agressions racistes. **La dérive communautariste souligne un déficit d'intégration qui pousse certains jeunes à se distancier**, et même, à s'exclure de notre société en la rejetant mais aussi, comme le disent Philippe Ropers et Pierre Verney dans *La Prévention spécialisée : un projet coopératif*, aux pages 101 et 102 « tous les éducateurs ont à faire preuve d'une capacité à s'acculturer, à reconnaître les codes culturels des uns et des autres, pour mieux évoluer. Pour autant, ils n'ont pas à y souscrire. L'intégration dans un territoire est une nécessité, mais l'adhésion à l'ensemble de ses valeurs

*ne s'impose pas. Pour s'intégrer, les éducateurs n'auraient eu d'autre possibilité que celle de ressembler aux jeunes, c'est-à-dire de mettre en évidence des signes de rapprochement, qu'ils soient vestimentaires, de langage ou de comportement. Tout ce qui n'était pas mise en valeur de l'expression du jeune, tout ce qui était critique de la délinquance ne pouvait être considéré que comme suspect. La diversité culturelle est une richesse à laquelle les éducateurs en prévention sont confrontés, mais qui est aussi source d'incompréhension, de tension et de peur, parfois alimentée par des événements internationaux ravivant le spectre du choc des civilisations, la progression du racisme et de la xénophobie, les diverses formes de discrimination qui débouchent sur l'exclusion sociale et le repli identitaire ».*

### ***Delphine SOLAIRE, éducatrice en prévention à l'ADSEA du Val-d'Oise***

---

Je suis une collègue de Lhabib, mais pas sur la même équipe : je travaille à Cergy où nous avons trois équipes qui travaillent sur le secteur. Je travaille essentiellement sur Cergy-le-Haut qui est encore en construction. C'est donc un peu particulier. Mon travail porte surtout sur les filles que l'on voit peu sur le quartier, mais qui rencontrent beaucoup de problèmes aussi.

Dans la diversité culturelle, je voulais surtout parler de l'échange et du respect, qui nous permettent d'avancer malgré tout.

Je vais vous livrer deux exemples de ce que j'ai pu vivre sur le terrain.

Le premier exemple est celui d'une jeune Française d'origine malienne qui vient nous voir pour nous demander une aide scolaire en français. Je l'aide un peu en français, en allemand... Au fur et à mesure, elle me fait une autre demande, plutôt culturelle : elle me demande de faire des sorties à Paris, de sortir du quartier. Je me rends compte alors que cette jeune sort très peu de chez elle. D'ailleurs, je ne l'avais jamais rencontrée auparavant, en fait. Nous organisons donc des sorties à Paris avec un groupe de filles qu'elle ne connaît pas. Elle s'intègre quand même. Nous faisons une sortie, deux sorties, trois sorties... La jeune en question en profite complètement. Et de fil en aiguille, elle me demande d'organiser un séjour, avec le même groupe de filles, pour aller au bord de la mer qu'elle n'a jamais vue – alors qu'elle est tout de même âgée de 18 ans. Nous organisons ce séjour, nous mettons en place un chantier pour le financer. La jeune est très motivée, et même survoltée. Deux jours avant le départ, son père m'explique que sa fille ne partira pas, parce qu'elle doit faire le ménage chez un oncle dont l'épouse est malade. Je me trouve alors sur le pas de la porte ; la fille est à côté du père et me dit qu'en fait elle n'a plus envie de partir, que cela ne lui dit plus rien. Or, je savais pertinemment qu'elle avait envie de partir puisque c'est elle qui faisait cette demande. Me voilà donc positionnée face à ce papa, auquel j'explique je ne peux pas annuler le séjour maintenant, que sa fille a sa place, que cela va être compliqué... Le papa reste sur sa position et me dit qu'elle ne partira pas. Finalement, une discussion s'engage. Je le rassure, je lui montre les photos du gîte, je lui explique qu'il pourra me téléphoner à n'importe quel moment de la journée et que je lui passerai sa fille, que nous allons aussi respecter ses coutumes – c'est une famille très croyante : cette jeune fille fait la prière tous les jours. La discussion sur le pas de la porte dure un certain temps... Finalement, le papa m'a proposé d'entrer et de boire un café. C'était plutôt positif. La discussion a continué à l'intérieur de l'appartement. Le papa a regardé les photos du gîte, dans quel coin de France nous allons partir et il a été rassuré sur le fait que la culture de sa fille et la sienne serait respectée. Au bout du compte, il a accepté – même si cela a été un

peu dur. La jeune fille est partie avec nous. Le papa a téléphoné tous les jours et il a eu sa fille au téléphone tous les jours. Il était rassuré. Quant à sa fille, quand elle est arrivée à la plage, elle s'est roulée dans le sable, de la tête aux pieds – elle en était toute blanche, d'ailleurs ! Quand elle est revenue de ce voyage, elle s'est à nouveau ensablée pour montrer à toute sa famille le sable sur elle. C'était très émouvant. Par la suite, elle a continué à travailler avec nous sur le plan scolaire. Ensuite, elle était intervenante dans les séjours que nous organisons. C'est-à-dire qu'elle était ma collègue pour encadrer le groupe avec moi, ce qui lui a permis de gagner de l'argent et de payer son permis de conduire. Le papa voyait sa fille devenir de plus en plus en autonome. Elle était très fière de financer son permis elle-même. Elle a eu son code au mois de juin, cette année. C'est la discussion qui a permis cela, et le fait que l'on puisse rassurer les parents et les jeunes filles. Pour l'anecdote, le papa a dit à sa fille : « Depuis que tu vois la Blanche, tu as bien changé... ».

Le deuxième exemple concerne une famille malienne qui habite un appartement du quartier et dont nous nous occupons. C'est un cas de surpopulation : ils sont dix-sept dans un appartement de trois chambres. Nous connaissons à peu près tous les frères et sœurs de cette fratrie. Les grands sont plus ou moins incarcérés : ils sortent, ils rentrent... Parmi les filles, il y en a une qui devance les frères et l'une dont je m'occupe particulièrement. C'est le collègue qui m'a contactée pour cette jeune, qui rencontrait des difficultés de violence au sein du collège et des problèmes de comportement – insultes, etc. La jeune fille me dit : « je n'en peux plus, j'en ai assez du collège... ». Elle me fait une demande de séjour pour sortir de ce contexte familial un peu difficile. Elle me raconte la situation à la maison, où il y a un papa, deux mamans, quatorze enfants, avec un vrai problème d'espace vital. Au fur et à mesure du chantier et du séjour – nous en avons fait plusieurs –, elle m'explique son quotidien, les problèmes qu'elle rencontre, le manque de place pour travailler : pas de bureau et souvent, pas de place pour dormir – elle dort sur des fauteuils... Et la pression des grands-frères, qui lui parlent plus ou moins bien, qui, sur le ton de la boutade, lui disent : « Tiens, quand allons-nous te marier ? » parce qu'elle a 14 ans. Elle le vit très mal, c'est vraiment compliqué pour elle. Elle me parle aussi de son positionnement par rapport à sa maman, qui est la deuxième épouse du papa, et elle me dit ne pas vouloir avoir cette position dans un couple. Elle me dit : « *Je ne serai jamais la deuxième épouse d'un homme, parce que ma mère n'aura jamais de papiers, elle aura toujours la peur d'être expulsée, c'est très compliqué pour nous* ». Cette maman a six enfants. Ce n'est pas forcément évident à gérer. Elle me dit qu'en fait, sa maman souhaite partir. Dans la ville de Cergy, il y a une vraie politique de décohabitation qui existe ; c'est très positif. La maman souhaite donc partir ; mais pour partir, il faut qu'elle divorce ce qui ne pas facile à entendre. La jeune fille me dit que sa maman souhaite partir avec ses six enfants, mais que le papa n'est pas du tout d'accord. Finalement, elle me dit qu'en plus, sa maman ne sait pas lire, s'exprime mal et donc, a des difficultés à comprendre toutes les formalités, le fonctionnement, etc. Elle me demande donc si je peux passer voir sa maman. Je vais rencontrer la maman à son domicile. De fil en aiguille, la maman vient au local, rencontre mon chef de service. Nous discutons ensemble et elle explique qu'en fait, la situation ne pourra pas évoluer tant que le père ne changera pas de position. Elle demande à mon chef de service de passer au domicile et d'expliquer au papa l'enjeu de ce divorce et de cette décohabitation. Et elle me dit : « *vous, par contre, ce n'est pas la peine de passer, parce que vous êtes une femme, il ne vous écouterait pas...* ». Je ne l'ai pas mal pris... Finalement, mon chef de service est passé seul au domicile et a parlé longuement avec le père, lui a expliqué les enjeux du divorce et de la décohabitation pour l'avenir et le devenir des enfants, et

surtout, des petits parce que cela devient très compliqué pour eux. Le papa a réfléchi – de toute façon, nous n'étions pas là pour le forcer – et après réflexion, il a accepté ce divorce, ce qui n'était pas facile il faut le reconnaître. Le dossier est actuellement en cours. Nous avons fait les démarches avec la seconde épouse – la première parle un peu mieux le français et arrive à s'en sortir –, mais pour la maman de la jeune fille c'est plus compliqué.

Dans ces deux cas, on voit que c'est par le respect et par l'écoute que l'on peut avancer ensemble avec ces familles différentes de nous.

### **Sylvain BERDAH**

Par le respect, l'écoute et une espèce de neutralité, qui a permis aux uns et autres de déployer un peu leur discours. Cela vaut aussi pour Lhabib : malgré les appels du pied, « frère » et « cousin », c'est toujours cette neutralité qu'il faut conserver, tout en étant à côté.

Notre quartier est un quartier multiculturel, qui a une histoire populaire et d'immigration. Nous sommes vraiment au cœur de la diversité, entre une immigration juive, maghrébine, africaine et maintenant asiatique, avec une population dans la rue très nombreuse et très jeune. Nous avons fait le choix de ne vous parler que des séjours que nous choisissons de faire dans notre équipe et surtout, dans notre association. Cela veut dire que nous sommes soutenus par notre direction, par notre association et donc, par le politique, parce que les séjours ont des coûts.

Nous, nous choisissons de vivre et de faire vivre cette diversité dans les séjours que l'on construit. Nous travaillons aussi beaucoup avec l'école et les collègues. Nous faisons des séjours, en début d'année, avec les quatrièmes de soutien, avec les classes DSA – dispositif de socialisation des apprentissages. Nous envoyons près de 70 jeunes en colonie de vacances, en partenariat avec la mairie de Paris ou avec le Secours populaire, tous les ans. Nous partons également en séjour avec 40 de nos jeunes pour les préparer à différents séjours en colonie de vacances, avec des gens de la France entière, de diversité culturelle et d'origine sociale. Ceci implique aussi un choix de notre association : qu'en face, nous soyons aussi une équipe d'origines culturelles différentes et mixtes en hommes et en femmes. Nous passons donc beaucoup de temps à choisir les groupes avec lesquels nous partons.

Dans un premier temps, pour aller vers les jeunes, nous acceptons les groupes naturels, des groupes de garçons ou des groupes de filles. Dans la rue, nous avons beaucoup plus de groupes de garçons qui sont dans la délinquance, le trafic. Les filles sont beaucoup plus invisibles ou en lien avec nous sur des questions de réussite scolaire. Nous les connaissons donc plus grâce au collègue. Ou bien, lorsque nous allons chercher des autorisations pour les garçons, nous les trouvons à la maison, de manière plus discrète, où elles sont plus enfermées, parce qu'elles ont des responsabilités que n'ont pas les garçons. Nos choix de groupes sont donc primordiaux dans notre manière de travailler.

Une fois par mois, nous rencontrons un anthropologue psychanalyste qui nous aide à faire nos analyses de pratique pour avancer et mettre tout le temps du sens dans nos séjours, dans notre pratique et dans le contexte du quartier dans lequel nous travaillons.

Adama va vous donner l'exemple d'un chantier à l'international dans lequel nous sommes partis. C'est un groupe avec lequel nous avons fait tout un chemin, pendant cinq ans, qui est passé par nos camps, par des colonies et qui, au bout de cinq ans, a eu accès à un chantier international.

Peut-être y aura-t-il parmi vous des gens qui ne comprendront pas bien de quoi il s'agit et je vous prie de m'en excuser. Mais j'ai fait le choix de parler plus de l'avantage que nous avons en tant qu'éducateurs de rue avec cet outil extraordinaire que nous appelons les chantiers internationaux. Nous les avons mis en place, depuis trois ans, en partenariat avec Léo-Lagrange, qui nous a aidé à trouver des subventions pour pouvoir partir avec un groupe de dix jeunes, dont quatre filles âgées de 17 à 20 ans, dont les parents ont des origines diverses : tunisiennes, sénégalaises, mauritaniennes et maliennes. Ce séjour a été très bénéfique en terme de suivi éducatif, dans la mesure où nous sommes partis avec des jeunes qui, à l'époque, avaient énormément de difficultés de comportement, surtout pour les garçons, qui avaient complètement décroché de l'école, mais aussi des filles qui, on l'oublie parfois, ont aussi des problématiques pour pouvoir trouver ou retrouver leur place dans la vie de quartier.

Pour rebondir sur ce qui a été évoqué par Monsieur Berdah à propos de la restauration de la culture des parents, nous, nous avons souvent affaire à des jeunes qui se réclament de l'origine de leurs parents. Quand la discussion devient dense, ils ne se voient plus comme de jeunes Français, mais comme des jeunes du Maghreb ou de l'Afrique noire. Ceci est très délicat ; je pense qu'il ne faut pas que nous, éducateurs, fuyions le débat, mais que nous devons de temps en temps entrer dans des débats vraiment profonds, qui posent la question de qui l'on est, d'où l'on vient et de ce que l'on a envie de faire. Ayant à notre portée un outil éducatif comme le chantier, nous pouvons les confronter à une réalité, c'est-à-dire à un retour au pays d'origine, qui leur permettra ensuite de faire l'évaluation.

En effet, on parle souvent du choc culturel, et ces jeunes se sont rendu compte sur place qu'ils n'avaient rien à voir avec les jeunes qui vivaient là-bas. Ils avaient énormément de différences de comportement, de compréhension, de façons de voir le monde. De notre côté, nous étions des relais de médiation pour leur faire comprendre que dans la vie, c'était ainsi. Que nous étions arrivés sur ce territoire qui n'était pas le leur, du point de leur perception, parce que la plupart des jeunes qui revendiquaient cette africanité, qui se disaient africains, se sont rendu compte qu'ils n'étaient pas du tout africains.

D'ailleurs, le jour du départ pour l'Afrique, sur les six garçons, cinq avaient teint leurs cheveux en blond. C'était un signe très fort destiné à montrer aux jeunes qu'ils allaient retrouver, qu'eux-mêmes n'étaient pas des gens de là-bas. Pour ces jeunes Noirs, arriver à Dakar avec leurs cheveux blonds était un signal qu'ils voulaient donner à l'entourage. Sur place, il y a eu des discussions. Nous avons aussi eu affaire à la police. Lorsque nous sommes allés visiter l'île de Gorée, un jeune s'est fait contrôler et n'a pas du tout apprécié la manière de faire du policier. Il était en colère et, ne pouvant pas gérer sa colère, il a parlé désagréablement à l'agent de police en lui faisant valoir qu'il était français. L'agent lui a répondu : « *Je me moque du fait que vous soyez français. L'essentiel est que vous m'avez mal parlé et que vous êtes en tort. Nous avons le droit de vous contrôler* ». Comme il n'avait pas ses papiers sur lui, cela nous a obligés à gérer une situation difficile sur place.

En leur permettant de concrétiser, dans leur imaginaire, ce retour au pays d'origine des parents, nous leur avons aussi permis de se projeter sur un avenir plus constructif. Je fais partie d'une équipe

éducative où nous avons nos particularités, nos singularités. Étant donné que je suis aussi d'origine sénégalienne, cela n'a parfois pas été facile sur le secteur d'intervention. La première réflexion que les jeunes du quartier où j'interviens aujourd'hui m'avaient renvoyée était : « *Ah bon, on emploie des Blacks, maintenant, à Feu vert ?* ». Ma responsable de service, qui a du répondant, leur a dit que je n'avais pas été recruté parce que j'étais black, mais parce j'avais le diplôme qui convenait. Ce sont des moments très difficiles.

Il faut avoir du temps, savoir observer, repérer, écouter et être là sans insister. Cela aide aussi. Cela m'avait choqué, que des jeunes me disent cela, parce qu'ayant un aperçu de tout ce qui se passait, je me demandais comment il se faisait que des jeunes dans cette situation puissent avancer une telle idée. Plus tard, quand la relation et la confiance ont commencé à s'installer, ils me chahutaient un peu sur l'accent. Au début, je ne comprenais pas : quand on parle, on ne se rend pas compte que l'on a un accent, mais quand on est en face d'un groupe qui vous renvoie à chaque fois : « *Tu as un accent... Tu es « bledard »...* — *Qu'est-ce qu'un « Bledard » ? — C'est quelqu'un qui vient du bled. — Ah bon... Mais cela pose problème, que je vienne du bled, que je sois éducateur, que j'aie des diplômes et que j'aie fait des études ? — Non, mais ça nous fait rigoler...* ». Et à force d'intervenir et d'être avec eux dans la rue, cela crée des liens. J'utilise aussi très souvent l'humour. On peut être très ferme pour intervenir, pour accompagner, mais je crois que chacun a sa personnalité, sa façon de faire, sa stratégie. Pour ma part, l'une de mes forces, avec les jeunes, c'est l'humour. Je n'ai pas envie de me faire passer pour le père Fouettard. Je me rappelle qu'il y a eu des séjours avec des jeunes où cela n'a pas été facile, où il a fallu recadrer, de manière parfois très ferme. Et il y a des jeunes qui m'ont renvoyé que je pouvais être quelqu'un de très violent.

L'outil éducatif qui, pour moi, est le plus important à l'heure actuelle, ce sont les chantiers internationaux. Ce séjour au Sénégal, nous commençons à en sentir aujourd'hui l'effet. Nous sommes en train de préparer un autre séjour pour aller au Burkina-Faso, avec un autre groupe de jeunes – les petits frères et les petites sœurs de ceux qui étaient partis il y a trois ans. Il y a de la demande. Comme le disait ma collègue Karine, cela coûte très cher et nous espérons avoir l'appui des politiques pour pouvoir continuer à le faire. Cela coûte de l'argent, cela demande beaucoup d'énergie aux éducateurs qui partent. Il n'y a pas que les séjours en chantier international, mais aussi les séjours à l'intérieur du pays qui peuvent parfois être coûteux : cela dépend des activités que nous mettons en place avec les jeunes. Mais je trouve personnellement que le travail éducatif, l'axe fort de notre intervention, quand je repense aux séjours que nous faisons, avec toute la phase de préparation avec les jeunes, sur le territoire français, est extraordinaire : c'est ce que j'avais envie de partager avec vous.

## ECHANGES AVEC LA SALLE

---

### Sylvain BERDAH

J'ai envie d'ajouter quelque chose à ce que vient de dire Adama.

Effectivement, nous n'avons pas parlé d'acculturation. Pour qu'ils puissent construire leur identité, il faut que ces jeunes puissent s'identifier à quelque chose de valorisant, dans la famille, un trait culturel – on appelle cela « un trait du père », dans l'identification. L'islam, ou en tout cas la religion de manière générale, est peut-être la chose la plus facile, la plus accessible. Or, il y a bien d'autres choses, mais qu'ils ne connaissent pas. Il est certain que ces voyages là-bas sont très importants, mais il y a peut-être aussi d'autres façons d'accéder à la culture de ses parents. On ne le fait pas assez, mais c'est très important, à mon sens.

### Un intervenant dans la salle

Vous avez positivé, en termes de postulat, sur la richesse *a priori* de la diversité culturelle. Or, il y a une multitude d'exemples de par le monde, où cette diversité est plutôt une grande catastrophe. Nous évoquons la conquête par les immigrés européens de l'Amérique du Nord et le génocide des Indiens. On pourrait parler de tous les empires coloniaux, de la Palestine, du Liban... Il y a maints exemples. Je pense que ce n'est pas aussi évident que cela. Bien sûr, on peut dire que la diversité est une richesse, mais le dire ne suffit pas. Ensuite, il faut le faire, et cela ne va pas tout seul.

La diversité, comme cela, *a priori*, pourquoi est-ce une richesse ? Cela pose un certain nombre de problèmes. Comment les poser ? Comment les contourner ? Pour l'instant, nous en sommes à la reconnaissance, ce qui est déjà assez bien, mais j'ai peur que ce ne soit pas suffisant. Je pense que nous devons maintenant envisager comment, tous différents, mais tous ensemble, nous pouvons construire un référentiel commun.

### Jean-Claude SOMMAIRE

Votre remarque est intéressante et me remet en mémoire un document qui a été produit par un sociologue américain qui s'appelle PUTNAM, qui a été le chantre de la diversité à une certaine époque et qui est revenu complètement en arrière en disant, en gros, que c'était la catastrophe, que les gens faisaient moins de choses ensemble que séparément, etc. Mais de toute façon, ici, la diversité est là. Il faut donc s'en accommoder.

### Sylvain BERDAH

Il faut s'en accommoder, certes. C'est une richesse, mais c'est aussi une difficulté, il faut le dire. C'est une difficulté, et quand on la surmonte, c'est une grande richesse. Ce n'est pas toujours facile.

### Lhabib BENHSAYNAH, éducateur en prévention spécialisée à l'ADSEA du Val-d'Oise

Elle est aussi source d'incompréhension et de peur.

### Karine BOUCHET, chef de service en prévention spécialisée sur le quartier de Belleville, à Paris, fondation Jeunesse Feu vert

Et pour nous, dans notre quartier d'intervention, ce n'est pas qu'une idée : les gens vivent la diversité. Ils habitent tous ensemble dans les mêmes immeubles, dans les mêmes logements sociaux, mais les

jeunes se confrontent à l'école tous les jours. Il y a des parents de « bobos » qui demandent des dérogations pour sortir leurs enfants de ces écoles où ne se retrouvent finalement que les enfants de Maghrébins, de Noirs et d'Asiatiques. C'est cela, la réalité de notre terrain : le « vivre ensemble », tous les jours. Parfois, cela se passe bien, parfois, cela ne se passe pas bien. Il faut bien, comme vous dites, « s'en accommoder », mais il faut plus que cela : il faut que chacun y trouve à se confronter et à se construire.

### **Claude THIBAUT**

Dans l'intervention de Lhabib et de Delphine, est revenu le terme de « respect ». Dans les interventions plénières, ce terme a également été employé. Je crois qu'effectivement, c'est un terme qui mérite que l'on s'y arrête. Par ailleurs, j'ai envie de demander à Adama si, pour les jeunes qui se sont retrouvés au Sénégal et d'origine familiale sénégalaise, cela va jusqu'à la notion de deuil, par rapport au pays d'origine des parents ?

### **Adama SENE, éducateur à Paris, Fondation Jeunesse Feu Vert**

Je ne parlerais pas de « deuil », parce que cela suppose qu'il y a forcément un décès. Je dirais plutôt que cela leur permet de concrétiser un imaginaire du retour, le mythe du retour. On sait très bien que le mythe du retour, ce sont les parents qui l'ont ; les jeunes le réclament : « je ne suis pas d'ici, je suis de là-bas ». Nous avons des jeunes qui partent très tôt, quand ils sont en bas âge, et qui ne se rappellent plus ce qu'ils ont vécu là-bas. Et quand ils ont la chance de repartir à l'âge de comprendre, cela change beaucoup de choses dans leur tête. Le fait de voir la réalité sur place, les conditions de vie, de rencontrer d'autres jeunes qui sont là-bas et qui sont de même origine que leurs parents, cela peut aider à changer la trajectoire de certains jeunes.

### **Intervention dans la salle : Chargée de mission sur l'inter-culturalité au pôle Enfance et famille du Val-de-Marne**

J'ai beaucoup apprécié ces témoignages, ces travaux sur le terrain, qui nous font vraiment remonter la réalité de cette diversité, du brassage de la population. Certes, on ne peut pas faire d'écoles spécialement pour les petits Sri-lankais ni pour les petits Maliens, ni pour les petits Maghrébins. Cela pose la question de ce moule qui peut choquer, mais dans nos espaces de socialisation il y a des règles et des normes qui sont à respecter par tous les enfants. Les enfants pourront s'ouvrir aux autres dans le moule, s'ils y arrivent, avec des bases identitaires solidement constituées. Il leur faut connaître la culture, les cultures qui les entourent, dès le bas âge – nous parlons de prévention, donc dès la petite enfance – et dans ce cadre, on dit, en Afrique de l'Ouest, qu'être bon nageur est une pratique utile, très importante, qui permet de s'ouvrir aux autres sur d'autres rives. Pouvoir être bon cavalier, c'est magnifique : cela permet d'aller loin et de connaître le maximum de personnes, de s'enrichir au contact du maximum de personnes. Mais la connaissance fondamentale est la connaissance de soi, pour pouvoir communiquer avec le plus grand nombre et être bien dans sa peau, cette peau noire, ou jaune..., et bien dans sa tête. En bambara, on dit : « Bien dans sa peau, bien dans sa tête ». Lorsque les jeunes m'entendent, ils me disent : « sérieusement, vous parlez bambara ? » Je leur réponds que oui. Cette diversité des langues me permet de travailler avec les jeunes dans les foyers de l'enfance, d'être auprès de nos professionnels du social, c'est-à-dire des espaces départementaux de solidarité –(ex-circonscriptions d'action sanitaire et sociale), d'être aussi auprès de la petite enfance, PMI et crèches.

Lorsque les équipes ont beaucoup de mal à travailler avec les papas et les mamans, on me fait signe pour savoir si je peux apporter des éléments de décodage, d'étayage, pour trouver une porte de sortie honorable pour ces parents, qui ne sont pas venus en France pour faire des enfants délinquants, mais qui ont été dépassés, à un moment donné. Il s'agit de trouver une porte de sortie honorable pour les parents, mais aussi pour les familles. Bravo, donc, pour de tels moments d'échanges et de rencontres.

### **Un intervenant dans la salle**

La diversité linguistique peut parfois être source de tension. À titre d'exemple, il y a parfois des gens qui sont d'origines maghrébines qui parlent la langue et qui viennent nous solliciter sur une démarche, sur un accompagnement, sur une situation conflictuelle, au sein de leur famille. Ils n'ont pas forcément envie que ce soit nous, éducateurs de même origine et qui parlons la même langue qu'eux, qui nous occupions de leur problématique, tout simplement parce qu'il y a des choses qui ne se font pas, dans la culture d'origine. Par exemple les divorces ou les querelles des filles qui ont envie de quitter la maison de leurs parents. Ils n'ont pas trop envie qu'un éducateur d'origine maghrébine ou africaine s'occupe de leurs affaires, parce que ce n'est pas bien, cela ne se fait pas. C'est dans leur tête, bien sûr, mais ils nous fuient, ils vont vers nos collègues qui ne sont pas de la même origine qu'eux.

### **Jean-Claude SOMMAIRE**

Nous allons en rester là pour cette première journée.

## **Les problématiques africaines sub-sahariennes, un nouveau défi pour les intervenants sociaux ? (p 69 à 76)**

---

*Kabangu MUANZA, docteur en psychologie, formateur à Afrique conseil.*

L'immigration africaine sub-saharienne en France ne date pas d'aujourd'hui. Mais, les problèmes sociaux qu'elle pose ne sont pas toujours faciles à traiter. Leurs causes étant parfois culturellement spécifiques, la méconnaissance de la culture africaine s'accompagne de stéréotypes, de malentendus et d'incompréhension. Ainsi, s'installe le risque d'élaborer des prises en charge non opérantes. Sous cette condition, le défi pour les travailleurs sociaux est de s'approprier des outils de compréhension des migrants d'origine africaine en France. Il s'agirait, entre autre, de répondre aux questions tel que : Qui détient l'autorité dans les familles africaines ? Comment se constituent les ménages chez les Africains ? Quelle est la place des enfants dans la culture africaine ? Quelle est la conception africaine de la pratique éducative ? Quels sont les projets socioéducatifs des parents africains ? Comment bien communiquer avec les Africains ? Quelle est l'approche explicative des problèmes en Afrique ?

### ***1. L'autorité au sein des familles africaines***

Les familles africaines fonctionnent selon le modèle vertical. Les hommes occupent le summum de la pyramide suivis des femmes et les enfants sont considérés comme les cadets sociaux. Les femmes exercent l'autorité reconnue traditionnellement aux hommes par délégation. Une autre exception concerne la relation entre le système de filiation et l'autorité. En effet, dans les familles matrilineaires, ce sont les mères qui détiennent l'autorité sur les enfants ; leurs frères, c'est-à-dire les oncles maternels, faisant office de père. La troisième conception de l'autorité dans les familles africaines concerne la place de l'aîné. Concrètement, ce dernier peut agir au nom des parents en leur présence. Par conséquent, il devient responsable des cadets et benjamins. Telle est la reconnaissance du droit d'aînesse. Pour tout prendre, l'autorité parentale, en Afrique, est autant biologique que sociale.

### ***2. La constitution des ménages chez les Africains***

Le mariage est considéré comme une alliance entre deux communautés, deux groupes sociaux, deux familles. L'objectif de sa célébration étant la cohésion sociale les choix affectifs individuels sont secondaires. Les filles se mariaient à la puberté et les garçons quand ils ont prouvé qu'ils sont capables de prendre en charge une femme. L'acte symbolique de mariage est la compensation matrimoniale. Deux stratégies matrimoniales prévalent en Afrique. Il s'agit de l'endogamie et de l'exogamie. Enfin, deux régimes matrimoniaux cohabitent en Afrique. Il s'agit notamment de la monogamie et de la polygynie.

### ***3. La pratique éducative en Afrique***

L'éducation africaine est communautaire. Elle est diffuse. Elle se dispense à l'intérieur comme à l'extérieur de la famille. De ce fait, les parents biologiques ne sont pas les seuls éducateurs de leurs

enfants. Tout adulte est potentiellement éducateur. D'autre part, il y a une continuité dans l'action éducative.

#### ***4. La place des enfants dans la culture africaine***

Les enfants sont considérés comme une grande richesse, un grand investissement et un signe de maturité sociale. Ils permettent d'accéder au rang d'ancêtre et d'élargir la lignée. Ils servent à la stabilité des ménages. Ce sont les bâtons de la vieillesse. Ils appartiennent à tout le monde, à tout le village, donc à celui qui les éduque.

#### ***5. Les projets socioéducatifs des parents africains***

Ces projets éducatifs diffèrent selon les sexes des enfants changent. Traditionnellement, on considérait que c'était le garçon qui était appelé à protéger et à représenter la lignée des parents, des ancêtres, alors qu'en ce qui concernait les filles, elles étaient traditionnellement éduquées pour être de bonnes épouses et de bonnes mères.

#### ***6. La communication avec les Africains***

Deux choses à prendre en compte : le support de communication et la stratégie de communication. D'abord, l'oralité caractérise la culture africaine. Avec elle les palabres dominent et permettent d'aboutir à des solutions stables. La redondance ne gêne pas. Elle met en confiance, valorise le discours et produit un effet cathartique. Ensuite, pour mieux communiquer avec les Africains, il faut établir un lien de parenté. Celle-ci est plus sociale que biologique.

#### ***7. L'approche explicative des problèmes en Afrique***

Enfin, l'approche explicative de problèmes, en Afrique, est irrationnelle. Les Africains considèrent généralement que les causes de leurs problèmes sont exogènes et métaphysiques. Le niveau d'étude, la religion et le lieu de résidence semblent moins discriminants dans la valorisation de cette conception. Seule l'ampleur de la douleur est déterminante du moment de s'y référer.

En conclusion, j'ai essayé de dégager les points qui peuvent interpeller les travailleurs sociaux et mettre à mal leur travail. En ce qui concerne le contenu de ce défi entravant avec les familles africaines, la liste n'est pas exhaustive, mais posez-moi des questions. S'il y a un élément nouveau, je tâcherai d'y répondre. Les points que j'ai évoqués sont ceux que j'ai préféré dégager pour être au plus près du travail que vous faites au quotidien, et c'est volontairement que je n'ai pas développé les autres aspects, en raison du peu de temps que nous avons.

Relever le défi auquel les problématiques sub-sahariennes exposent les travailleurs sociaux c'est adopter une approche interculturelle sur le terrain. L'intérêt est de donner du sens aux sens des migrants et les aider à développer un lien harmonieux avec la société d'accueil.

## ECHANGES AVEC LA SALLE

---

### Jean-Claude SOMMAIRE

Pour ne pas être en décalage par rapport aux attentes de la salle, Monsieur Muanza a souhaité faire une intervention courte et pouvoir répondre aux questions plus précises que vous vous posez.

### Une intervenante dans la salle

J'aimerais que vous repreniez la fin de vos propos relatifs au caractère exogène et métaphysique et que vous développiez votre idée, parce que je n'ai pas vraiment suivi.

### Kabangu MUANZA

Concrètement, quand un problème se pose, en Afrique, ce n'est pas l'individu. Je pars de quelque chose de concret : la maladie, un danger, un malheur qui frappe une famille africaine est considéré comme étant un message. Un message qui est donné à la société, à toute la famille : le signal d'un dysfonctionnement qui peut exister. Si l'on part de cette conception de la maladie, du malheur, comme étant un message qui est transmis aux membres de la famille, de la société pour signaler un dysfonctionnement au sein de leur groupe, la cause du malheur ou de la maladie n'est pas chez l'individu. L'individu ne sert que de support. La cause du malheur, de la maladie est en dehors de l'individu, et elle est métaphysique, puisqu'on ne la voit pas.

Quand on parle de la sorcellerie, c'est quelque chose de matériel mais qui, pour nous, les Africains, peut avoir un résultat matériel concret : la mort, un accident... Ce qui fait que lorsque quelqu'un tombe malade, en Afrique, c'est quelque chose que l'on voit : la personne est effectivement clouée au lit, mais quand on interroge son environnement immédiat pour savoir d'où vient la maladie, c'est à ce moment qu'intervient la dimension métaphysique. C'est à ce moment-là que l'on voit que c'est plutôt un tiers – j'insiste sur la notion de persécution – qui aurait jeté un sort sur la personne qui est malade. Une faute commise peut donc se traduire en un dysfonctionnement, et le dysfonctionnement peut se matérialiser en un danger, en une mort, en quelque chose qui inquiète toute la communauté.

### Un éducateur à l'association Arrimage

Je demande la parole pour remercier Monsieur Muanza, parce que le constat sur le terrain est que, souvent, quand on est jeune Européen on n'a pas la compréhension vis-à-vis de notre culture. Les choses sont donc faussées d'avance. Un jeune Français, en particulier, qui voit un monsieur âgé qui ne sait pas lire, croit qu'il peut l'éduquer. Nous parlions de la richesse de la diversité, mais il n'y a richesse que lorsqu'il y a un effort de culture qui se fait de part et d'autre. Nous qui sommes là, nous avons étudié Molière, beaucoup d'auteurs européens, que ce soit en philosophie ou autre, et cela nous donne une base de réflexion qui permet de discuter et de tirer des conclusions. Or souvent, les choses ne se font pas dans les deux sens. Je souhaiterais que cela se fasse : qu'on lise un peu les documents qui ont été écrits par les Africains pour comprendre aussi cette société. En Afrique, par exemple, le mot « oncle » n'existe que dans un seul sens, à savoir dans le sens maternel. En Afrique, le frère de ton père n'est pas ton oncle : il est ton père. En France, ce n'est pas le cas. Et tous les enfants de ton oncle

paternel, comme on le dit ici, sont tes frères. Un intervenant de terrain présentait hier la notion de frère selon la définition du dictionnaire. C'est le sens strict du mot. Mais nous, en Afrique, nous avons un sens plus large : tous les enfants de ton oncle paternel ne sont pas tes cousins, comme on le dit ici, mais tes frères. Ce sont des choses que nous devons savoir. Votre intervention a été très courte, mais très pertinente. Je pense que cela nous permettra, en tant qu'éducateurs, de faire l'effort de connaître cette culture, parce qu'il ne peut y avoir richesse que dans ce concept.

### **Un éducateur de prévention de Caen (Calvados)**

Au cours de la journée d'hier, j'ai noté deux mots qui m'ont un peu heurté : l'oubli et le deuil. Je pense qu'il est plus facile de faire semblant d'oublier. À mon sens, il y a beaucoup de choses que l'on ne peut pas oublier.

La deuxième chose que je voulais dire concerne la formation des éducateurs. Cela me renvoie à ce que j'ai vécu hier, à la vitesse des mutations sociologiques, ce qui se passe aujourd'hui : les choses sont très rapides, les problématiques de la société vont très vite et je pense qu'il y a beaucoup d'éducateurs qui sont diplômés, qui ont fait leur formation et à qui l'on n'a pas parlé de prévention spécialisée. Je veux que l'on parle aussi de prévention spécialisée, des contenus de formation. Nous travaillons sur des territoires, avec des réalités qui, aujourd'hui, posent de gros problèmes, sur lesquelles nous-mêmes, travailleurs sociaux, éducateurs de prévention, nous sommes parfois limités, bloqués, arrêtés et pressés. Cette question s'adresse peut-être aux membres du CTPS, mais je m'interroge beaucoup sur la formation des éducateurs spécialisés et des travailleurs sociaux en général et à son adéquation par rapport aux phénomènes de société.

Ma troisième réflexion porte sur la notion de rupture dans la transmission. Je trouve que c'est un mot qui est très pertinent, une phrase qui est très jolie, mais j'ai l'impression que l'on ne s'attarde pas assez sur ce terme-là. Nous ne nous posons pas pour en discuter : qu'est-ce que l'on transmet ? Qu'est-ce que l'on peut transmettre ? Qu'est-ce l'on doit transmettre ? Là aussi, je m'interroge beaucoup par rapport à cela. Sur le terrain, il y a des jeunes qui m'interpellent, des jeunes qui, dans une société de concurrence et de réussite sociale n'ont aucune qualification, qui sont complètement à la traîne et qui disent qu'ils ne veulent pas faire le même travail que leur père. Parfois, je suis un peu limité en termes de réponse, par rapport à cela. Je pense qu'il est important que nous réfléchissions pour être armés sur cette problématique.

### **Jean-Claude SOMMAIRE**

Nous examinerons la question de la formation de manière plus spécifique cet après-midi, mais Monsieur Muanza pourrait peut-être nous dire ce qu'Afrique conseil peut apporter, notamment aux clubs de prévention.

### **Kabangu MUANZA**

Afrique conseil est une association de psychologues d'origine africaine, au départ. Nous existons depuis treize ou quatorze ans. Pourquoi avons-nous voulu nous positionner comme des psychologues d'origine africaine, ce qui était stigmatisant ? C'était pour répondre à une problématique bien particulière, parce que faire l'amalgame n'était pas du tout intéressant. Nous avons voulu donner aux

travailleurs sociaux des outils – c'était d'ailleurs notre objectif – de compréhension des populations d'origine africaine. Nous avons voulu combler le déficit d'information des travailleurs sociaux concernant les familles africaines à travers des formations. Nous fournissons également des interventions sous forme d'éclairage ou d'appui technique, puisque nous sommes un cabinet de conseil et de formation. Nous répondons à la demande. Nous vous parlerons tout à l'heure du projet Lobaly : si Afrique conseil s'est déplacé à Saint-Quentin, dans l'Aisne, c'était pour répondre à une demande qui était bien particulière. Au moment où je vous parle, nous avons plus de quinze personnes d'un service social de la ville de Paris qui est en formation auprès de notre association pour réfléchir autour de la place de l'enfant dans les familles africaines et également aux troubles mentaux. Nous sommes donc là pour mettre en place des formations afin d'approfondir les différents aspects de la culture africaine.

Ce qui est aussi positif, puisque vous avez parlé de la formation des travailleurs sociaux, je trouve, est que depuis un certain nombre d'années, il y a tout de même un effort considérable. Étant donné que l'interculturel n'existait pas, dans les formations de base, je suis intervenu plusieurs fois dans les IUFM ainsi que dans des centres de formation de travailleurs sociaux, de même que mes collègues.

Nous recevons au sein de notre association des stagiaires futurs éducateurs spécialisés. Par rapport à la politique, ce qui manque peut-être est le contenu. Mais par rapport à votre question, de mon point de vue personnel, beaucoup d'efforts ont été faits en ce qui concerne la formation des travailleurs sociaux en prenant en compte la dimension interculturelle. Quand on parle de l'interculturel, c'est peut-être un mot bateau mais le contenu compte également. Si vous avez suivi une formation en interculturel qui n'a pas répondu à vos demandes, ce n'est pas le moment d'en débattre mais tout dépend de la personne qui a la charge pédagogique de monter les formations, d'inviter des intervenants qui puissent apporter un plus, compte tenu du travail de terrain que vous comptez faire plus tard. C'est aussi aux futurs travailleurs sociaux, tout en étant élèves, de formuler également des choses à l'équipe pédagogique. L'équipe pédagogique ne se réveille pas en disant : nous décrétons ceci et cela. Je comprendrais, tout en étant en France, que je subisse ou que je suive une formation qui serait complètement destinée aux populations françaises, parce que je suis en France. Mais si je me dis que mes attentes pour plus tard ne sont pas de travailler uniquement avec les populations d'origine française, je peux demander à ce que l'on me donne ce qui pourrait être un plus pour mes interventions de terrain. Voilà pour l'aspect pédagogique.

Ce qui m'a semblé très évocateur est la transmission : vous avez parlé de la transmission, de ces jeunes qui vous interpellent. Parfois, les travailleurs sociaux donnent des avis ou des points de vue qui découlent de la culture française puisqu'ils sont français, oubliant que quand on parle de l'identité de quelqu'un et surtout de l'identité culturelle avec ses deux dimensions, ontologique et pragmatique, on insiste à la fois sur les valeurs des parents que les travailleurs sociaux devraient valoriser et qui ne sont malheureusement pas toujours valorisées et sur la dimension pragmatique, qui concerne les valeurs de la société d'accueil. Le mélange des valeurs des parents et des valeurs d'ici, la cohabitation de ces deux types de valeurs peut permettre à ces enfants d'avoir une identité stable. Mais lorsque l'on dénigre le côté familial, je me dis que ces enfants auront une identité inachevée puisque que quoi l'on dise, ils resteront toujours les enfants de ces parents analphabètes qui continuent à fonctionner avec

leurs traditions malgré le fait que nous n'avons pas pu déployer beaucoup d'efforts pour les intégrer et les sensibiliser différemment.

Ces enfants-là auront toujours un lien avec leur famille. Ce n'est pas en disant « non » à ses parents, en étant français aujourd'hui intégré, qu'il n'y aura pas une pensée vers les parents que l'on a quittés. En matière de transmission, j'insiste sur le fait que si un jeune vous pose des questions, autant faire avec lui l'inventaire des valeurs des parents, essayer d'analyser avec lui les valeurs qu'il peut effectivement s'appropriier ici, dans l'immigration, les valeurs qui peuvent être intégrées dans son identité, en France. Quand on parle du droit d'aînesse, ce n'est pas une valeur qui est contre la culture française, une valeur qui ferait qu'en voyant Monsieur Zago, je me dirais : c'est mon aîné, je l'appelle « grand frère ». Ce n'est pas une valeur qui fera que je vais me mettre en infraction en matière de respect des personnes âgées. Les exemples de faits divers parlent d'eux-mêmes : quand des enfants de CM1 tapent sur une maîtresse de 40 ans, où est le respect ? Nous, nous insistons sur le respect. Que vous soyez en tort ou non, c'est d'abord le respect qui importe. C'est ce qu'en tant que psychologue, j'engage parfois comme travail avec les jeunes : quand il y a confusion, quand il y a amalgame, plus personne n'a raison, puisqu'il y a une valeur et qu'il faut la respecter. S'agissant du respect des personnes âgées, oui, il faut respecter les personnes âgées.

Il y a du positif dans les valeurs africaines, mais malheureusement, celles que l'on pointe du doigt sont les pratiques sociales qui n'ont rien à voir avec le contexte juridico-social de la France. Je ne parle pas des pratiques sociales, je parle des valeurs. Il y a une multitude de pratiques sociales. En France, il y a des valeurs positives. Si je ne mange pas de camembert... Le camembert n'est pas une valeur française, à moins que l'on en fasse une autre lecture. Mais c'est une pratique sociale. C'est une nourriture que tout le monde ne mange pas. Vous pouvez être français et ne pas manger de la choucroute. C'est votre problème. Moi, j'en mange et cela me plaît. En revanche, quand on parle de valeurs, c'est autre chose.

### **François LEFEBVRE, directeur des services de prévention spécialisée, Sauvegarde de l'Aisne**

Il y a un excellent livre qui a été écrit par Ferdinand Ézembé, *L'Enfant africain et ses univers*.

### **Kabangu MUANZA**

C'est une synthèse du travail de terrain réalisée sur plusieurs années au sein d'Afrique conseil. Il est facile à lire.

### **Chargée de mission sur l'inter-culturalité au pôle Enfance et famille du Val-de-Marne**

J'ai été intervenante pour Afrique conseil, avec beaucoup de plaisir, d'ailleurs. Je suis ethno-sociologue de formation, d'origine malienne, chargée de mission sur l'inter-culturalité auprès de Madame Créoff, notre directrice générale adjointe, au pôle Enfance et famille du conseil général du Val-de-Marne. Mes collègues me demandent souvent si je suis spécialisée dans les interventions en direction des familles maliennes. Je leur réponds que non, mais j'ai la chance et le plaisir d'être auprès des professionnels du social, de la petite enfance, des EDS, des foyers de l'enfance, des centres de formation continue dans le département et en Île-de-France. Je leur réponds donc que non, je ne suis pas spécialisée dans les interventions auprès des familles maliennes, mais des familles d'Afrique noire, des familles du Vietnam, d'Asie du Sud-Est et d'autres populations qui sont présentes dans

notre pays. Car même si l'ethno-sociologue est de couleur – c'est difficile à cacher, et tant mieux, d'ailleurs ! –, la formation que j'ai eu la chance d'acquérir en France n'a pas de couleur.

Car la sociologie s'applique à toutes les familles, quelle que soit leur origine, quelle que soit leur catégorie sociale, du moment qu'il y a un phénomène social à observer, à analyser, pour faire des propositions concrètes. Ce n'est pas une intrusion lorsque nos structures cherchent à donner une place au père, alors que dans la tradition de l'ethnie Bakongo, par exemple – je parle sous le contrôle de nos collègues et de Monsieur Muanza –, la transmission se fait à travers le côté utérin, à travers la maman. Dans nos structures, nous nous battons : quand nous voyons une famille monoparentale où la maman ne se mobilise pas, où le père est fuyant, qu'il est de cette ethnie, quelle que soit la place que l'on veut bien lui donner dans l'éducation des enfants, dans les responsabilités, il ne va pas s'en saisir, parce que pour lui, même vivant en France, c'est le côté maternel, le côté utérin qui domine.

Quand les jeunes m'appellent « Tantie », dès le premier entretien, ce n'est pas un excès de familiarité : ce sont des codes auxquels je peux répondre, des dimensions autour desquelles je peux fonctionner, que je peux prendre en compte, sans être dans une certaine transgression de notre éthique institutionnelle. Il y a la distance institutionnelle, mais le respect de ce code fondé, justement, sur la division par classe d'âge, par groupe. Ce jeune ne se permettra jamais de m'appeler « Awa ». Ni « Madame Keita », parce que c'est une distance qui ne permettra pas un entretien riche et approfondi. Mais « Tantie », oui. En revanche, ma collègue assistante sociale, à côté de moi, sera appelée Madame Dupont ou Madame Durand, parce qu'elle fonctionne sur un autre registre. Donc, il faut le respect des codes et des cultures pour qu'il puisse y avoir un travail social efficace et au plus près des préoccupations des familles et de nos professionnels.

### **Un intervenant dans la salle**

Vous avez souligné au début de votre intervention, une culture culturelle africaine : la place de l'individu dans le groupe et la prégnance du groupe. Or, nous sommes dans la société occidentale dans une autre définition qui a progressivement glissé de cet individu objet du groupe, à l'individu sujet, non dans la définition psychanalytique, mais dans la définition de l'individu en tant que personne, au sens de *persona* en grec. Que faisons-nous de cela ? Ce sont deux conceptions assez différentes. Sont-elles définitivement opposées ? Peut-on les conjuguer et si oui, comment ?

Autre question, relative à la formation : dans la formation des éducateurs, la difficulté est que nous connaissons très mal notre société. Que l'on s'intéresse aux autres cultures et aux autres sociétés, d'accord, mais nous connaissons très mal la nôtre. Peut-être que dans la formation des éducateurs, la psychanalyse tient trop de place, tout comme le droit. Si l'on réintroduisait la philosophie, ce serait une bonne chose.

### **Jean-Claude SOMMAIRE**

Nous aurons l'occasion de parler de la formation cet après-midi.

### **Kabangu MUANZA**

Je ne vais pas faire de philosophie. Je vous dirai que les deux conceptions cohabitent et ne sont pas contradictoires. Mais il faut savoir à quel niveau on se situe. Un individu, dans une famille, fait partie

d'un système. C'est un élément. Bien souvent, je dis aux personnes qui posent des questions qui vont dans le même sens que la vôtre, qu'en Afrique, les individus sont libres. On est libre, mais il faut endosser la liberté avec ses conséquences. En Afrique, l'individu est au service du groupe. Si l'on caricaturait les choses on pourrait dire, sur le plan théorique, qu'avec l'individualisme l'individu est là, décide de par lui-même, peut tout faire. Mais l'individu qui est perçu comme un élément qui a toutes les solutions du monde, même dans la culture occidentale, aura aussi recours à des tiers pour résoudre ses problèmes. À mon sens les deux conceptions cohabitent. Mais malheureusement en ce qui concerne les Africains, au moment de la prise de décision, le groupe s'impose puisque l'individu est au service du groupe, que ce que l'individu a gagné doit être partagé par le groupe et que la victoire de l'individu, c'est la victoire du groupe. D'ailleurs, quand l'équipe de France gagne, c'est toute la France qui gagne. On ne dira pas que c'est Thuram ou Thierry Henry qui a marqué : c'est tout le monde qui a gagné. Il ne faut pas caricaturer les choses : ce n'est pas contradictoire.

### **Jean-Claude SOMMAIRE**

François Lefebvre va maintenant présenter le travail mené à Saint-Quentin, dans l'Aisne, en liaison avec Afrique conseil.

## **Le développement social communautaire, un nouvel axe d'intervention pour la prévention spécialisée ? (77 à 82)**

---

*Présentation du projet Lobaly monté par un club de prévention spécialisée de l'Aisne avec la communauté africaine sub-saharienne.*

*François LEFEBVRE, directeur des services de prévention spécialisée, Sauvegarde de l'Aisne*

Je vais essayer de faire vite parce que j'ai l'habitude de parler beaucoup et de faire de grands textes.

L'histoire de la prévention dans l'Aisne, est récente et expérimentale – en tout cas, elle l'a été. Il y a un peu plus de quatre ans que j'y suis arrivé. C'est un département particulier, rural, avec très peu de grandes villes, Saint-Quentin étant la plus grande agglomération, avec 150 000 habitants. Il y a un milieu social très aisé, avec une grosse proportion d'impôts sur les grandes fortunes et une pauvreté rurale endémique qui subsiste dans le département. C'est le contexte du département.

Depuis que nous y sommes, nous connaissons à peu près, à Saint-Quentin, sur un seul quartier, 350 jeunes. Il y a trois zones sensibles. Nous estimons à près de 150 le nombre de Sénégalais d'origine peule qui fréquentent notre local et notre structure, et à près de 120 les jeunes d'origine marocaine. Le reste, ce sont les « Gaulois » ordinaires, qui suivent plus ou moins des processus de désintégration sociale. S'est très vite posée la question de l'identité, parce qu'à Saint-Quentin, nous sommes dans un contexte de culture ouvrière et rurale, marquée par la disparition du textile. C'est une ville plutôt proche de celles du Nord : on y retrouve un peu de Roubaix, Tourcoing ou Lille, dans la mentalité et l'organisation. Il n'y a pas forcément une intolérance marquée, mais l'on n'y aime pas l'inquiétant débordement des jeunes. L'objectif et l'intérêt de la municipalité est de faire en sorte qu'il n'y ait pas de bruit, pas de remue-ménage.

Les Sénégalais sont les plus récemment arrivés sur place. Les Marocains qui sont là sont beaucoup plus radicaux, à tous points de vue : ils sont là depuis plus longtemps, mais nous avons bien senti qu'il y avait une séparation, ne serait-ce qu'au niveau de la mosquée, entre les Sénégalais et les Marocains. Nous nous sommes bien rendu compte, à certains événements dans la ville, qu'il y avait des prêches qui venaient du 93, activés par des gens qui ont une quarantaine d'années. Et nous avons bien perçu que sur un quartier qui est beaucoup plus en danger que le nôtre, il y avait une espèce d'organisation qui faisait que les phénomènes repérés par la police se passaient sur notre quartier et non sur le quartier où ils étaient organisés. Le souci de la municipalité est de canaliser le débordement des jeunes.

Quelle est l'origine du projet ? Une relation positive s'est établie avec la communauté de Peuls – il ne s'agit en effet presque que de Peuls, à Saint-Quentin. Nous sommes témoins de propos qui nous confrontent à nos différences culturelles, à nos identités, à nos principes éducatifs et aux leurs. Il n'y a aucun caractère péjoratif dans mes propos, mais nous sommes bien dans le contexte de ce qu'a expliqué Monsieur Muanza : il y a des choses que l'on ne comprend pas. Nous avons déjà eu affaire à

des situations par rapport à la délinquance, à la désertion scolaires, mais aussi des situations de maraboutage, de sorts jetés sur des enfants. Nous sommes donc témoins de phénomènes de discrimination ordinaire autant que de phénomènes discriminatoires volontaires, qui ne sont pas très importants dans la masse et dans l'expression mais qui sont quotidiens, donc perturbants.

Si la communauté africaine est bien acceptée, elle reste marginalisée. Globalement, le Sénégalais qui est là depuis longtemps est bien gentil, tellement gentil qu'on l'a oublié, quand on a fêté les 90 ans de l'offensive Nivelles du chemin des Dames. Pas un seul représentant de la communauté sénégalaise n'a été invité. J'ai trouvé cela scandaleux, à titre personnel, puisqu'il y en a 7 500 qui sont morts dans les premières heures de la bataille.

Nous nous trouvons confrontés à des jeunes déscolarisés, quelquefois impliqués dans des affaires de police, de petites bagarres, des petites dégradations, des petites violences, du racket. Nous avons à accompagner des parents au tribunal, etc. Bref, nous faisons tout ce que connaissent les services de prévention. En rencontrant régulièrement les pères et les mères africains, nous nous sommes posé la question de savoir comment aborder le thème de l'éducation avec eux. Les parents semblent habitués ou résignés à des phénomènes que les jeunes vivent sous forme de révolte. **Nous avons été amenés à réfléchir sur nos modes d'intervention dans un espace qui doit concilier le respect culturel et la mission de protection de l'enfance.** C'est dans ce sens que nous avons axé le projet.

Nous nous sommes rendu compte que les pères avaient deux façons d'aborder l'éducation et la délinquance de leurs enfants. L'une est affective et identitaire. Dans les deux façons, une manière de voir les choses est de les corriger violemment ou de demander à l'aîné des garçons de le faire : c'est se protéger des problèmes. Nous constatons en effet une forme de démission des pères. Il est également fréquent de les voir fuir les situations en laissant les épouses les gérer, ou les oncles sur place : on se sent dans le pays, lorsque c'est ainsi. L'autre façon est due au fait que le problème est en général lié au délit de faciès et à l'entre-deux culturel. Nous avons des jeunes qui, à partir de là, ont du mal à se situer dans un univers familial : ou bien ils sont dans la comparaison avec ce qui se passe en France, ou bien, ils reprochent à leur père de les délaisser et de ramener de l'argent au pays. Finalement, ils ont le sentiment d'être des Français de seconde zone.

Cela a une double conséquence en termes de vie familiale : l'une est affective, identitaire et économique. Ce sont les problèmes financiers. Les épouses vivent à Saint-Quentin, mais sont souvent obligées d'envoyer de l'argent au pays. Les familles vivent dans un entre-deux où il est question de devoirs à l'égal des pairs et, à un degré moindre, des mères. L'aîné est souvent mis dans des situations de responsabilité hors de proportion avec ce dont nous avons l'habitude dans nos sociétés occidentales. L'autre attitude est le délit de faciès, l'entre-deux culturel. Il y a donc un sentiment de relégation à double niveau : au niveau familial, par comparaison avec la famille idéalisée, celle que nous véhiculons, nous, dans nos concepts, celle que véhiculent les travailleurs sociaux quand ils interviennent sur des mesures d'assistance éducative ; et par le faciès, qui renvoie constamment à l'origine et donc à l'idée qu'ils sont des Français de seconde zone. Et nous ne pouvons pas grand-chose contre cela.

Nous avons donc été amenés à réfléchir, avant de faire le projet, à leurs difficultés financières, au retour d'adolescents des écoles coraniques, dans certains cas, avec une grande difficulté d'adaptation sur le plan du travail et dans l'école ordinaire française, à des pressions de familles à propos du fiancé, de la fiancée possible ou du choix possible, aux mariages arrangés avec ce qui en découle – qui est quelquefois difficile à gérer –, au rejet de la tradition chez les jeunes et à ce j'appelle le syndrome de Lili, en référence à la chanson de Pierre Perret.

Nous avons des enfants qui voudraient bien être reconnus comme européens à part entière, mais qui ne le sont pas, en fait, et qui sont en désaccord avec leur famille. C'est ce que j'appelle l'entre-deux culturel. C'est ce que nous avons voulu travailler dans le projet, parce qu'il n'y a pas la garantie d'une parfaite intégration dans notre société.

Nous avons pensé qu'il était nécessaire de réfléchir ensemble sur les compromis utiles, les médiations nécessaires, les zones proximales de compréhension réciproque, pour aboutir à une meilleure prévention des attitudes discriminantes. C'est, dans une certaine mesure, l'axe du projet. Cela vaut autant pour les familles, pour les jeunes, que pour l'ensemble des acteurs de la vie sociale. Nous sommes partis du principe que si nous ne travaillions qu'avec les familles, c'était intéressant, mais pas forcément efficient ; avec les jeunes non plus. Nous nous sommes dit que de toute façon, l'ensemble des acteurs de la vie sociale étaient concernés : des policiers, en passant par les élus, jusqu'aux acteurs sociaux du quartier. Cette idée-là a engendré celle d'un travail avec Afrique conseil et celle d'un débat réciproque sur les sujets qui fâchent, c'est-à-dire les obligations qu'implique la société française, l'enfance, la parentalité, la situation de la femme, l'éducation, la double culture, etc. Nous ne nous sommes rien interdit dans les débats qui devaient être conduits ensemble. Il ne s'agit pas de dire : « nous sommes supérieurs à... », « vous devez faire ceci... » Non. Nous essayons de débattre. Nous avons appelé cela « formation », parce qu'il fallait trouver des modes financiers pour payer Afrique conseil, mais en réalité, c'est un échange, plus qu'une formation ; c'est un débat ouvert où nous essayons de garantir l'équilibre des participants entre les acteurs sociaux et les parents d'origine africaine, les pères, les mères, etc. Nous allons d'ailleurs l'ouvrir aux jeunes, cette année.

En amont, nous avons réfléchi à quelques petites choses qui se sont révélées en cours de route. Nous avons découvert qu'il s'agissait de Peuls, qu'ils vivaient à 700 km de Dakar, à la frontière mauritanienne, que la plupart de ces jeunes étaient nés en France et n'étaient jamais allés au Sénégal. Je m'en suis rendu compte parce que je connais le Sénégal et que je n'en ai pas rencontré un qui était capable de situer le village de Lobaly sur une carte du Sénégal, ce que je trouve grave : ils ne savaient pas situer, sur une carte, le village de leurs parents. En même temps, ils se revendiquent peuls et parlent peul entre eux. Nous avons découvert que les ressortissants de Lobaly s'étaient organisés en association, avec des gens qui cotisaient pour leur village. Cet investissement n'est pas du tout du goût des jeunes parce qu'ici, ils se sentent un peu floués. Avec les petites cotisations mensuelles, ils ont construit ce qu'ils appellent là-bas une case de santé, qui n'était pas équipée et que nous avons aidé à équiper. La réalité de vie de certains est impensable pour nous, Européens, selon nos propres principes et références.

Nous avons réfléchi aussi sur quelques concepts et facteurs de confusion. Le centralisme français est une notion qui nous a un peu touchés. J'aime bien Crozier, et le centralisme français est au cœur de sa

théorie. Mais c'est quelque chose que l'on comprend mal, parce que l'on imagine qu'il est récent, alors que cela a plus de 400 ans de construction.

Le centralisme est consécutif de l'histoire française, il né sous Louis XIII, pour être précis, dans un contexte de crise politique européenne avec l'assassinat d'Henri IV, la République de Cromwell et la sécession des douze provinces hollandaises. La France et notre administration en constituent la clé de voûte. Nous avons un principe étatique où nous ne disposons que de peu de marge de manœuvre. Lisez *On ne change pas la société par décret* : c'est assez intéressant. Au centralisme d'État s'ajoute la multiplication des partenaires et des pressions. Cela crée donc de la confusion. Nous sommes soumis à des administrations, nous avons énormément de travail à faire au niveau de la justice, de la police, de l'Éducation nationale... Je parle de la police dans la manière d'appréhender les contrôles d'identité, la façon de respecter ceux à qui l'on s'adresse... Quand certains policiers ont des phrases comme « retourne chez toi, tu n'es pas d'ici ! », ils accentuent de fait le sentiment d'exclusion de jeunes qui sont nés en France et qui sont français. Cela peut se travailler, je pense.

Passons du centralisme au concept d'intégration. C'est un concept que personnellement, j'accepte mal. Je suis flamand, en particulier, mais le modèle français, dans son histoire, n'a jamais admis les cultures régionales. Au nom de quoi, aujourd'hui, viendrait-il considérer les cultures issues de l'immigration, puisqu'il n'a jamais su le faire par rapport à notre propre culture, nos propres différences culturelles ? Nous considérons que, pour encore trop de personnes, il y a confusion entre assimilation et intégration. Pour beaucoup de gens, le mot « intégration » se mélange avec « assimilation ». Nous avons beaucoup de mal à l'accepter. La volonté intégrationniste française pourrait se traduire ainsi : « oublie ce que tu es pour devenir ce que nous voulons que tu sois ». Dès lors, il y a forcément des clivages, des ruptures, des incompréhensions.

Un enjeu d'intégration est la famille. S'il y a protection sociale de l'enfance, si l'on parle partout de parentalité, c'est que l'on suppose que l'intégration, la vie dans la société ou l'insertion sociale, peu importe comment on l'appelle, part de la famille. C'est cette famille qui, idéalement, doit transmettre les valeurs de notre société. La Révolution française l'a à ce point compris qu'elle a décidé de séparer tôt les enfants des mères. D'après Le Peletier de Saint-Fargeau, Robespierre, etc., pour inculquer les valeurs républicaines, il fallait supprimer l'influence des mères. On retrouvera cela chez Pol Pot. Entre parenthèses, cette idée n'est pas totalement morte : Brigitte Lherbier-Malbrancque écrit en 2000, dans sa thèse : « *la parentalité est un privilège accordé par l'État à la famille* ». Je la cite. Je peux vous donner les références de l'ouvrage... Il est important de le savoir, parce que ces schémas de pensée sont inscrits chez certaines personnes influentes dans la société française. Madame Lherbier professe à l'université de Lille 2.

Notre modèle familial fait normalement référence à une morale, une pensée ou une mentalité judéo-chrétienne. Le concept de famille est aussi un construit politique récent, qui s'élabore progressivement avec l'invention de la monarchie absolue, ce que l'on ignore souvent. A priori, avant Louis XIII, la famille était plutôt établie sur un mode comparable à celui de la famille africaine. À partir de la Réforme, de la Contre-Réforme, de l'invention de l'imprimerie, une réflexion sur l'éducation s'élabore avec Hobbes, Locke, Rousseau : ce sont eux qui élaborent progressivement le concept de

famille, de mariage choisi, la notion d'amour, etc. Historiquement, on peut donc originer le concept de famille moderne à 400 ans en arrière. C'est assez récent. Mais on pense qu'il est un modèle construit en référence à des valeurs beaucoup plus anciennes, beaucoup plus traditionnelles. L'adolescence est aussi quelque chose qui est très récent dans notre société et qui ne fait pas forcément sens dans d'autres cultures.

**Le projet Lobaly repose sur l'idée de travailler avec les pères et les pairs.** Si le mot « intégration » paraît violent, il est au cœur du débat sociétal. Je regrette que son équivalent anglais ne soit pas utilisé en français ; « inclusion », en anglais, signifie « faire partie » alors qu'à mon sens, « intégration » est un processus mécanique. Au regard des populations issues de l'immigration, on se pose fréquemment la question de leur intégration, mais souvent maladroitement.

**Le projet Lobaly consiste à refuser la logique des ruptures générationnelles et identitaires :** c'est cela, le fond du problème. J'ai constaté, notamment sur Lille et Roubaix, qu'à trop vouloir la paix sociale et l'intégration des immigrés à tout prix, on a des effets positifs, certes : ils font partie de municipalités, de conseils d'administration, etc., mais on parle alors à leur propos de « sur-intégration » et surtout, on a coupé des aînés de leur père, c'est-à-dire qu'on a créé une rupture générationnelle. Il y a des jeunes d'une quarantaine d'années qui ont pris l'ascendant sur des parents venus de Kabylie, d'Algérie ou du Maroc et qui ne comprennent même plus le comportement de leurs enfants, en particulier, le port du voile, le radicalisme religieux, qui sont, à ce niveau-là, devenus des références identitaires. Dans certains cas, ils ont pris la place des pères, voire celle des acteurs sociaux – à Lille sud, il y a des quartiers où les éducateurs ne peuvent plus aller – et il y a un risque de radicalité, qui est normalement un défaut de la jeunesse, et un risque de radicalité religieuse, parce que source de légitimité, avec la religion comme identité, et cautionnement de l'activité illicite : on ne va pas dénoncer ses « frères ». C'est ce que nous voulions absolument éviter à Saint-Quentin, parce que nous sentons que dans notre quartier, il y a ce risque et que des manipulations sont à l'œuvre.

Comment se questionner et se positionner quand les jeunes de Saint-Quentin se disent de Saint-Quentin-en-Yvelines dans l'Aisne ? Comment répondre à cet adolescent qui m'a dit, il n'y a pas si longtemps : « mais c'est quoi, la phrase de la France, maintenant ? Avant, c'était Liberté et égalité, maintenant, qu'est-ce que c'est ? » Cela renvoie à d'autres valeurs. Qu'est-ce qui fait actuellement le plus référence, chez eux ? Est-ce le Peul, avec sa tradition, ou le zappeur ? Est-ce Abd el-Kader, si l'on prend un référent religieux et un modèle de père de la patrie ou de la nation algérienne, ou Zidane ?

Le préjugé lié au sexe ou à l'origine détermine l'insertion professionnelle. Tout le monde le sait. Ceci, ajouté à des contrôles et des propos discriminants, renforce l'idée de ne pas être accepté. Se créent alors ou se légitiment des valeurs adaptatives, c'est-à-dire l'économie « de la débrouille », l'économie parallèle. Les modèles identificatoires ne sont plus les modèles de notre société. La non-intégration renvoie à un entre-deux culturel où le jeune se coupe de ses pairs, sans être pour autant accepté ailleurs, et ne restent que des modèles identificatoires parallèles. Et cela encore, nous voulons l'éviter.

Le projet Lobaly consiste donc à rechercher ensemble, dans l'inter-communauté, dans l'inter-générationnalité, ce qui fait sens. Au-delà des actions festives que nous avons menées, tout l'enjeu est

de conduire les gens à venir discuter dans le cadre d'Afrique conseil. C'est donc s'autoriser à parler de ce qui fâche, à questionner tous les sujets sans en privilégier un par rapport à d'autres. Dans ce cadre, on s'autorise à aborder la question de la place de la femme, du couple, de la religion, etc. Aucun thème ne prime sur l'autre.

S'agissant de nos représentations et subjectivités et des leurs, nous avons constaté que trop de projets étaient liés à la thématique de l'insertion ou que celle-ci était marquée par l'exotisme. En clair : il est de bon ton de faire du tajine quand on est marocain, il est de bon ton de faire de la danse africaine quand on a été petite fille africaine... Nous avons pris le pari de faire des soirées interculturelles, en disant à des groupes de rappeurs de danser des danses picardes traditionnelles avec violons, etc. Ils se sont amusés. C'était un défi. Nous avons intitulé nos soirées : « De la Picardie à l'Afrique » ou « De l'Afrique à la Picardie ». C'est-à-dire que systématiquement, nous mélangeons les deux : nous mettrons du violon classique avec de la musique mandingue, par exemple. Nous avons des mamans blanches qui jouent du djembé qui ont fait danser les mamans africaines. Les enfants du quartier n'avaient jamais vu leur maman danser à la manière traditionnelle. L'idée est de surprendre, d'étonner et également, de faire se rencontrer des gens qui ne se rencontrent jamais, de mélanger, tout en disant que nos Blacks sont d'abord picards, puisqu'ils sont nés là, qu'ils vivent là, etc. Nous faisons parler nos subjectivités.

À partir des activités, nous avons pris conscience du dynamisme de l'association Lobaly, qui est un support et un partenaire. La case de santé a permis de mobiliser. Nous nous sommes rendu compte d'un certain nombre de décalages et c'est à partir de là que nous avons complété le tout avec la formation. En faisant jouer la case santé et d'autres projets, maintenant, nous avons réussi à persuader les acteurs sociaux de l'urgence de mieux se comprendre et de mieux comprendre les valeurs africaines. En effet, nous nous en étions convaincus, petit à petit, mais il fallait aussi le faire partager à l'ensemble de la communauté intervenant sur les quartiers. Un groupe de pilotage s'est constitué. Il inclut des gens de la Dipas, de la police, de la PJJ, de la politique de la ville et de la municipalité de Saint-Quentin, notamment l'attaché parlementaire de Xavier Bertrand. Nous avons évidemment contacté Afrique conseil, qui intervient et qui va continuer à le faire. Dès lors, nous étions en capacité d'aménager une formation, c'est-à-dire surtout de réunir les pères et les mères, les pairs d'origine sénégalaise, les acteurs sociaux, pour parler de ce qui fâche. Parmi les schémas de discussions que nous avons abordées, la typologie des migrants africains, l'organisation sociale des familles, le rôle des femmes africaines immigrées, la place de l'adolescent africain, les valeurs traditionnelles à l'épreuve de la migration, le mariage...

Actuellement, le projet débouche sur l'idée d'aller au Sénégal pour installer des jardins ouvriers. Les jeunes se mobilisent sur cette action. Le défi est plus de travailler en termes d'échange qu'en termes de coopération, mot que je n'aime pas. Il s'agit de savoir comment les gens de Lobaly, dans la communauté d'origine, peuvent aider les jeunes de Saint-Quentin à mieux être dans la ville de Saint-Quentin.

## ECHANGES AVEC LA SALLE

---

### Une éducatrice à la PJJ

Je suis une des rares éducatrices de la PJJ dans la salle. Il est très intéressant d'avoir affaire à des gens de la prévention, du point de vue de ce que nous pouvons en apprendre, par rapport à nos pratiques. Ma première question s'adresse à Monsieur Muanza. J'ai été assez interpellée par cette question de créer une parenté sociale. J'aimerais avoir des précisions à ce sujet.

Ensuite, je vous livre deux petites observations, pour vous raconter notre vie de provinciaux qui arrivons sur Paris. Hier, nous avons eu l'occasion de discuter avec une dame qui nous vendait un sandwich et qui nous parlait de ses difficultés en tant qu'originaire d'Italie par ses parents. Elle disait : « moi, quand j'étais jeune, j'avais encore de l'espoir, l'espoir d'une vie meilleure. J'ai l'impression qu'aujourd'hui, nos enfants n'ont plus cet espoir d'une vie meilleure ». Deuxième observation : en me promenant hier dans Paris, qui est vraiment une source de diversité culturelle, nous avons le plaisir de naviguer entre Sébastopol, Saint-Denis, Saint-Michel, Mouffetard, et en même temps, nous nous disions : « on parle beaucoup de diversité culturelle, mais finalement, c'est chacun chez soi ».

### Kabangu MUANZA

La parenté sociale se pratique inconsciemment chez les travailleurs sociaux français. Je dis bien « inconsciemment », parce qu'il m'arrive, quand j'interviens dans les services sociaux, d'entendre les travailleurs sociaux interpellés ainsi les jeunes dont ils ont la charge : « ma grande », « mon grand »... C'est inconscient. Mais quand on y met de la conscience, cela devient « Monsieur », « Madame », « Mademoiselle ». Pour nous, les Africains, comme l'a dit Madame Keita, l'âge est là. Combien d'enfants que je suis en tant que psychologue, m'appellent « papa » ou « tonton » ? Je l'accepte, alors que je suis psychologue. Mais si j'étais dans l'obligation de respecter ce que j'ai appris à la faculté, c'est-à-dire la distance, qu'en serait-il de ces enfants, qui ont besoin de parler à un tonton, qui ont besoin de s'inscrire dans une relation de confiance ? J'avais soulevé cette remarque à propos de la communication avec les familles africaines : vous voulez que l'on vous dise la vérité, mais vous refusez de vous inscrire dans une relation de confiance qui passe par de l'affection. Quand vous entrez chez dans une famille africaine, si l'on vous offre le café, vous dites que vous ne pouvez pas le prendre. Combien de travailleurs sociaux ont dans leur bureau des toiles qui viennent du Mali, du Sénégal ? Combien acceptent la nourriture – nourriture qui facilite la communication, plus tard ? Si vous vous prêtez à la salutation kilométrique africaine, si vous prenez de votre temps, ce temps que vous pensez gagner sera bénéfique pour vous parce qu'il vous permettra d'avoir des informations qui vont débloquent votre travail et qui, comme je l'ai dit au début, vous permettront d'élaborer des prises en charge sociales opérantes. En effet, il y a beaucoup de gâchis dans les prises en charge que vous élaborer parce que vous captez l'information au premier degré et que vous pensez que c'est la vraie information. Alors que quand les mêmes jeunes ou les mêmes familles viennent nous voir, nous sommes liés au secret professionnel, mais nous nous rendons à l'évidence : nous fonctionnons sur deux chapitres différents. La parenté sociale passe par la salutation, par l'intérêt que l'on peut porter à cette mère qui a son bébé dans ses bras et à qui l'on va dire que son bébé est mignon, à qui l'on va demander si elle va bien, comment se portent les enfants à la maison, si elle a des nouvelles du pays...

C'est déjà une façon d'établir la parenté sociale, parce que vous vous intéressez à ce qui est privé, ce qui touche la personne, à l'intérieur. Mais si vous vous en tenez uniquement au travail, d'après mon expérience, dans 70 % des cas, vous ne détenez pas la vérité ; c'est nous qui la détenons. Je ne dis pas cela pour valoriser le travail que nous faisons, mais pour vous sensibiliser à la nécessité de perdre le temps qu'il faut, de vous intéresser aux autres.

Il y a une dizaine d'années, j'animais des groupes de parole dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, dont deux qui fonctionnaient très bien. Mais quand il fallait parler à ces femmes africaines, l'assistante sociale qui était la mieux appréciée, alors qu'elle ne leur donnait pas d'argent et qu'elle n'avait jamais débloqué leur situation financière, était celle qui prenait le temps de discuter avec les familles, de s'occuper des enfants qui accompagnaient leur mère. Alors que ceux qui étaient sévères, qui disaient : « Oui, Madame, gardez votre enfant, il ne faut pas que votre enfant passe par ici, il ne faut pas que... », malgré le chèque du préfet qu'ils obtenaient pour les familles, étaient de mauvais travailleurs sociaux. Il y a une autre dimension que nous devons intégrer dans le travail que nous faisons au quotidien. C'est pourquoi nous insistons sur la parenté sociale, qui peut aller au-delà même du travail. Moi, je suis père de mes anciens enfants de l'aide sociale à l'enfance. La relation dure encore aujourd'hui. Ce sont des jeunes qui se sont mariés, et j'étais à leur mariage, puisque leurs parents biologiques ne sont pas dans l'immigration. Ils sont installés avec leur conjoint, et je suis toujours invité à les suivre, alors qu'ils ne sont plus à l'ASE depuis cinq ou dix ans. Ils sont devenus autonomes. Pourquoi ? Parce que quand vous, travailleurs sociaux, vous me les avez envoyés, il y a eu quelque chose de fort : la parenté qui s'est installée.

### **Une éducatrice à Choisy-le-Roi**

Nous utilisons un outil qui est l'autorisation parentale. Je me pose souvent la question, quand je vais dans une famille dont les parents sont africains : cette autorisation parentale est un écrit qui nous protège légalement. Elle a son importance légale, mais en même temps, cela me pose problème parce que très souvent, on me donne l'autorisation verbale, et je viens tout de même avec ce papier à faire signer à chaque fois. Dans vos travaux avec d'autres structures de prévention, avez-vous trouvé d'autres outils qui peuvent entrer dans ce cadre légal et, en même temps, permettre à ces familles de ne pas être harcelées avec les autorisations ? Je ne parle pas de l'autorisation parentale pour un long séjour, mais pour de petites sorties. Ils ne comprennent pas, et parfois, moi non plus, je ne comprends pas. C'est la hiérarchie qui veut cela.

### **François LEFEBVRE**

Nous allons répondre en deux temps : techniquement, j'ai réglé le problème au niveau de la structure de prévention en faisant une fiche d'inscription. J'explique aux parents que cette fiche d'inscription est obligatoire en France. Ils le comprennent bien. Cette fiche d'inscription vaut pour une autorisation parentale de longue durée, et nous n'y revenons pas systématiquement. Elle contient même l'autorisation de prendre en photo. Donc, techniquement, c'est très simple : une feuille pour toute l'année, qui sert aussi pour travailler les effectifs. Je pourrai vous en montrer un modèle : c'est tout bête.

## Kabanga MUANGA

La deuxième partie de la réponse devait être la conclusion : le système est là, avec ses inconvénients, mais je ne pense pas que la présence des Africains dans l'immigration vous oblige à changer à chaque fois tout le système. En tant que parent d'élève, je sais que les inquiétudes qui sont les vôtres ont été formulées par les parents français. J'avais convié à un groupe de parole les représentants scolaires. Ce sont les parents français qui leur ont posé des questions sur la pertinence des signatures qu'ils donnent en début d'année. Ils disent : « *vous nous demandez l'autorisation d'accompagner nos enfants à l'hôpital en cas de problème, mais pourquoi nous interpellez-vous lorsqu'un enfant se blesse ? Autant ne pas demander de signature, si c'est pour nous interpeller chaque fois...* » Le système est tel qu'il est. Il faut s'en accommoder au cas par cas. C'est un élément de réponse. Il m'arrive, lorsqu'il y a déjà une relation de confiance, d'engager ma propre responsabilité : certains parents me demandent d'agir en leur nom. Lorsque l'école téléphone, ils l'envoient vers moi. Et lorsque l'on m'interpelle, je prends une position qui est bonne pour moi, en tant qu'individu, mais qui est dans l'intérêt de la famille et de l'enfant. Bien sûr, cela me met parfois en conflit avec l'institution.

## Un éducateur de prévention à la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence à Valence (Drôme)

Nous travaillons dans un milieu dit urbain, mais à imprégnation rurale. Je suis étonné que dans le métier des éducateurs ou dans les traditions de fonctionnement des éducateurs de prévention spécialisée, il y ait un oubli énorme : en France, il y a quelques départements d'africanisme, que ce soit à l'Inalco ou à Nanterre, en anthropologie. Il y a des gens qui ont travaillé sur l'ethnopsychiatrie en Afrique, à Paris 1, il y a eu des historiens : Jean Devisse, Jean Rouch... Il y a une énorme tradition africaniste, en France, et on a l'impression que cette tradition a été oubliée, effacée, qu'il y a eu un blanc. Et l'on redécouvre qu'en France, il y a des communautés africaines, et l'on s'interroge à nouveau, avec un autre regard. Mais ce qui m'inquiète un peu est que l'on est en train de s'interroger sur les communautés africaines avec une sorte de naïveté qui est un peu agaçante : on a oublié qu'en Afrique, il y a tout de même Lagos, de grandes villes, des mégapoles, et qu'en Afrique aussi, il y a des phénomènes de délinquance, de violence, que l'Afrique aussi est secouée par des phénomènes de modernité. En France, on a envie de voir, comme les ethnologues colonialistes, dans les années trente, des communautés africaines sages, dans leur petit coin, qui ne bougent pas beaucoup, que l'on arrive à identifier, à cerner avec un système, des stratégies matrimoniales allant à la quête de l'épouse en Afrique. Mais on oublie que ces sociétés sont secouées par les spasmes de notre société. Eux aussi, sont dans une dynamique qui est énorme. Et les éducateurs de prévention spécialisée ont cette grande chance, nous avons cette grande chance de vivre non pas en interaction avec ces sociétés, mais dans la dynamique interactive. C'est-à-dire que nous ne vivons pas seulement avec eux, mais que nous vivons avec toutes les modifications qu'ils subissent par notre présence auprès d'eux et qu'eux aussi, nous renvoient dans la figure les changements de société.

Ma question est la suivante : pourquoi, dans les formations des éducateurs de prévention, les éducateurs de prévention ne peuvent-ils pas prendre en charge ce potentiel et ces ressources pour aussi diffuser auprès de certains travailleurs sociaux l'idée que quand il y a des rapports, des signalements ou des fiches signalétiques, l'on arrête d'indiquer quelque chose que je trouve personnellement aberrant, à savoir « origine : Maroc » ou « origine : Sénégal » ? Il suffit d'aller faire un tour au Maroc, d'aller se promener à Dakar pour voir la complexité, la guérilla autour des grigris que

jettent les marabouts dans les poubelles. Il y a de quoi faire une archéologie des poubelles : il y a une telle richesse !

Quant au droit d'aînesse, de l'aîné, il suffit de penser à « ma chère Auvergne profonde » où les aînés héritaient et où les cadets se retrouvaient soit à l'armée, soit prêtres, soit rejetés. Il y a un droit, une anthropologie de la parenté comparée, quelque chose que l'on peut faire de façon concertée, réfléchie, et que l'on arrête d'essayer tout le temps de voir ce que l'on peut faire... Non ! Tout est fait, il y a des choses qui sont là, il y a des socles. Et l'on ne peut avancer que dans une dimension comparative. Cessons de nous dire : « en France, nous avons aussi une histoire, mais nous l'ignorons. En Afrique, ils ont une histoire, il faut la comprendre... » Je pense que ni l'une, ni l'autre des deux démarches n'est valable s'il n'y a pas, aussi, une comparaison historique. Parce qu'en Afrique comme dans les communautés africaines installées en Europe, il y a de grandes évolutions dans les pratiques sociales.

### **François LEFEBVRE**

Quelques éléments de réponse : à l'époque où il y avait des intellectuels qui réfléchissaient à la question de l'enfance – Hobbes, Rousseau et Locke, en particulier –, il n'y avait pas pour autant transmission de ces éléments dans l'éducation des enfants, dans la société. Il y a bien, dans les milieux ruraux, en particulier, des groupes sociaux qui ne sont pas à ce niveau de réflexion.

Deuxième élément de réponse : je connais bien le Sénégal. J'y suis allé à plusieurs reprises et je travaille sur la dimension des enfants des rues à Dakar avec une association qui s'appelle Dynamo international. Si cela vous intéresse, je peux vous en donner les coordonnées.

Troisième élément de réponse : il me semble quand même que dans la rencontre des groupes qui s'ignorent traditionnellement, il y a un travail à faire.

### **Claude THIBAUT**

Avant d'aborder la pratique de terrain, j'invite Pierre Verney à répondre à la question posée par Audrey, de Choisy-le-Roi, sur les problèmes de signature de d'autorisations parentales. Ce sont des problèmes presque quotidiens pour les équipes de prévention.

### **Pierre VERNEY, directeur de service de prévention spécialisée, Sauvegarde du Val-d'Oise**

Pour moi qui suis directeur d'un service de prévention, l'autorisation parentale me semble quelque chose d'important parce que cela nous ramène aux règles. Et quand on travaille sur la diversité et que l'on pense « respect » et « échange », je pense que l'autorisation parentale n'est pas uniquement administrative : c'est aussi la reconnaissance des parents. C'est vrai que je vois souvent des éducateurs qui ne rencontrent les familles que sur cet aspect-là, qui n'est largement pas suffisant.

Je vous cite un fait qui est arrivé chez nous pour des jeunes de 13 ans. Nous avons les autorisations parentales. Il y a une sorte de tournoi de football soi-disant inter-villes, mais qui a été mal organisé par la commune : il n'y a donc que des quartiers de Pontoise. Les éducateurs sur le terrain sont très contents : 18 jeunes s'inscrivent ! Ils n'en reviennent pas ! Ils remplissent les camions et se retrouvent dans un gymnase. Et là, ils se rendent compte qu'ils vont plutôt avoir affaire à une confrontation entre

quartiers qu'à de l'échange, de l'écoute et du sport. C'est du sport avec des gazeuses professionnelles. Ceci n'est pas bien grave, ils se débrouillent comme ils peuvent. Ce qui est embêtant est que le lundi suivant, la police a fait le lien entre les matches de foot et ces petites échauffourées qui se multiplient maintenant dans les quartiers, où le territoire du quartier est défendu par les jeunes – on ne sait d'ailleurs pas pourquoi, parce qu'à l'intérieur du quartier, ils ne le respectent pas. En tout cas, ils se réclament d'un territoire quand ils vont à l'extérieur, et cela occasionne de beaux conflits à coups de battes de base-ball, de manches de pioche et de vraies gazeuses professionnelles – pas de celles que certaines ont dans le sac.

Donc, le lundi, un groupe de jeunes descend sur un lycée – l'événement passe sur Canal +, donc la police est sous pression – et ils tapent sur le proviseur. Cela se passe à Pâques dernier. Dans les communes, il y a souvent un représentant de la sécurité qui, bien sûr, a des contacts avec les équipes de prévention. Il donne directement les numéros de portable des éducateurs. En effet, on se dit que les animateurs qui ont organisé cela, qui ont fait ce désordre, sont sûrement en lien avec les éducateurs, parce c'est avec les éducateurs qu'il y avait des gazeuses – les adultes sont très cohérents... Moi, en tant que directeur, comme je considère que c'est une activité tout à fait normale, à partir des autorisations parentales, je dis à la police que oui, ces enfants étaient en lien avec la Sauvegarde de l'enfance de telle heure à telle heure, et j'indique leurs nom et adresse.

C'était une question compliquée parce derrière, pour l'équipe, il y avait, certes, le problème de l'anonymat, mais ce n'est pas ce débat qui m'intéresse...

### Réactions dans la salle

Mais c'est le débat principal !

### Pierre VERNEY

Je resterai à votre disposition pour en parler, si vous le souhaitez.

L'autorisation parentale avait pour moi l'intérêt d'obliger de parler de ce qui s'était passé avec les parents et d'accompagner certaines familles. Parce que, naturellement, il y a eu des ennuis, la police faisant le lien avec ce match de foot. Il a fallu travailler. Les éducateurs, d'abord, étaient d'accord ; ensuite, quand la police a reçu les jeunes, elle leur a dit que c'étaient les éducateurs qui les avaient dénoncés. J'ai trouvé cela intéressant car, contrairement à l'angoisse que l'on aurait pu avoir, à tout ce que l'on aurait pu sous-tendre, en tant qu'adultes, vrai ou faux – la réunion avec la police n'a pas encore eu lieu –, les animateurs du même quartier leur ont dit : « Nous, nous ne vous avons pas dénoncés ». De notre côté, nous avons travaillé avec les familles et si l'équipe n'a pas explosé, c'est justement parce qu'elle a pu discuter avec les plus âgés – ce sont des enfants de 13 ans, tout de même – et avec les familles sur la place qu'ils ont par rapport à nous.

Je parlais sur cet exemple pour dire que les autorisations parentales n'ont pas seulement quelque chose d'administratif. Elles sont un point important dans les liens. Si c'est simplement pour aller chercher des papiers signés, cela n'a pas beaucoup d'intérêt. Mais si c'est pour faire de la règle et redonner à chacun ses responsabilités, y compris aux éducateurs, qui doivent expliquer pourquoi l'institution a fait cela, institution dont ils font partie, il me semble qu'il y a là quelque chose de très

intéressant sur l'échange, le respect des uns et des autres et la capacité de se confronter, de dire non à des jeunes, jusqu'à un certain point. Bien sûr, le local a été taggué. Tout le travail de proximité a fait que les éducateurs ont dû s'expliquer mais en fait, six mois après, ils sont toujours sur ce quartier. Et nous-mêmes, nous aurons, dans le cadre d'un CLSPD, une discussion avec la police et les animateurs sur ce qui a été dit, parce que nous voudrions savoir comment nous sommes en cohérence sur cette affaire. Voilà le premier point sur cet aspect.

### **Claude THIBAUT**

J'en ai un deuxième. Je vais peut-être continuer de mettre Pierre en difficulté – je suis désolé. Je vous conseille la lecture du supplément d'ASH qui est paru il y a huit jours : « *Ces travailleurs sociaux venus d'ailleurs* ». S'y exprime notamment quelqu'un que je ne connais pas, mais que les gens du Nord doivent connaître : Emmanuel Jovelin, directeur adjoint de l'Institut social de Lille-Vauban à Maubeuge et auteur d'un ouvrage sur les liens entre travailleur social et inter-culturalité.

Comme Pierre vient de le dire plusieurs fois, il est directeur et comme il va commencer son texte par la diversité comme source d'incompréhension, je voudrais qu'il réagisse à ce court passage concernant les travailleurs sociaux originaires de la communauté d'origine : « *Si l'on réduit le travailleur social étranger à l'intervention auprès des usagers de son ethnie, on risque le systématisme communautaire et l'enfermement. De plus, un professionnel connaissant la culture de l'utilisateur n'assure pas forcément une meilleure prise en charge sociale* ». Si je pose cette question à Pierre, c'est parce que je connais son équipe : elle est très diversifiée et il a de nombreux travailleurs sociaux d'origines variées.

## Confrontation de pratiques de terrain (p89 à 93)

---

*Pierre VERNEY, directeur de service de prévention spécialisée, Sauvegarde du Val-d'Oise*

---

Vous avez eu hier le témoignage de Lhabib et de Delphine qui viennent de mon équipe.

Je pense que nous sommes, nous aussi, traversés par la diversité. Si la question est de se demander si l'on prend quelqu'un pour suivre – et là, pour contrôler – les familles, c'est-à-dire des Maghrébins pour travailler avec des Maghrébins, des Noirs pour travailler avec les Noirs, des Blancs pour travailler avec les Blancs ou des femmes pour travailler avec des femmes, je pense que l'on fait une erreur. D'abord, depuis l'histoire des grands frères, nous avons tout de même appris beaucoup de choses, et notamment que c'est la qualification et la compétence qui font les choses.

Hier, Lhabib est intervenu sur trois aspects. C'est un peu compliqué, parce que tout cela se travaille tout le temps : l'histoire du frère, l'histoire du cousin, lorsqu'il tourne autour de la mosquée : « il ne faut pas qu'ils croient que nous sommes harkis », et la troisième figure, qu'il n'a pas forcément bien positionnée, mais qui est celle de l'éducateur, dans cette affaire.

Il me semble que nous avons à travailler en interne sur le niveau de compétences. Comme le disaient certains, hier, il y a aussi des Basques, des Corses... S'il fallait trouver des éducateurs basques... J'avoue que sur mon quartier, ce n'est pas une préoccupation forte, mais l'interrogation était intéressante, parce qu'elle posait la question des différences – quand on voit quelqu'un de différent – ainsi que la question de la communication et de l'acculturation qu'évoquait Claude Thibault en entrée de ce séminaire. À mon avis, il faut garder trois postures importantes.

**En termes de compétences, que faut-il comme capacités ?** Pour l'éducateur, il y a un diplôme de formation initiale, où ces questions n'ont pas toujours été bien traitées, je l'accorde. Mais il me semble que l'on sait aussi, et les exemples l'ont montré, qu'il y a trois postures intéressantes. L'une est la décentration, c'est-à-dire cette capacité de faire un point sur nous-mêmes, sur nos différentes appartenances. Nous sommes bien sur ce qu'essayait de dire Lhabib. À moi, on ne me dit pas « frère ». Au foyer, il y avait un jeune – j'interrogeais l'éducateur parce qu'il n'y avait plus rien dans le réfrigérateur : j'avais oublié que c'était le ramadan. Le soir, me disait-il, il allait manger dans la famille. Mais j'étais un peu inquiet. J'ai dit à l'éducateur : on ne laisse pas quelqu'un sans manger. Cela me semblait un minimum. En fait, ce jeune n'a pas pu me dire, à moi – c'est l'éducateur qui me l'a dit –, qu'il allait tous les soirs à la mosquée. Il s'imaginait lui-même la représentation que je pouvais avoir. Alors que je pensais que nous avions des relations facilitantes, lui-même se disait : « ce Blanc-là, si je lui dis que ce mois-ci, je vais manger tous les soirs à la mosquée, il va sûrement me prendre pour un disciple d'Al-Qaïda ». Je ne sais pas exactement ce qu'il avait en tête, je n'en ai pas encore discuté avec lui. Mais l'on voit bien que cela permet à certains éducateurs une approche facile, dans un premier temps : « tu es le frère », « tu es le cousin ». Cela peut aussi être la complicité et l'éducatif, c'est-à-dire la posture que nous avons en commun : faire des règles, de la socialisation. À mon avis, nous y sommes tous contraints.

**Deuxième point :** une certaine compréhension du système de l'autre. On a toujours travaillé cela dans les équipes de prévention : avoir cette capacité de se mettre à la place de l'autre, l'acculturation à la façon dont il vit. Cela me semble un point important.

**Le troisième est la négociation et la médiation.** Je reprends l'exemple de Delphine. On peut dire qu'elle a pris quelque chose qui n'est pas simple : la polygamie. Comment a-t-elle pu discuter avec le père ? Qui plus est, dans le cadre des règles françaises, discuter du divorce, pour avoir un deuxième appartement, d'une famille où 17 personnes vivent dans un 4-pièces, avec 3 chambres.

Quand on a cette capacité de travailler ces trois postures et qu'on les partage en équipe et que, sur les quartiers, l'on peut aussi... Nous avons par exemple une association africaine qui s'appelle l'Afavo. Le danger, pour nous, est qu'au lieu de parler en lien direct avec les familles, les éducateurs passent par l'intermédiaire de l'Afavo, parce que c'est le dispositif qui est sur la ville nouvelle totale. Cela m'interroge, là aussi, de ne penser que par l'origine.

Cette réflexion sur l'origine, si elle a eu lieu il y a trente ans, d'où je suis, aujourd'hui, je suis tout à fait d'accord avec l'intervention des personnes qui ont parlé à propos des Basques – en caricaturant – : le régionalisme a aussi existé. La République s'est constituée en niant les différences. Mais ce n'était pas la même époque. Aujourd'hui, je pense que la diversité peut se travailler – nous l'avons vu sur ces deux jours. Si l'on est conscient, sur ces aspects, qu'il y a d'autres façons de voir que par rapport à son nombril, si l'on a cette capacité à se décentrer, à voir que les cultures sont aussi des sous-cultures, qui peuvent être nationales, ethniques, religieuses, professionnelles institutionnelles, c'est intégré dans une trajectoire personnelle et cette réflexion sur l'éducateur, sur soi-même, fait penser qu'il y a un lent cheminement qui permet d'avancer.

### **Claude THIBAUT**

Pierre Verney a évoqué les Basques, la construction régionale... Nous avons tout de même une culture différente de la culture majoritaire en France, depuis un certain temps. Stéphane Maggi va nous parler des gens auprès de qui il intervient, et qui sont en France depuis bien longtemps.

Il est opportun de parler des Tsiganes : ils sont blancs, chrétiens et ne sont pas immigrés. Cela va être difficile à inscrire dans les schémas, parce qu'ils ne répondent pas aux critères donnés ce matin. Et en même temps, on ne peut pas dire qu'ils soient vraiment aimés par la population. C'est compliqué, mais c'est aussi interrogatif. Un autre point qui est important est qu'il n'y a pas de « Gitanie ». C'est-à-dire qu'il n'y a pas un endroit rêvé dans lequel on peut mettre tous nos fantasmes anthropologiques et néocoloniaux, dont on dirait : il y a un endroit extraordinaire d'où viennent les Gitans. Nous sommes à la fois face à un problème de confrontation de la société d'accueil avec les Tsiganes et en même temps, par rapport à tout ce que j'ai entendu ce matin, nous sommes tout de même dans des schémas qui sont automatiquement différents. Je vais être un peu provocateur, mais je suis très pragmatique. Cela fait trente ans que je travaille avec des Tsiganes, et en particulier, avec des adolescents tsiganes. Ce que je dis, je ne l'ai pas tellement appris dans les livres ; je m'en suis plutôt rendu compte par mon travail.

Comme chef de service pour l'équipe tsigane que j'étais encore il y a six mois, je plaide plutôt pour travailler avec des éducateurs qui ne connaissent rien du tout à la culture tsigane quand ils arrivent sur le secteur. Je suis pour que l'éducateur se trompe, qu'il ne connaisse rien et qu'il découvre l'ethnie tsigane au quotidien, à partir de ce que les jeunes vont bien vouloir lui donner de ce qu'ils sont et à partir de ce que lui, va imaginer de ce qu'est la communauté tsigane. Je suis plutôt favorable à cette erreur. Il me paraissait assez évident, ce matin, qu'un jeune – je parle bien des jeunes, des ados – avait envie d'avoir en face de lui un adulte éducateur qui connaisse sa culture. Mais cela, c'est un postulat de départ dont je ne suis absolument pas persuadé, dans le rapport éducatif. Il faudra me le démontrer. Je n'en suis pas sûr. Je ne sais pas s'il a envie de trouver cela ou de trouver quelque chose d'autre.

Ce que j'ai repéré – et je dirais que c'est même un danger, dans le travail avec les Tsiganes –, ce sont des gens qui arrivent avec des certitudes sur le milieu tsigane, en disant : « ce sont des voyageurs, mais ceux-là sont sédentaires, donc ils ont perdu... », ou : « moi, j'ai connu des Gitans en Espagne... » Il n'y a rien de plus dangereux que se construire des fantasmes, surtout si on les construit à partir de ce que l'on a lu dans certains livres, vu dans des films, des vidéos sur des Gitans. C'est vraiment une construction fantasmée. Or, il se trouve que plus je connais le monde des Tsiganes, plus je m'aperçois qu'il y a d'extraordinaires diversités. Projeter sur les Tsiganes, en tant que gadjo, ce que moi, j'imagine qu'ils sont, c'est vraiment les bloquer dans leur propre droit de changer, de grandir dans le contexte dans lequel on est. Moi, je ne sais pas ce qu'est un adolescent africain. Je sais ce qu'est un jeune qui est sur un quartier et qui d'abord, obéit aux micro-cultures de quartier – pour ma part, je travaille à Montreuil-Bagnolet. C'est ce que je constate le plus. Je dis très franchement que, dans ma pratique professionnelle, au quotidien, l'appartenance ethnique, dans la façon dont les jeunes réagissent sur les quartiers, me paraît relativement secondaire par rapport aux attitudes micro-culturelles des quartiers dont sont issus les jeunes, et notamment dans la quête identitaire. Je ne suis donc pas très sensible à cette question en tant que chef de service éducatif, tout en mettant cette origine au même titre que d'autres éléments qui constituent les identités de chacun d'entre nous.

Avec les Tsiganes, c'est amusant, parce que l'on imagine que la France est le pays où les Tsiganes viennent, vont s'arrêter et vont évoluer. Par exemple, il y a plusieurs milliers de Roms roumains qui sont arrivés en France ces dernières années, et l'on imagine automatiquement que, puisqu'ils viennent d'arriver en France, ils sont, entre guillemets – avec toutes les connotations que cela peut supposer –, moins évolués ou moins adaptés à la société des gadjé que les Roms qui sont ici depuis soixante ou soixante-dix ans. Manque de chance, chez les Roms qui sont ici depuis soixante ou soixante-dix ans, en général, les enfants ne vont plus à l'école à partir de la sixième et c'est déjà toute une bagarre pour mettre les enfants en primaire. Tandis que les Roms roumains qui viennent d'arriver ont une telle habitude des systèmes socialistes de la scolarisation qu'en fait, il n'y a pas de problème de scolarité. C'est un exemple parmi d'autres. Cela doit changer notre représentation selon laquelle nous imaginons que la France est le lieu de l'intégration suprême. Ce n'est pas prouvé.

Pour être un peu plus technique, je vais donner un exemple. Quand je suis arrivé chez les Tsiganes – cela fait trente ans –, à l'école d'éducateurs, j'avais eu quelques leçons de ce qu'on appelait à l'époque « psychanalyse ». On nous parlait par exemple de l'apprentissage de la frustration chez le bébé : quand l'enfant pleure, il faut un peu le laisser pleurer avant de lui donner le sein. Moi, j'élevais mes enfants comme cela. Quand je suis arrivé chez les Tsiganes, à peine le bébé poussait un cri, on le mettait tout de suite au sein. Il tétait dix minutes, on le remettait au lit – ou on le gardait dans les bras – et lorsqu'au bout de dix minutes, il poussait un deuxième cri, on le remettait au sein. Moi, je me disais : « Oh là là, cela va donner des enfants qui ne sauront pas ce qu'est la frustration... C'est grave ! » Aujourd'hui, j'ai une collègue de travail de Rues et cités qui vient d'avoir un bébé, et on lui demande de faire exactement la même chose. C'est le médecin de l'hôpital qui lui a dit qu'il ne fallait pas laisser s'installer la frustration chez l'enfant : dès qu'il ouvre la bouche, on lui donne le sein... Finalement, je me dis que les Gitans étaient drôlement en avance. Moi, j'avais projeté les schémas que l'on m'avait donnés, en me disant que j'allais apprendre à ces gens-là ce qui était bien. Ils n'avaient même pas lu les psychanalystes !... Je me disais que j'allais leur apprendre : « ce n'est pas comme cela qu'il faut que tu allaites ton enfant. Tu le laisses pleurer, et quand il a bien pleuré, qu'il est bien rouge, à ce moment-là, tu lui donnes le sein... » Parce que moi, je savais ce qu'il fallait faire avec les bébés, et eux, ne savaient pas... Cela ne fait que mille ans qu'ils se promènent avec des caravanes. Alors que moi, je savais. Ils me regardaient en me disant : « Oui, d'accord ». Heureusement, personne ne l'a jamais fait. Je serais très culpabilisé. Ceci dit, ils l'ont peut-être fait quand même, parce qu'ils allaient aussi dans les PMI, où ils prenaient des cours. Dans les PMI, il y avait vraiment la parole de la pédiatre qui, elle, était encore plus perfectionnée que l'éducateur, et qui savait ce qui était bon. Ce type d'expérience, cela vous calme. Cela vous calme sur les modèles d'éducation, et il faut en tenir compte.

Au sein de Rues et cités, nous sommes très pragmatiques avec les Tsiganes. Nous voyons des enfants et nous nous demandons ce que nous pouvons faire de plus utile avec eux. J'entendais parler de principe communautaire. Les Tsiganes, c'est vrai, sont dans une organisation communautaire, même en vivant en France. L'organisation n'est pas vraiment cassée, en tout cas en ce qui concerne les Roms : ils apprennent à parler le romani, qui est la langue maternelle des enfants, avant le français. Nous nous servons de cela dans notre façon de travailler.

Je vous donne un exemple assez réussi – nous en avons aussi raté un certain nombre, mais celui-là est réussi, donc j'en parle. Mettre les enfants à l'école est un problème, pour les parents tsiganes. Ils disent à leurs enfants : « ce n'est pas moi qui t'oblige à aller à l'école, c'est les gadjé. Cela va être douloureux, difficile, pénible... » Ils n'entrent d'ailleurs à l'école qu'au cours préparatoire, donc à partir du moment où c'est obligatoire : ils ne vont pas à l'école maternelle. Comme ils sont très souvent en échec scolaire, nous nous sommes dit que ce serait plus facile, pour les enfants, d'entrer en primaire s'ils allaient un peu à la maternelle. Avec les Roms de Montreuil, qui sont le long de la Nationale 3, à Bondy, Livry-Gargan, nous avons pris un tout petit groupe de femmes que nous connaissions bien, pour l'accompagnement desquelles nous avons mis un maximum de moyens. Cela voulait dire former les instituteurs, les écoles, travailler avec les enfants, etc. Et automatiquement, si cela fonctionne avec trois ou quatre familles à Livry-Gargan, cela fait boule de neige et les autres familles voient que ce n'est pas si terrible de mettre les enfants si jeunes à l'école. Et peu à peu, si l'enfant réussit mieux au cours préparatoire, les femmes vont mettre leurs enfants à la maternelle sans que l'éducateur intervienne. C'est une action extraordinairement pragmatique : nous n'avons pas fait un grand programme de scolarisation des enfants, nous n'avons pas demandé 1 milliard à l'État. Nous avons travaillé un tout petit peu et nous avons essayé de faire en sorte que cela essaime spontanément, de la façon la plus naturelle. Et cela a fonctionné.

Autre exemple pragmatique : quelle est la réalité économique aujourd'hui ? Les jeunes Tsiganes vont très peu à l'époque, sont en général déscolarisés autour de la sixième, garçons et filles. En général, ils savent lire et écrire, mais parfois, ils oublient. Professionnellement, il y a quelques niches qui existent de façon réelle. Aujourd'hui, on peut trouver de petits boulots de bricolage, faire du carrelage, monter des murs... Nous nous sommes simplement dit : quand les jeunes ont 16 ans, travaillons plutôt sur des métiers qui sont directement reproductibles dans le quotidien. Trouver un camion pour faire les marchés, trouver les fonds pour acheter les premiers stocks, faire des chantiers avec des éducateurs pour apprendre à passer de la peinture... De la sorte, c'est directement vendable. Nous restons très proches des réalités. Ce qui fait la particularité de notre travail est que nous essayons de ne jamais trop projeter ce dont nous, nous rêvons pour les Tsiganes, qui sont un grand peuple, mais de tenir compte de ce qu'eux, ont à exprimer sur leur propre existence et leur propre avenir. Cette sensibilité, cette écoute de l'autre n'est pas propre à la question tsigane : nous pouvons tous nous en emparer sur le plan éducatif.

### **Claude THIBAUT**

Stéphane intervient auprès des gens du voyage, donc adore voyager. Si je comprends bien, les gens du voyage viennent de l'Est. Nous allons maintenant vers la gare du Nord. La gare du Nord voit transiter 600 000 personnes par jour. 40 000 personnes sont en permanence sur le territoire gare du Nord. Une équipe de l'Arc 75 intervient auprès des jeunes.

## La rencontre de la diversité culturelle dans « un espace de foule » (p 94 à 105)

---

*Hervé SAPIN, équipe de prévention spécialisée, Arc 75, Paris - gare du Nord*

---

L'équipe de prévention spécialisée « Nord Way », qui fait partie de l'association Arc 75, s'est installée sur la gare du Nord en 1992, à la suite d'un concours de circonstances. Un ancien éducateur est arrivé à la gare du Nord en suivant certains jeunes de son quartier qui n'avaient rien à voir avec le 10<sup>e</sup> arrondissement. Il s'est aperçu que ces jeunes fréquentaient d'autres jeunes et qu'il y avait un gros potentiel à cet endroit.

Notre secteur d'intervention se situe dans le 10<sup>e</sup> arrondissement. Il comporte la gare du Nord et la gare de l'Est et toutes les rues avoisinantes. La gare du Nord est un pôle important de notre action, puisqu'effectivement, 600 000 personnes passent chaque jour dans ce lieu-carrefour. Cela en fait la troisième gare mondiale, derrière le Japon et Chicago. On y trouve le réseau grandes lignes (Eurostar, Thalys), le réseau banlieue (RER) et d'importantes lignes de bus.

Au fil du temps et avec les différents travaux d'aménagement, la gare du Nord et la gare de l'Est sont devenues aussi de petites galeries marchandes avec des enseignes bien connues des jeunes, d'où leur fréquentation en nombre de ces espaces. En même temps, cette gare est un lieu bien gardé, bien surveillé, puisque l'on trouve à l'intérieur 300 caméras aux dires de la SCNF avec un réseau policier important : la Ferroviaire, la douane, les CRS, la police nationale, les vigiles, l'armée, les civils, et peut-être que j'en oublie... C'est donc un déploiement assez important.

On trouve aussi à la gare du Nord un public aux multiples origines culturelles et géographiques, puisque c'est un carrefour où passent les hommes d'affaires, où les salariés prennent leur train pour aller sur leur lieu de travail et les lycéens pour aller au lycée. Tous ces gens sont assez différents des gens que nous avons l'habitude de fréquenter, puisqu'ils viennent de moins loin.

Nous, nous avons des gens qui viennent du Maghreb, d'Afrique noire, du Sénégal, du Mali, du Cap-Vert, du Bénin, du Congo, de Tunisie, du Maroc, d'outremer, des Antilles. Nous avons des Roms, des Roumains, des Afghans, mais aussi des gens de province, qu'il ne faut pas oublier et des différentes banlieues de Paris. L'âge de notre public varie entre 13 et 35 ans. On retrouve ces filles et garçons répartis en différents groupes installés à la gare du Nord ou ses alentours, réunis souvent par origine. Mais il y a aussi des groupes qui se réunissent par alliance, comme des SDF pour la sécurité ou pour faire la manche dans la gare du Nord. Certains se retrouvent en groupe tout au long de la journée ou aux heures de débauche, uniquement pour partager du temps entre eux. La gare est un lieu de drague, un lieu où l'on traîne, où l'on échange des numéros de téléphone... La gare du Nord est un gros potentiel.

Dans la nouvelle gare, dans ce que nous appelons « les vitres », on trouve le groupe des « Black Stars », qui sont plus particulièrement posés au garage à vélo. Ils y passent leur journée, pour certains. D'autres les rejoignent pour parler, comme sur la place du village ou sous l'arbre à palabres.

Un café se trouve derrière où quelques sans-papiers passent leur journée à parler et à faire un peu de business. Plus loin, aux « piliers » – c'est l'entrée principale –, il y a de petites Gitanes qui essaient de gagner quelques euros et des adolescents roumains qui sont abordés par les michetons – c'est moins drôle. Les michetons sont les vieux messieurs qui arpentent la gare du Nord toute la journée et 7 jours sur 7 pour aborder de petits adolescents et les emmener afin de s'amuser avec eux de façon sexuelle.

Juste à côté, à un endroit que nous appelons « les grilles », il y a un banc où l'on retrouve Bibiche et Malek, qui fréquentent aussi des Roumains et quelques jeunes filles. Cet endroit sert de dortoir et de consigne, puisque quelques matelas y sont disposés ainsi que de nombreux sacs de voyage. Quelques jeunes se trouvent juste en face de cette entrée à un distributeur de BNP : des jeunes filles et d'autres garçons avec des chiens qui sont là pour faire la manche. En face, le Buffalo Grill, baptisé « le Ghetto. Ils y passent une bonne partie de la journée et de la soirée à parler et à boire. Ensuite, on se retrouve aux taxis, où quelques-uns font la manche et sont à l'affût d'une bonne affaire. Quand on traverse la gare de long en large, à l'intérieur, il y a toujours ces mêmes jeunes, toujours des michetons en quête de jeunes proies. On finit au sous-sol du RER où il y a de longs couloirs qui sont très fréquentés par de grands groupes black, qui sont là pour parler, qui se sont donné rendez-vous pour faire un peu la même chose que ce que font les Black Stars en surface : pour passer du temps.

### *Kathlijn TILLEY, éducatrice de l'équipe de prévention spécialisée, Arc 75, Paris - gare du Nord*

---

Comme vous l'avez entendu, dans la gare, il y a de la place pour tout le monde, même pour les éducateurs, de toute origine. La gare est une grande foule où les jeunes et les moins jeunes se noient vraiment dans l'anonymat. La plupart des jeunes que nous fréquentons sont arrivés par hasard dans la gare. Un jour, ils ont pris le train et ils se sont arrêtés gare du Nord. Pour celui ou celle qui observe, il y a toujours quelque chose à faire, dans la gare, il y a toujours un billet à se faire, une rencontre qui peut être intéressante pour la suite de la semaine. Pour beaucoup de jeunes, cela s'est passé de cette façon. Un jour, après, un conflit dans la famille, dans l'institution, à l'école, avec la police, ils ont voulu rompre avec un bout de leur histoire, ils ont pris le train et ils sont arrivés à la gare ; ils y sont restés. La gare est surtout, et en premier lieu, un lieu de rupture pour beaucoup d'entre eux : rupture avec leur milieu social, avec leur famille, avec l'institution, avec la culture, avec les coutumes, surtout avec les traditions qui à un moment donné ont pesé trop lourd. C'est une rupture qu'ils ont choisie eux-mêmes ou qu'ils subissent par la force des choses.

Tout à coup, on arrive dans cette foule où il n'y a plus de critères, plus de normes, où tout est possible. On ne se fait pas forcément remarquer parce que l'on a un comportement bizarre : on trouve vraiment de tout, dans la gare. On peut passer vraiment inaperçu, même en tant qu'adolescent de 13 ou 14 ans. Ce qui fait aussi que l'on est exposé à beaucoup de risques et beaucoup de dangers, dont vient de parler Hervé.

La plupart des jeunes que nous fréquentons sont de jeunes majeurs, mais il y a tout de même de nombreux mineurs qui, à la gare, cherchent une liberté illusoire. Là, il n'y a plus de contraintes, il n'y a plus d'attente, il n'y a plus d'école, il n'y a plus de parents. Et ils arrivent toujours à se greffer sur un groupe qui traîne à la gare. Dans un premier temps, ils sont pris en charge par le groupe. On ne peut pas parler d'une vraie solidarité, mais il y a tout de même un désir de protection à l'égard des mineurs qui vivent parmi les plus âgés. Dès qu'ils s'aperçoivent qu'il y a un jeune qui traîne un peu trop longtemps, un peu trop souvent dans la gare, il est pris en charge par les groupes de plus âgés. Le mineur ou le jeune majeur arrive dans ce groupe. Il passe des journées à la gare et se fait des relations. D'un lieu de rupture, la gare devient un lieu de survie, un lieu de vie, de relations, de partage, d'une nouvelle communauté qu'ils ont trouvée.

Pourquoi est-ce un lieu de survie ? Toutes sortes de business se sont installés à la gare : il y a les commerçants, la manche à faire, il y a beaucoup de passagers, il y a les portables qui tombent des camions, des sacs des touristes, les cartes bleues perdues, les bagages qui traînent... Il y a beaucoup de choses à vivre et à monnayer.

Il n'y a pas vraiment de bandes comme on le dit dans les médias, mais il y a des groupes qui se constituent autour d'un projet commun. Tout le monde en tire profit et s'insère, en fait, dans une chaîne. C'est leur manière de s'intégrer. Ce n'est pas une intégration normale, mais c'est tout de même une intégration dans l'univers de la gare. Il y a beaucoup de présence policière certes, mais il n'y a plus la présence de la communauté, avec son regard bienveillant ou correcteur. Il n'y a plus la pression, le poids de la communauté, ni de regard social. Ils sont livrés à eux-mêmes et à l'organisation de survie du groupe.

Ensuite, le jeune comprend qu'il peut survivre au jour le jour. Il n'y a jamais de projet à long terme. Nous le savons bien, parce que lorsque nous leur proposons un projet pédagogique, une opération VVV, lorsque nous inventons des choses, ce sont les jeunes qui décident. Nous sommes force de proposition, c'est sûr, mais ensuite le jeune doit adhérer et il est très difficile de faire des projets avec des jeunes qui sont tout le temps dans la survie.

Dès qu'il se sent installé dans un système de survie, le jeune se crée des relations. C'est peut-être ce qu'il cherche de plus important à la gare : d'autres relations, le contact humain. Parce que pour la plupart des jeunes, ils ont tout de même un parcours très heurté, plein de problématiques, de violence, de difficulté qu'ils n'ont pas pu surmonter à l'intérieur de leur famille, de l'institution, de l'école. Ils ont donc voulu rompre avec cette difficulté et cette histoire-là pour retrouver d'autres relations à la gare. C'est peut-être aussi pour cela qu'ils restent à la gare : parce que malgré tout, malgré les problématiques qui sont tout de même assez impressionnantes comme la prostitution ou la toxicomanie, malgré tout cela, on trouve beaucoup d'humanité à la gare. Je pense que c'est cela qui attire le jeune et surtout le jeune mineur.

Nous avons par exemple été alertés par des adultes roumains parce qu'il y avait un jeune papa qui dormait à la gare avec sa petite fille de 9 ans. Pendant quatre jours, ils nous ont vraiment accompagnés

pour faire office de traducteurs et de médiateurs entre l'équipe éducative et le papa avec sa petite fille, parce qu'ils voulaient les mettre à l'abri, surtout la petite. Il y a une bienveillance qui s'installe et une prise en charge qui est parfois émouvante. Ainsi, Bibiche a offert des bougeoirs en or à la petite Lili de 9 ans. Je ne sais pas d'où venaient les bougeoirs, mais c'était une façon de dire : tu es là et tu comptes pour moi. Après, elle a dormi sur le matelas tout sale qui est devant les grilles, parce qu'il ne voulait pas la laisser seule en présence de tant d'hommes qui circulaient autour d'elle. C'est cette humanité qui nous attire aussi – Raphaël va vous le raconter –, et qui donne sens à notre présence dans la gare. C'est surtout cela, que cherchent les jeunes.

Heureusement, il y a des jeunes qui sortent de la gare, qui arrivent à retrouver leur famille, l'institution, qui arrivent à faire leur route, leur vie. Mais ils retournent de temps en temps à la gare, parce qu'ils n'y ont pas que de mauvais souvenirs : il y a aussi beaucoup de positif qui sort de la gare.

### *Raphaël VALLET, éducateur, équipe de prévention spécialisée, Arc 75, Paris - gare du Nord*

Quelle est la place de l'éducateur, dans cette foule, dans cette gare ? Le travail de l'éducateur est avant tout – c'est en tout cas ainsi que nous le concevons au quotidien – une rencontre, qui peut être une confrontation. Mais c'est d'abord une rencontre entre deux personnes de culture différente, d'origine différente. C'est cette rencontre, qui peut être un « clash », qui va faire la suite de notre travail et de notre relation.

La gare est un lieu où tout est possible, surtout les excès. En ce sens, l'éducateur reste souvent le seul lien avec la réalité et la société dont les jeunes sont complètement déconnectés. Nous sommes leur dernier lien avec ce que j'appellerais la vraie vie ou, en tout cas, la vie telle qu'ils pourraient la rêver dans leurs meilleurs moments.

Notre rôle au quotidien, en équipe, est de tisser des relations, de construire de nouveaux liens par des moments de partage : sorties, chantiers, camps, mais aussi en déambulant, en galérant une demi-heure avec eux, juste à prendre l'air, à se poser sur un banc pour fumer une cigarette et papoter, etc. Tout cela pour rompre leur errance mentale, physique, pour les faire sortir de leur quotidien qui est souvent fait de galères. À travers tous ces moments, nous pouvons essayer, au moins essayer, de changer le regard des autres et leur regard sur eux-mêmes, éventuellement, renouer les liens avec les familles ou les institutions et comme il y a beaucoup de groupes, essayer de mettre en débat et de faire circuler la parole plutôt d'une façon positive sur les origines de chacun, de valoriser les cultures. En effet, ils rejettent souvent tout en bloc : « je suis partie parce qu'on voulait me marier »... et tout le reste, qui peut être positif, est souvent rejeté aussi.

Je donnerai l'exemple d'un jeune qui s'appelle Walid qui est parti en Tunisie il y a peu de temps, qui nous a ramené un beau souvenir. Avant son départ il avait un discours complètement sublimé sur la Tunisie – où il avait vécu –, la démocratie, le bonheur d'être en Tunisie, tunisien, etc. Cela nous avait surpris parce que son mode de vie en France, à Paris, nous paraissait peu compatible avec le quotidien tunisien. Quand il est revenu, il nous a dit : « non, c'est pourri. Pas moyen de boire une bière... ».

Nous avons donc été obligés de rejouer les médiateurs entre lui et sa culture d'origine et de revaloriser tous les points sur lesquels il avait dit tant de méchancetés à son retour de Tunisie.

### **Claude THIBAUT**

Merci à tous les cinq. Ils auraient encore beaucoup à dire, bien sûr, mais je vous propose une demi-heure d'échange. Je vais vous demander de dire à qui vous posez la question.

### **Une éducatrice en prévention à Lyon, dans un quartier populaire**

Je voudrais intervenir sur deux points. Tout d'abord, sur la diversité des travailleurs sociaux, notamment dans leur origine et leur culture. Je suis toujours étonnée que l'on parle des origines des éducateurs, alors qu'avant tout, nous sommes éducateurs : nous ne sommes pas maghrébins, maliens, français ; peu importe.

Et là où j'ai vraiment envie d'insister, c'est qu'il faut arrêter de ne prendre que ce que l'on a envie de prendre. Je veux dire par là que l'on est bien content de trouver certains types de professionnels pour certaine situation et à côté de cela, quand il n'y a pas de souci, on remet en avant le fait qu'il y ait des grands-frères, mais que ce soient toujours les mêmes, etc.

Je voudrais aussi insister sur le travail et l'acceptation de ce que nous faisons. Je pense profondément que le travail social se fait en fonction de l'individu et de ce que nous avons, nous, au fond de nos tripes. Pour avoir travaillé sept ans auprès de gens du voyage sédentarisés et cinq ans dans les quartiers populaires, je peux vous garantir que peu importe le public dont nous nous occupons, peu importe notre culture : on ne nous accepte pas parce que nous sommes telle ou telle personne, mais avant tout, parce que nous apportons telle ou telle chose à l'individu. J'insiste vraiment sur ce point parce que je trouve un peu décevant que souvent, l'on dise : pourquoi ne parle-t-on pas de la prévention spécialisée ? Parce que cela fait peur, parce qu'en général, on stigmatise un certain type de public, alors que la prévention spécialisée est faite pour tout le monde. Et il n'y a pas un certain type d'éducateur, comme on a pu l'entendre, sur certains quartiers, où il faut être grand et costaud ou faire de la boxe... Je ne suis pas grande, et ce n'est pas pour autant que je ne travaille pas sur des secteurs dits « poche sensible » sur certaines villes.

Mon deuxième point a trait au secret professionnel et notamment autour du listing et de l'anonymat. Je suis vraiment assez choquée que l'on oublie le fait fondamental du travail de prévention spécialisée, sur quoi nous intervenons. En tout cas, personnellement, en tant qu'éducatrice de prévention et avec mon équipe sur Lyon, nous nous battons pour préserver cette notion d'anonymat, les valeurs de la prévention spécialisée, dans le sens où aujourd'hui nombre de nos employeurs – le mien est actuellement le conseil général du Rhône – nous demandent de décliner l'identité de certains jeunes. La police nous demande également des listings. Les partenaires, qui ne sont pas forcément que des partenaires sociaux, donc qui ne sont pas tenus au secret ou à la discrétion professionnelle, nous demandent également de donner des listings. Mais qui sommes-nous pour les donner ?

### **Claude THIBAUT**

Je vous interromps, parce que lorsque Pierre m'a dit l'exemple qu'il avait l'intention de donner, je savais que nous nous exposions à ce débat. Je ne veux pas le fuir. Je laisserai la salle voisine à votre disposition, si vous voulez. Nous en avons déjà parlé, nous allons encore en reparler... Je souhaite que nous restions sur la dimension de la diversité culturelle. Je ne nie pas le débat, mais je ne veux pas que l'on parte sur ce terrain.

### **Une éducatrice en prévention à Lyon, dans un quartier populaire**

Cela fait deux jours que je voudrais intervenir sur ce point. Si j'ai demandé à participer à ce colloque, c'est surtout en raison de cette commande institutionnelle, où l'on nous demande de donner le nom de certains jeunes, de faire des listings. On nous menace même de nous retirer des primes si nous ne donnons pas ces noms. Je vous demande donc aujourd'hui et c'est pour cela que je suis là, ce que nous devons faire. Effectivement, nous avons la loi de 1972, mais c'est tout. Y a-t-il d'autres éléments ? Sinon, il faut arrêter de se battre pour la prévention.

### **Claude THIBAUT**

Vous avez raison dans votre intervention. Le Conseil technique de prévention spécialisée est mobilisé sur cette question. Mais dans l'échange que nous avons maintenant, je ne souhaite pas que nous en débattions ici. J'ouvrirai simplement une parenthèse : pour l'instant, savez-vous pourquoi je me bats en prévention spécialisée ? J'ai 70 ans et près de cinquante ans d'expérience professionnelle, dont une partie en prévention spécialisée, et j'ai été directeur général d'une Sauvegarde. Mais ce que je vais dire est presque contraire à une certaine forme d'intervention des Sauvegardes.

Je suis d'une école de l'éducation populaire. Ce que je vis très mal, aujourd'hui, par rapport à la prévention, est que ce que j'ai connu c'est la véritable citoyenneté de la société civile, pour employer des termes d'aujourd'hui, c'est-à-dire dans un secteur donné, des groupes de citoyens, d'habitants conscients des difficultés, de jeunes qui se mobilisaient et qui interpellaient les autorités pour obtenir qu'une équipe de prévention ou de travailleurs sociaux intervienne sur un secteur. Je fais un saut jusqu'à aujourd'hui : aujourd'hui, nous en sommes à l'appel d'offres. Un conseil général peut faire des propositions d'interventions de prévention spécialisée et d'une certaine manière, met cela aux enchères. Le comble est qu'une association de prévention d'un département peut intervenir sur un autre département. Nous sommes là à des kilomètres de la démarche initiale de la prévention spécialisée, qui reposait sur la société civile et la citoyenneté. Et ce que vous dites fait partie de l'ensemble de ce débat. Mais vraiment, je voudrais que nous revenions sur le thème du culturel, s'il vous plaît.

### **Pierre VERNEY**

Pour que nous nous fassions bien entendre sur ce que nous avons dit sur les professionnels, je pense qu'en région parisienne nous connaissons une dérive, justement parce que nous sommes tout de même pris sur l'aspect ethnique. Nous devons nous-mêmes faire attention. Beaucoup d'éducateurs mettent en avant des faits croustillants qui renforcent l'image d'une population ethnicisée. Les exemples que nous avons donnés essayaient de montrer que la diversité, ce n'est pas l'ethnie. Cela a bien été dit, pendant ces deux jours. En revanche, on ne peut pas faire semblant de ne pas voir la question : dans le milieu rural, il y a un problème. Quand je vais à Chamonix avec des jeunes, il n'y

a pas de souci c'est une ville touristique. Si je vais dans une petite vallée voisine, il y a des problèmes : ce sont des endroits où il y a une information sur les types de public qui ne se fait que par la télévision. Il n'y a pas d'immigrés dans la région, mais dans le même temps, ils ont une vision médiatisée de milieux urbains et qui fait peur, c'est clair. C'est déjà une première mesure.

Aujourd'hui, chez les éducateurs, ce qui fait compétence est d'abord le diplôme initial. Je le vois dans notre conseil général – qui vient de changer de couleur politique : il était à droite et il passe à gauche, mais je ne sais pas si cela va durer parce que c'est à une voix près. La question qui se posait à ce sujet est qu'ils ont stipulé dans une convention que nous devions avoir du personnel compétent. Ensuite, on ne peut nier le fait, comme le disait Lhabib, qu'une fois que l'on est diplômé il faut continuer de travailler ensemble. Ce n'est pas facile pour certains collègues lorsque l'un d'eux parle maghrébin. A priori, c'est intéressant parce qu'il y a un échange. Quand on l'appelle « frère » à partir du moment où il sait d'où il est et d'où il parle, cela me semble intéressant. Aujourd'hui, je crois que l'on n'est plus, dans aucune association en train de rechercher un alibi en termes de professionnels : on veut des professionnels.

Pour moi, l'intérêt est donc d'abord de faire attention – des jeunes l'ont dit hier matin dans la salle – à l'aspect régional. Ne ciblons pas tout sur les jeunes même si cela nous effraie – je pense à l'exemple de Limoges où les gens qui sortent de chez eux ne voient que des Noirs. Il y a deux acteurs : les jeunes et la société d'accueil. La tolérance de la société d'accueil, aujourd'hui, est au niveau zéro. En tant qu'éducateurs, nous devons ne pas nous camper sur un positionnement ; nous sommes dans la négociation. De toute façon la diversité est là. On ne peut pas y échapper et il va falloir travailler avec cela. Cette identité nationale que certains ont mise en avant évolue totalement. C'est bien dans l'interactivité de nos actions et sans se couper des gens que nous allons réfléchir. Mettre en avant la culture d'origine – des expériences ont été rapportées ce matin – est très intéressant ; prenons garde à ce que ce ne soit pas que de l'exotisme. Ces jeunes sont élevés en France, ils sont là depuis deux générations et on les voit encore comme immigrés alors qu'ils parlent très bien le français, que certains écrivent, que certains ont des positionnements... Nous avons tout de même un immigré à la tête de l'État – lui, est arrivé à ce que l'on ne voie pas les générations... Nous avons aussi des ministres ; on en pense ce que l'on en veut mais je trouve qu'il y a une évolution sociale qui se fait. Cette diversité est là. C'est sûrement difficile pour le monde rural, c'est difficile pour nous, éducateurs. C'est pourquoi je pense qu'aujourd'hui, on ne peut pas y aller avec son bon cœur : il y a une vraie construction à faire sur l'histoire de la diversité. Ce n'est pas seulement l'origine, parce que c'est un piège pour nous : c'est le piège ethnique, c'est-à-dire ce qui est noir et blanc.

### **Association, Nanterre**

Ma question s'adresse aux collègues qui travaillent à la gare du Nord. Vous parliez rapidement des forces de l'ordre. Je voudrais savoir comment cela se passe, quand on voit que majoritairement le recrutement se situe dans les classes populaires et qu'il y a tout de même beaucoup d'effectifs, que ce soit dans les brigades anti-criminalité ou chez les CRS, qui font partie de ce que l'on pourrait appeler, en reprenant le terme marxiste, le *Lumpenproletariat* : comment cela se passe-t-il, au quotidien, avec les jeunes dont ils partagent parfois l'origine culturelle ? Quel rôle avez-vous à jouer par rapport à cela et

avez-vous vu une évolution suite au traitement assez médiatisé de l'affaire de la journée de « baston » qui avait précédé l'élection présidentielle ?

### **Hervé SAPIN, éducateur de l'équipe de prévention spécialisée, Arc 75, Paris - gare du Nord**

Pour commencer, lors des événements de la gare du Nord, il a été dit qu'il y avait des bandes. Mais il n'y a pas de bandes par origine, à la gare du Nord. Cela n'existe pas. Ce sont de petits groupes, ce sont des gens qui se rencontrent beaucoup à cet endroit, qui y passent du temps. En même temps, il y a énormément de jeunes, donc cela se voit puisque la plupart du temps ils sont noirs. Mais il n'y a pas de bandes à proprement parler. Cet événement n'est pas nouveau ; les années passées cela s'était déjà produit. Des jeunes s'étaient rencontrés et s'étaient battus gare du Nord. Mais cela aurait pu tout aussi bien se passer à la gare de l'Est ou à la gare Saint-Lazare, s'agissant de l'origine du conflit.

Quant à la police et aux forces de l'ordre, elles sont omniprésentes. Quand il se passe quelque chose qui sort de la norme, il y a 40 CRS sur le lieu dans les trois minutes. Il y a une pression policière tous les jours avec les contrôles policiers habituels que l'on trouve aussi sur les quartiers. À la gare, c'est un peu plus voyant parce que le lieu est plus petit et que la population policière est concentrée : on la voit toute la journée. De notre côté, nous n'intervenons pas forcément quand les forces de l'ordre s'amuse à plaquer assez sévèrement des jeunes contre les murs ou les vitres pour des contrôles ou parce qu'ils les ont trouvés avec un « joint » dans la main. Je ne vois pas une grande différence avec un quartier, à part la concentration énorme sur la gare. J'ai travaillé dans d'autres quartiers où la pression policière est aussi importante qu'à la gare du Nord.

### **Kathlijn TILLEY, éducatrice de l'équipe de prévention spécialisée, Arc 75, Paris - gare du Nord**

Mais il faut aussi dire que c'est souvent une question d'équilibre. La population de la gare du Nord respecte aussi un certain équilibre. Quand il y a trop de monde dans la gare – je ne parle pas de passagers ou de touristes –, quand il y a trop de monde qui veut survivre dans la gare ce n'est pas possible. La population s'autorégule d'elle-même et il y a davantage de contrôles de police.

Mais à d'autres moments, la police laisse les mendiants faire la manche, laisse les jeunes stagner aux vélos : elle les laisse tranquilles. Il y a des vagues. Elle intervient surtout quand il y a trop de monde qui tourne dans et autour de la gare. Ceci dit, le passage des personnalités joue également : il y a beaucoup d'événements qui prennent une importance dans la gare et qui font qu'il y a plus de pression policière. Mais au quotidien, c'est souvent une question d'équilibre.

### **Hervé SAPIN, éducateur de l'équipe de prévention spécialisée, Arc 75, Paris - gare du Nord**

Je n'ai pas l'impression que la communauté d'origine entre les forces de police et les jeunes joue en faveur des jeunes.

### **Question d'un participant dans la salle**

Ma question s'adresse à Stéphane Maggi, qui disait qu'il n'était pas sensible à la question de l'origine culturelle mais plutôt à la culture du quartier. Cela m'embête un peu : la culture du quartier, on sait ce que c'est, quand on est sur le terrain. Quels sont les objectifs de l'association où il travaille ? Quand il dit que les jeunes n'arrivent pas souvent, ou difficilement, à passer le cap de la classe de sixième, y a-t-il des accompagnements ? Si j'ai bien compris, les éducateurs n'ont pas de relation avec les parents. En

cas de sortie, comment procède l'association pour accompagner les jeunes sans que les parents en soient informés ou sans qu'ils aient signé une autorisation ? Notre expérience personnelle, en tant que parents nous a montré aussi qu'il était très important qu'en même temps que nos enfants intériorisent la culture, les valeurs françaises, il était nécessaire tout de même, comme il nous l'a été dit tout à l'heure, de ne pas négliger la culture d'origine puisque les deux cultures se complètent. Je suis un peu gêné d'entendre que c'est seulement la culture du quartier qui est déterminante. Je voudrais en savoir davantage sur les objectifs de cette association.

### **Stéphane MAGGI**

Je crois que je n'ai pas été clair. Je suis chef de service sur des quartiers où il n'y a pas de Tsiganes, en particulier, et j'étais chef de service d'un secteur tzigane qui n'était pas sur un quartier mais qui couvre des quartiers de différentes villes. La réponse que je donnais est que comme tous les éducateurs qui travaillent ici, nous avons l'impression que les comportements des adolescents non tziganes, dans les quartiers, étaient davantage des comportements micro-culturels avec des quêtes identitaires très liées au quartier : « j'appartiens à ce secteur, je défends ce secteur sur le plan identitaire, je me suis formé à cet endroit, j'aime ce type de musique, je m'habille de cette manière... » Nous avons moins l'impression que la part ethnique avait pris une importance fondamentale dans leur construction identitaire ; mais il ne s'agit pas de nier qu'elle a une importance pour chacun d'entre nous.

Quand je parlais de la question des Tsiganes c'était indépendamment de mon premier point qui portait sur les quartiers. S'agissant des Tsiganes, qu'il y ait des éducateurs qui travaillent avec eux change un peu sur le plan de la scolarité, mais généralement pour les Tsiganes que nous connaissons qui sont là parfois depuis cinquante ou soixante ans, l'école n'est pas le lieu qui représente la réussite sociale. Ils ne la pensent pas de cette manière. Nous essayons de travailler, bien sûr, pour que les jeunes restent à l'école. Lorsqu'un jeune exprime le souhait d'être ou de rester scolarisé comme c'est parfois le cas avec des jeunes filles, nous mettons tout en œuvre et surtout, nous travaillons avec les parents pour qu'ils acceptent que leur enfant aille à l'école ou au collège. Malheureusement, ce n'est pas très fréquent, à Montreuil, dans la communauté des Tsiganes qu'ils soient manouches ou roms. Nous en avons très peu d'exemples.

Ces deux questions étaient totalement différentes. Mais s'agissant de la déscolarisation des jeunes non tziganes sur les quartiers il y a un autre questionnement qui, à mon avis, est très grave : cette déscolarisation est parfois due aussi au fait que des jeunes – nous parlions de sur-adaptation – sont parfois conscients que l'école n'est pas le moyen de la réussite sociale, ou en tout cas, pas le moyen de la réussite dont ils peuvent rêver au vu des modèles qu'on leur donne de ce qu'est la réussite aujourd'hui. C'est-à-dire que même si l'on travaille très bien à l'école, on n'aura jamais un yacht... Si l'on se réfère aux modèles de métiers rêvés qui nous sont donnés dont des adolescents se font abreuver toute la journée, il est certain que l'école n'est pas le moyen de cette réussite-là. Cela pose une véritable question par rapport aux modèles. Il y a trente ans, on pouvait dire à un enfant : « si tu vas à l'école, tu vas réussir » parce que le modèle de réussite était de devenir médecin. Aujourd'hui, le modèle de réussite qui nous est donné médiatiquement n'est plus celui-là...

### **Claude THIBAUT**

Je lisais récemment un ouvrage sur Perpignan, ville intéressante puisqu'il y a une forte communauté gitane et une forte communauté maghrébine et sur l'attitude de l'enfant qui fugue de l'école : en schématisant, le jeune Gitan qui fugue de l'école trouve refuge sans aucun problème au sein de la communauté, pour qui c'est normal, alors que le jeune Maghrébin évite de traîner en centre-ville parce que s'il se fait attraper par ses parents, il aura des ennuis.

### **Un éducateur, service d'action préventive, Caen**

Depuis que j'ai entendu ce qui a été dit hier sur le phénomène de radicalisation et sur la notion de laïcité et ce matin sur la notion du respect, je m'interroge. J'ai envie de poser une question sur un point qui m'intrigue et j'ai envie de partager mon interrogation avec mes collègues sur cette présence sociale auprès des mosquées qui sont sur les quartiers. Est-ce parce que la mosquée est dans des lieux comme les caves ou de petits appartements ou parce que cela fait partie du quartier et de la construction géographique ? Ou est-ce que cela cache autre chose que ce partage : la recherche de quelque chose que les jeunes rencontrent par rapport au phénomène de radicalisation ? Cela m'intrigue énormément.

### **Claude THIBAUT**

Quelqu'un souhaite-t-il répondre, dans la salle ?

### **François LEFEBVRE**

Je répondrai simplement : les deux. La mosquée est au cœur du quartier dans lequel on est. Avec la communauté de Lobaly, nous rencontrons le marabout du coin. Il nous soutient et il fait partie des pairs.

L'autre versant est le côté radical et la radicalisation : sur Saint-Quentin, on observe très explicitement, en provenance la région parisienne – les plaques d'immatriculation indiquent le 93 –, des jeunes qui ont une quarantaine d'années et qui ont des prêches tout à fait radicaux.

Troisième phénomène : il y a des jeunes qui utilisent la religion comme facteur d'identification et facteur d'identité et non pas en tant qu'expression personnelle d'un choix et d'une conviction individuelle.

Ce sont trois dimensions qui peuvent répondre à votre question.

### **Un participant dans la salle**

Une parenthèse, si vous le permettez. Par rapport à la sphère privée, la conviction individuelle par rapport à une religion, à une pratique ou je ne sais quoi d'autre, ne sommes-nous pas, en tant qu'éducateurs sur le terrain, fragilisés dans notre approche et notre relation avec les jeunes ? N'allons-nous pas dépasser nos limites et entrer dans une sphère qui appartient au jeune, dont il n'a peut-être pas envie de nous parler et qu'il ne veut pas que nous abordions avec lui ?

### **François LEFEBVRE**

Ce n'est pas le souci. Le souci est de pouvoir se parler, c'est tout.

**Murielle MAFFESSOLI, directrice de l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (Oriv)**

J'interviens en Alsace et nous travaillons à plusieurs équipes autour d'une recherche-action.

À plusieurs reprises, avec les différents éducateurs, nous nous sommes interrogés sur la question de l'islam, de la laïcité, etc. Je pense que c'est un peu le type de question que vous posez. Je ne suis pas sûre d'avoir bien compris, mais je vais dire comment nous, nous avons essayé d'y réfléchir. Malheureusement, la plupart du temps dans nos sociétés – je ne parle pas forcément de nous, ici présents, mais globalement –, la question du rapport à l'islam est vue sous l'angle de l'intégrisme systématiquement. Or, je pense que l'on peut travailler avec des jeunes le rapport à la religion musulmane sous l'angle d'un élément positif et comme un possible pour sa propre évolution. Le rapport à la mosquée ne doit pas forcément être vu sous l'angle de l'intégrisme. Mais peut-être n'ai-je pas bien compris votre question.

**Même participant**

Ce qui me dérange, c'est pourquoi aller vers le musulman ? On se fait interpellé parce qu'on est immigré, marocain, black ou ceci ou cela. Hier, Dounia Bouzar a bien précisé que d'abord on les appelait les Beurs, maintenant on les appelle je ne sais comment. Quand est-ce que l'on va arrêter de les renvoyer à leurs origines ? Cela m'exaspère.

**Murielle Maffessoli, directrice de l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (Oriv)**

Quand je parlais de ce rapport, ce n'était pas pour dire que vous et que nous, nous devons le traiter sous l'angle de l'islam. Ou alors je n'ai rien compris à ce qui se passe. C'est prendre en compte le fait qu'une partie de nos concitoyens français sont renvoyés à cette question. De ce fait, il faut réfléchir à la manière de le travailler, de le traiter sans l'occulter et en faisant la part des choses. Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites : je suis contre cette stigmatisation. Moi, personnellement, avec la tête que j'ai, on ne me renvoie pas à l'Église catholique à tout bout de champ. Pour un certain nombre de nos concitoyens, c'est un systématisme. Il faut donc le mettre à plat et le questionner. Dans la pratique des professionnels, cela signifie se dire qu'être musulman peut se concilier avec la laïcité, et que ce n'est pas forcément contraire, alors qu'à chaque fois que l'on soulève cette question, on nous dit que cela pose un problème. Je suis moi-même dans une région, l'Alsace-Moselle, qui est régie par un droit local, où il y a un concordat, où le rapport à la religion est particulier et paradoxalement, nous avons encore plus de mal à traiter cet enjeu. Mon intervention allait plutôt dans votre sens.

**Stéphane MAGGI**

Pour les éducateurs, le passage naturel des adolescents par le questionnement religieux, la sublimation et le rapport à Dieu est tout de même important. Simplifier la question de ce rapport, qui est un outil essentiel, en disant que c'est un travail de sape de frères musulmans est extraordinairement dangereux par rapport à notre travail éducatif. Les Tsiganes ne sont pas musulmans : ils sont pentecôtistes évangélistes et cette force qui les anime de la conversion à l'évangélisme du baptême est extrêmement grande. Les préceptes de la religion évangélistes sont très serrés par rapport à l'organisation sociale, familiale, sexuelle. Or, ils ne suscitent pas trop d'interrogations, alors que c'est aussi important. Et c'est aussi un passage obligé de tout individu.

### **Service de prévention spécialisée, ADSEA 42**

Je suis étonné que l'on n'ait pas abordé un aspect que l'on retrouve souvent en sous-terrain, qui a trait à toutes les cultures : la dépression ou différentes maladies d'ordre psychiatrique, pour certaines personnes qui sont amenées à un déracinement, à un mal-être. La position devient de plus en plus difficile, pour les éducateurs de prévention spécialisée, que ce soit dans la rue ou lorsqu'ils rencontrent la famille. Comment peut-on amener ces familles aux soins, à la rencontre ou à l'ouverture ? Car cette situation les resserre et les isole encore davantage.

### **Claude THIBAUT**

Je partage votre observation. Je suis incapable de vous répondre, mais il est certain qu'il remonte de partout que le nombre de jeunes en situation mentale difficile est à prendre en compte.

### **Service de prévention spécialisée, ADSEA 42**

Il y a de plus en plus d'équipes qui travaillent avec des ethnopsychiatres, parce que le système psychiatrique se révèle souvent impuissant : on traite avec des méthodes françaises.

### **Un participant dans la salle**

Je voudrais témoigner à propos de quelque chose que j'ai vécu en tant que citoyen – mais je suis éducateur de formation. Il y a eu un problème dans la ville où j'habitais, dans le Val-d'Oise. L' élu n'a rien trouvé de mieux à faire que d'appeler l'imam pour qu'il intervienne. Je suis en quelque sorte personne ressource, je fais partie du conseil de quartier. Je suis allé voir les éducateurs de prévention et nous avons réussi à régler le problème. Il faut arrêter d'enfermer les gens systématiquement dans des catégories. Quand je discute à titre personnel avec les gens près de l'endroit où j'habite, ils ne se positionnent pas forcément en tant que musulmans : ils se positionnent en tant qu'habitants du quartier, en tant que Français, etc. Mais si on leur renvoie cela systématiquement, c'est réducteur. C'est de la stigmatisation à l'envers.

## Comment prendre en compte la problématique de la diversité culturelle dans la formation initiale et continue des travailleurs sociaux et comment gérer la diversité au sein des équipes éducatives ? (p 106 à 125)

---

*Table ronde animée par Murielle MAFFESSOLI, directrice de l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (Oriv)*

*Murielle MAFFESSOLI, directrice de l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (Oriv)*

---

Je n'ai pu assister à vos travaux d'hier, mais j'ai participé à ceux de ce matin. Pourquoi m'a-t-on proposé d'animer cette table ronde ? Je suis directrice de l'Oriv, qui est un centre de ressources sur les questions d'intégration, de discrimination et de politique de la ville en Alsace. J'ai été amenée, avec deux autres collègues, à travailler sur une recherche-action qui a lieu dans le grand Est, dont l'une des représentantes est auprès de moi et d'autres collègues sont dans la salle. Notre recherche-action n'est pas partie de la question de la diversité, mais des publics avec lesquels nous sommes amenés à travailler, des questions qu'ils nous renvoyaient, de leur vécu, de leur appartenance, de leur identité. Forts de cela, nous avons essayé de voir comment nous pouvions mieux travailler nos pratiques professionnelles. Cela croise la question de la diversité. Nous ne la posons peut-être pas exactement de la manière dont elle a été évoquée ce matin, nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir.

En tout cas, nous étions plutôt partis de la question des jeunes. Notre démarche de recherche-action porte sur trois sites différents : dans les Ardennes – Monique Hucorne l'exposera tout à l'heure –, en Moselle et à Strasbourg. En Moselle, l'approche s'est faite surtout par la dimension de l'histoire, de la mémoire, en recherchant comment le travail de mémoire peut permettre à des jeunes de s'inscrire dans une appartenance ou locale, ou identitaire. À Strasbourg, nous avons fait le pari de travailler sur la question des identités. Je mets le mot volontairement au pluriel, parce que l'on n'est jamais réduit à une identité : il y a l'identité que l'on se donne, l'identité que nous donnent les autres, les identités multiples que l'on a envie d'avoir... C'est à partir de ces approches et d'une présentation que nous avons été amenés à faire au CTPS que nous avons été sollicités pour intervenir aujourd'hui et pour que j'anime cette table ronde.

Le débat de ce matin était plus centré, au début, sur la notion même de diversité. Nous avons vu, au fur et à mesure, quels questionnements cela vous renvoyait en tant que professionnels. La table ronde de cet après-midi porte davantage sur cet aspect. Quels seraient les enjeux de la formation, dans ce domaine ? Quels seraient les enjeux en termes de gestion d'équipe ? – même si je reprends les propos d'un collègue qui disait ce matin que quand il intervenait, c'était avant tout en tant que travailleur social, en tant qu'éducateur, et pas dans ses autres dimensions, et que c'était en tant que tel qu'il fallait le reconnaître... Que veut dire la diversité ? C'est un peu sur ce sujet que j'ai envie de questionner nos intervenants. Pour démarrer, je proposerai à Chahla BESKI-CHAFIQ de nous donner un éclairage à partir de sa pratique, c'est-à-dire dans un organisme qui intervient sur le champ de l'interculturel, et

quel type de formation elle peut être amenée à proposer de mettre en place, à la demande d'acteurs ou non.

*Chahla BESKI-CHAFIQ, sociologue et directrice de l'Adric (Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté)*

---

C'est avec beaucoup de plaisir que je me trouve ici. J'étais déjà intervenue précédemment dans ce genre de séminaire et j'ai trouvé cela très intéressant. Je vais tout d'abord vous dire un mot de l'Adric et de moi-même, puis j'entrerai dans le vif du sujet en essayant de lancer quelques pistes de réflexion.

Avant de travailler à l'Adric, l'Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté, je travaillais à l'Adri, l'Agence de développement des relations interculturelles, qui a été mise à disposition pour créer la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. J'ai ensuite continué ma tâche au sein de l'Adric et j'ai eu le plaisir de travailler avec des éducateurs sur le terrain. Parallèlement, nous avons initié une unité de formation et de spécialisation à l'IRTS Parmentier. Cette unité de formation initiale existe depuis plus de dix-sept ou dix-huit ans et est presque unique en France. Il s'agit de 24 jours de formation sur les problématiques relatives à la question des jeunes issus de l'immigration, qui impliquent toutes les thématiques liées à la diversité culturelle, mais pas uniquement. C'est un champ multidimensionnel et assez complexe, qui demande des compétences interdisciplinaires. Je dis toujours, pour avoir travaillé avec eux et connaître ce public depuis des années, que les éducateurs sont parfois les travailleurs sociaux les plus formés. Dans les écoles de travail social, les autres travailleurs sociaux suivent des formations, mais les problématiques liées à l'inter-culturalité sont peu abordées – je dis inter-culturalité, parce que pour moi, c'est différent. Pour moi, l'inter-culturalité se distingue de multiculturalisme à travers la notion d'interaction. Qui dit interculturel devrait, par définition, penser qu'il existe aussi un sens transculturel, qui traverse les différentes cultures, penser également qu'il y a un dialogue possible et un socle commun à créer quand on vient de différentes cultures, pour vivre ensemble.

Toujours à propos de l'Adric, une autre conception que nous partageons dans notre travail et qui est très importante est que la culture n'est pas un concept figé. Mais en même temps, nous croyons fortement que la démocratie, en soi, est une culture. Dans la démocratie, il faut aussi entendre la citoyenneté, qui est aussi une pratique culturelle. Cela s'apprend, et c'est une création sociale, politique et culturelle. Il n'existe pas une France figée, démocratique depuis la nuit des temps. La France démocratique est le produit d'une histoire sociale, culturelle et fortement politique. Chaque fois que l'on emploie le mot de diversité culturelle, on est en face de sujets éminemment politiques aussi. Et je pense que lorsque l'on travaille sur le terrain, on ne peut faire abstraction de cette réflexion.

Quelques mots pour me présenter: je suis sociologue de formation et je travaille depuis des années sur ce sujet, non seulement avec les éducateurs, mais aussi avec de nombreux acteurs sur le terrain. Nous menons différentes actions relatives à la connaissance de la diversité culturelle, à l'implication dans le travail social, mais aussi aux différentes questions liées à la parentalité, à l'accompagnement des

jeunes, à la question des femmes, des rapports sociaux entre les deux sexes, qui posent des questions intéressantes sur le terrain de l'action éducative.

À l'époque où j'ai commencé à travailler à l'Adri, quand j'allais sur le terrain, j'entendais le questionnement des acteurs à propos des rapports sociaux entre sexes et des relations hommes/femmes. J'avais pensé à faire des modules, et l'on me disait souvent que ce n'était pas très conseillé parce que parler de sexisme dans les quartiers stigmatisait certaines populations. Finalement, on me disait toujours : « *C'est une question transversale : chaque fois que l'on va parler de la citoyenneté, on va aborder la question des rapports entre sexes. Il n'est pas vraiment nécessaire qu'on amène la question puisque dès que vous parlez de cela, cela veut dire que les hommes issus de l'immigration seront stigmatisés comme des gens sexistes, discriminateurs, etc.* ». J'étais tout le temps face à ce discours et j'ai essayé de dire que ce n'était pas une bonne approche, qu'il fallait que l'on puisse voir toutes les dimensions du problème. Effectivement, pour ne pas stigmatiser, il faut prendre les problèmes là où ils sont et développer une approche méthodologique complexe. À l'époque, nous avions toujours ce débat. Récemment, j'ai lu dans le journal *Libération* un entretien avec Didier Lapeyronnie, qui est sociologue, membre de l'équipe d'Alain Touraine, que je connaissais et avec lequel j'avais eu un certain nombre de discussions non pas contradictoires, mais de réflexions, et j'ai appris qu'il sortait un livre sur les quartiers ghettosés. Dans cet entretien, en parlant de ghettos urbains, il parle aussi de certains lieux, de quartiers, mais il tient aussi des propos qui m'ont vraiment intéressée : je me suis dit qu'un défi avait été gagné, parce que si le milieu académique et scientifique commençait à en parler, les gens nous prendraient plus au sérieux, comme c'est toujours le cas – et c'est légitime, parce que le milieu scientifique a son mot à dire, même si le débat existe, et je souhaite qu'il puisse continuer. Lapeyronnie disait donc qu'il y a quinze ans, quand on faisait des recherches, on ne voyait pas la même chose, mais qu'aujourd'hui, le sexisme est l'un des problèmes premiers des ghettos urbains. Je souligne cela parce qu'à l'époque, j'en avais assez d'entendre dire que ce n'étaient pas des problématiques scientifiques, que c'étaient des problématiques militantes, qu'il ne fallait pas parler de cette manière. Même si nous ne sommes pas américains et que nous ne nous disons pas politiquement corrects, nous avons nous aussi nos « *politically correct* ». Aujourd'hui, je suis heureuse que les études universitaires reviennent sur cette question. Nous venons d'ailleurs de sortir un guide méthodologique sur les questions liées à l'accueil et à l'accompagnement des femmes dans le contexte du quartier. Vous le verrez en allant sur le site de l'Adric « [www.adric.eu](http://www.adric.eu) ».

Après cette longue introduction, voici quelques pistes de réflexion. La première chose que je veux partager avec vous porte sur les mots : « Diversité culturelle ». C'est un concept qui, à mon avis, devrait être posé, actuellement, puisque l'on vit dans une société qui, par définition, est interculturelle. Mais en fait, il y a deux effets pervers que je vois théoriquement, par rapport à l'implication de cette notion.

D'une part, quand on parle de la diversité culturelle, on risque parfois de cacher et de camoufler l'existence du racisme et des discriminations en tant que phénomènes sociaux. En effet, on parle de la diversité culturelle et comme dans notre tête on a toujours tendance à voir le culturel différencié du social, du politique, de l'historique, on risque de réduire le problème au culturel et de ne pas voir les phénomènes sociaux et systémiques, la production et la reproduction des discriminations et du

racisme, qui sont aussi en cours, dans notre société et de tout renvoyer à la question de la diversité et de la différence de cultures. Comme le disent les sociologues, c'est parfois la différence sociale qui crée la diversité culturelle, et on l'oublie parfois.

D'autre part, on risque de favoriser certaines formes de relativisme culturel et de justifier des pratiques discriminatoires et des actes de violence exercés par des individus et des groupes au nom de cultures différentes. C'est le deuxième effet pervers que je constate. Je dis « certains » relativismes culturels parce qu'il ne faut pas oublier que quand on parle de relativisme culturel, si l'on renvoie à l'histoire de la science humaine, les premiers relativistes étaient des gens antiracistes. En fait, quelle est la proposition des racistes ? Pour résumer très schématiquement, ils disent : « nous sommes tellement différents que nous ne pouvons pas vivre ensemble. Chacun chez soi ». Alors que les relativistes culturels, au départ, sont contre l'ethnocentrisme ; c'est-à-dire que l'on ne doit pas prendre sa culture comme le centre du monde ni hiérarchiser, ce qui est aussi une pensée antiraciste.

Mais aujourd'hui, nous faisons parfois face à certaines utilisations ou instrumentalisation de la notion de relativisme culturel, et ceci, aussi bien dans le milieu scientifique que dans le milieu journalistique et sur le terrain. Ce type d'instrumentalisation renvoie au fait que puisque les gens sont culturellement différents, on ne peut pas parler de certaines formes de violence ou de discrimination, surtout quand il s'agit des questions liées à la sexualité et aux rapports sociaux entre sexes.

Pour vous donner un exemple concret, il se peut que dans certaines situations – nous venons d'ailleurs de sortir d'une recherche-action qui nous le prouve, et Didier Lapeyronnie en parle également, surtout dans un environnement ghettoïsé – mais cela peut aussi s'observer dans tous les quartiers et les lieux sociaux – quand il s'agit de mariages forcés certains sociologues vont jusqu'à dire qu'il ne faut pas utiliser ce mot-là parce qu'il stigmatise. Il faut dire « mariage arrangé ». Alors qu'un mariage arrangé n'est pas du tout la même chose qu'un mariage forcé. Ce n'est pas le même phénomène, cela ne recouvre pas les mêmes cas. Il existe bel et bien des mariages arrangés, sur le terrain, et il existe bel et bien des mariages forcés. Au lieu de les confondre, il vaudrait mieux chercher des outils pour comprendre à partir de quels critères et observations on peut parler de mariage forcé et à partir de quels critères et observations on ne peut pas en parler. Parce qu'un mariage dit « forcé » ne demande pas la même action éducative, ensuite, qu'un mariage arrangé. Ce n'est pas seulement théoriser pour théoriser, c'est aussi chercher des pistes d'action qui changeront sur le terrain.

Pour éviter ce type d'effets pervers, que faut-il faire ? Ce que nous préconisons à l'Adric, est d'une part que chaque fois que l'on parle de la prise en compte de la diversité culturelle, on puisse l'articuler avec la lutte contre les violences et les discriminations. Effectivement, en parlant des violences et des discriminations, nous sommes obligés d'aller sur le terrain social, de ne pas parler que du culturel et de revoir l'articulation entre social, culturel, politique et psychologique. Ceci m'amène à deux points :

- nécessité d'articulation de ces deux champs thématiques par rapport à une formation ;
- approche innovante de la démarche interculturelle permettant d'intégrer les spécificités de situations concernant les publics issus des immigrations tout en les inscrivant dans le développement de la citoyenneté démocratique.

Pour sortir de la phraséologie, je vais vous dire ce que j'entends par là. Premier point : peut-être est-ce clair, mais je suis persuadée qu'il ne faut pas seulement parler de la diversité seule ou de la lutte contre les discriminations seule. Il faudrait articuler ensemble ces deux champs de réflexion. Quand je dis « approche innovante de la démarche interculturelle », c'est parce que l'approche interculturelle vient de contextes anglo-saxons. Ce va-et-vient est très légitime, puisque les sociétés canadiennes et américaines ont été fondées sur l'immigration. Ce n'est pas la même histoire, ce n'est pas le même *background* philosophique ni politique, etc. Ceci étant, nous aussi, dans la société française, comme je l'ai lu dans les notes de Jean-Claude Sommaire pour la préparation de ces deux journées –je pense d'ailleurs que les questions évoquées sont très pertinentes et que nous les retrouvons sur le terrain –, nous avons, en France, plus d'un siècle de « vivre ensemble » : l'immigration fait partie de la construction structurelle de la société française. Pour autant, la prise de conscience est très récente. Je dis toujours que la prise de conscience n'est venue qu'à partir des années soixante-quinze, où l'immigration apparaît manifestement à travers des groupes sociaux qui vont rester et où le retour n'est plus évoqué. Nous sommes donc dans une prise de conscience assez tardive de la diversité culturelle, qui va avec la présence des populations immigrées.

Mais dans mon approche, l'acculturation, c'est-à-dire le processus d'entrée dans l'appropriation d'une autre culture – dans mon cas, par exemple, je suis arrivée en France 1983 en tant qu'exilée politique ; je ne connaissais rien de la langue française et je suis entrée dans un processus d'acculturation avec mon bagage, puisque chacun a sa trajectoire –, ce processus d'acculturation ne concerne pas seulement les populations immigrées, migrantes ou exilées. Je pense que la société moderne, par définition, est constamment dans un processus d'acculturation. En effet, la modernité en tant que citoyenneté démocratique étant un projet politique inachevé, la culture française est tout le temps en train de changer. Il suffit de regarder la situation des femmes en France ou le débat sur le Pacs pour le voir. Il y a toujours un débat culturel très important en cours et avec l'évolution de la société, même ceux que l'on dit « nationaux » sont tout le temps en train de s'approprier des changements culturels. L'interculturalité est donc propre à la société moderne, dès lors que vous entrez dans la culture démocratique, que vous pensez que l'autonomie des citoyens doit être prise en compte. Et vous, si vous êtes dans les pratiques éducatives, cela fait partie de votre cahier des charges, vous êtes mandatés pour accompagner les jeunes dans le processus d'accès à l'autonomie. Vous n'êtes pas là pour dire aux jeunes comment ils doivent vivre, mais plutôt pour leur donner les outils et les moyens pour se construire en tant qu'individus autonomes. Donc, vous êtes en plein dans l'apprentissage de la citoyenneté, au sens de l'apprentissage des droits et devoirs, etc. Vous rencontrez donc les problématiques de la citoyenneté, que ce soit avec les jeunes Français ou les jeunes « issus de ». Et pour vous, avoir des compétences dans le domaine de l'interculturel est nécessaire pour l'accueil de tout public. Ceci étant, dès que l'on travaille avec un public diversifié et avec l'immigration, on est face à un miroir qui nous renvoie la société tout entière.

Comment faire pour arriver à assumer cette double exigence méthodologique ? C'est une dynamique de construction, de déconstruction et de reconstruction. Que déconstruisons-nous ? Nous déconstruisons les concepts figés de la culture, de l'identité et de l'identité culturelle pour les prendre en compte dans leur évolution. En effet, l'identité est de toute façon une notion dynamique et évolutive. Si l'on reste dans les identités figées, dans les cultures figées, l'interculturel n'est tout

simplement pas possible. On revient là à la thèse des racistes selon laquelle chacun est tellement différent que l'on ne peut vivre ensemble. Ensuite, nous déconstruisons les visions qui nient qu'il existe un conflit de valeurs. De toute façon, il existe des conflits de valeurs, dans toutes les sociétés, en permanence et pas uniquement entre les Français et les personnes d'origine étrangère.

Nous déconstruisons une approche partielle et partiale de l'immigration, parce que beaucoup parlent de l'immigration comme si c'était les immigrés et les Français. Alors qu'à l'Adric, nous considérons l'immigration comme un fait social total et structurellement, la société française s'est construite avec l'immigration. Nous déconstruisons les images homogènes des communautés. La communauté est un lieu de chaleur, de lien social ; cela l'a été pour moi quand je suis arrivée. C'est tout à fait valable comme lieu de lien social. Mais le communautarisme n'est pas la communauté. Le communautarisme commence quand vous assignez les personnes à une identité soi-disant communautariste, qui présuppose qu'elles doivent agir de telle ou telle façon, que les Arabes agissent de telle ou telle façon, les Turcs de telle façon... Dès que la communauté devient un lieu de l'identité sociale et politique ou porteuse d'un projet social et politique, cela devient une approche communautariste et contraire à la culture de citoyenneté telle que je l'ai définie. Je distingue donc l'appartenance à une communauté du communautarisme.

À partir de cette déconstruction, nous essayons de reconstruire un juste milieu – c'est très important, dans une intervention sociale – entre la négation de la diversité culturelle et l'exacerbation des différences culturelles. Je peux le dire en une phrase très simple : droit à la différence, mais pas différence de droits. Nous n'acceptons pas les droits différenciés, parce que nous sommes dans la notion d'égalité. Non parce que c'est français, mais parce que nous l'apprécions en tant qu'accès au droit commun, à l'égalité et à la liberté. Mais pour que l'égalité formelle en arrive à l'égalité réelle, nous voulons qu'il y ait une reconnaissance de la diversité dans le sens de l'autonomie et de l'intérêt commun, donc, d'une communication interculturelle, d'une approche anthropologique pluridisciplinaire. En effet, nous pensons que ce n'est pas seulement avec l'ethnologie ou avec la psychologie, mais avec une approche interdisciplinaire. Et il faut que les agents du terrain, sans devenir des spécialistes, puissent devenir des généralistes qui maîtrisent assez d'outils différenciés. C'est donc une méthode pédagogique engageant les acteurs dans la recherche de connaissances. En fait, les acteurs de terrain ont beaucoup de savoirs et de savoir-faire. Toute l'idée est de capitaliser ce savoir et de pouvoir créer de nouveaux savoirs.

### **Murielle MAFFESSOLI**

Quelques mots clés avant de faire un pont avec les autres interventions et pour faire le lien avec nos propos de ce matin. Ce à quoi nous invite Chahla BESKI-CHAFIQ, c'est à relativiser le terme de diversité culturelle que nous avons évoqué ce matin. Les mots ont du sens et il ne faudrait pas tomber d'une approche où nous étions dans l'indifférence à une approche de la différence, avec un risque de droits différenciés ou de droits cloisonnés. J'entends aussi, par rapport à des enjeux que nous avons évoqués ce matin, le risque, par une approche strictement culturelle, de manquer les autres approches. On se définit par une appartenance ou des appartenances à une culture, par une appartenance sexuée : on est un homme ou une femme, normalement, par une appartenance sociale, etc. Comment arrive-t-on à concilier cela ? Et parfois, lorsque l'on ne met qu'un prisme, que ce soit celui du social ou

du culturel, le risque est de ne pas être en capacité d'analyser la situation. Il peut être pertinent de cumuler les différentes approches pour pouvoir répondre à ce qui se joue ici et maintenant.

Chahla BESKI-CHAFIQ nous invitait aussi à faire attention, quand on utilise ce terme, à ne pas tomber dans une démarche trop simplificatrice, voire stéréotypée du rapport à l'autre. En voulant agir au mieux, on risque quelquefois d'aller à l'inverse même de ce que l'on voulait faire. C'était l'une de mes réactions, quand j'ai vu le titre de ces journées et de cette table ronde : effectivement, il y a une diversité, mais surtout, quand on pointe cette question de la diversité, actuellement, c'est parce qu'un certain nombre de nos concitoyens, de jeunes, nous interpellent sur ce qu'ils sont, sur ce qu'ils veulent être et sur le fait qu'ils veulent faire partie de la société que cela nous a été renvoyé. C'est à ce titre-là que nous sommes obligés de nous poser la question : c'est parce qu'un certain nombre d'entre nous, de personnes avec lesquelles vous travaillez aujourd'hui n'ont pas accès aux questions et aux enjeux de citoyenneté – le terme de citoyenneté a beaucoup été évoqué ce matin. C'est aussi parce qu'un certain nombre d'entre eux, de manière réelle, vérifiée ou ressentie, sont confrontés à la question des discriminations. C'est une expérience que l'on n'est pas forcément amené à vivre tout le temps, mais c'est une expérience qui marque, et qui marque un certain nombre de rapports sociaux. Je trouve qu'il est intéressant, dans l'approche qu'a proposée Chahla, de faire le lien entre diversité et discrimination. Comment est-ce que l'on articule les deux ? Comment cela nous questionne-t-il ? Ce n'est pas systématiquement à mettre ensemble, mais c'est néanmoins important de l'inscrire ensemble. C'est aussi à mettre en lien avec la lutte contre les violences, la discrimination étant, à mon sens, une des formes de violence qu'impose la société, de toute façon.

J'aimerais maintenant voir avec Monique HUCORNE, à partir de l'expérience de la recherche-action que nous menons depuis quelques années, et en particulier à partir du territoire des Ardennes et de Sedan, comment cela interroge ses propres pratiques professionnelles et celles de l'équipe, sur le terrain, et ce qui est dit et fait aujourd'hui, puisque la table ronde s'attache plutôt au côté professionnel.

À travers cette intervention, je vais essayer de vous retracer très succinctement cette recherche-action et de pointer des éléments afin de vous faire comprendre toutes les interrogations que nous avons eues. Cette action est menée sur le grand est de la France. Nous sommes accompagnés par des spécialistes et des personnes ressource, de manière à structurer cette démarche et à en faire une composante pour retravailler en termes de pratique professionnelle.

J'interviendrai par ailleurs sur une autre dimension, puisqu'il nous a été demandé d'intervenir aussi sur la réflexion sur la formation initiale et continue des travailleurs sociaux en termes de diversité culturelle.

Depuis 2005, nous participons à une réflexion qui, finalement, a abouti à une recherche-action intitulée : comment se construisent les processus d'intégration sociale pour les jeunes issus de l'immigration notamment algérienne ? J'insiste sur le notamment, qui induit que ce n'est pas restrictif. Notre prétexte était trouvé... Ce matin, nous avons discuté de beaucoup d'éléments, du rapport aux autorisations. Je trouve qu'à un moment donné, en prévention spécialisée, ce qui est intéressant est de trouver des prétextes, des prétextes pour travailler, pour se questionner. Je trouve que la recherche-action est au moins un prétexte pour des rencontres, puisque la composition du groupe est diverse et avec des approches un peu particulières.

Notre prétexte était donc trouvé pour évoquer la mémoire et l'histoire des peuples immigrés, pour essayer d'articuler les pratiques éducatives autour de cette problématique d'intégration sociale, pour mettre des lunettes grossissantes pour évaluer la situation des jeunes des quartiers... Je rappelle que nous sommes en prévention spécialisée – et moi depuis longtemps, maintenant – pour accompagner des populations sur un territoire, et je tiens à globaliser cette approche, ce qui fait qu'à un moment donné, l'on n'a pas qu'un seul regard, on est à plusieurs à intervenir sur des territoires, et il est intéressant de garder cette notion de territoire.

Il est toujours intéressant de trouver des prétextes, de vrais prétextes, de faux prétextes... Mais n'est-ce pas la spécialité de l'approche des éducateurs de prévention spécialisée que de trouver ces « prétextes à » ... ? Des prétextes à interroger l'histoire : les histoires singulières vers l'histoire d'un peuple, d'une société. Dans cette recherche sur l'histoire du peuple algérien, mais aussi de toutes les émigrations, de 2005 à 2008, nous nous sommes interrogés sur beaucoup de modèles. Mais d'autres personnes en ont mieux parlé que moi pendant ces journées. Des histoires qui sont en partie belles ou vécues par des hommes et des femmes. C'est surtout ce qui nous soucie : les hommes, les femmes, les jeunes, les personnes qui sont porteuses de ces histoires. Mais aujourd'hui, que pouvons-nous dire de ces histoires ? Elles sont empreintes du poison de la discrimination, de la ségrégation ethnique et économique – je tiens à souligner ici que l'on a très peu entendu le problème économique que sous-tendent toutes ces problématiques : nous sommes dans des quartiers où la précarité et la pauvreté sont le quotidien des familles –, de l'inexistence politique, en termes de représentation, qui pose le

problème de la citoyenneté de ces populations. Et de toutes les populations, parce que, que devient la citoyenneté des Français dans les quartiers sur lesquels nous intervenons ? Quelle possibilité ont-ils d'être représentés et surtout, que l'on puisse tenir compte de leurs interventions, de leurs interrogations ? Elles sont empreintes de la stigmatisation à travers des catégorisations, dont nous avons largement parlé hier.

Pour conclure cette partie, je souligne l'importance d'édifier une mémoire sans cloisonnement des mémoires. Chacun a une mémoire, et je pense qu'en prévention spécialisée, quand on est éducateur et quand on est dans les endroits où nous sommes, il n'y a pas qu'une seule mémoire, il y a des mémoires : il y a notre mémoire et les mémoires de tous les gens que nous rencontrons et qu'en fait, nous sommes bien obligés, parce que nous sommes présents, si nous voulons accompagner, d'interroger tout ce contexte qui n'est pas si facile à appréhender. Mais je crois beaucoup que les échanges sur les quartiers, quand ils sont porteurs de développement social, peuvent se créer et que l'on peut avoir une dynamique apaisée. Je tiens surtout au terme « apaisé », qu'il me semble important de porter.

Interroger les pratiques : de quelles pratiques parle-t-on ? Ne soyons pas hypocrites. Cette recherche-action a soulevé bien des lièvres. Nous sommes tous, encore aujourd'hui, dans cette demande paradoxale de neutralité que l'on fait aux éducateurs. Il ne faudrait pas en faire un mythe, mais un réel outil de transformation sociale. Il est bien de rappeler la neutralité, mais qu'en fait-on et comment l'utilisons-nous comme outil pour faire avancer les perspectives sociales ?

Dans le groupe de cette recherche-action, nous étions :

- d'origine territoriale différente – Ardennes, Luxembourg, Alsace, Meurthe-et-Moselle, donc tout le grand est de la France,
- d'origine ethnique différente – nous avons une composition assez représentative d'un certain nombre de personnes issues d'immigrations diverses ou non, françaises ou non, avec cette place d'éducateur en prévention spécialisée, puisque c'est à partir de là que se faisait le travail,
- de formation et d'approche singulière différente : nous avons tous une histoire, et nous avons tous construit notre histoire à partir des différents contextes dans lesquels on a évolué. Je pense que c'est important.

Dès lors, nous avons dû supporter notre intolérance et celle des autres, dépasser nos représentations, qui pouvaient nous enfermer dans nos différences, abandonner successivement les arguments qui déplaçaient le problème. En effet, comment faire pour que cette diversité culturelle et idéologique, cette conjugaison d'innombrables expériences individuelles deviennent des interactions positives ?

Pour le comité de pilotage, il fallait :

- éviter la psychologisation des problèmes. À un moment donné, on nous disait : « ou les éducateurs sont malades, ou les jeunes sont malades ». Mais cela faisait beaucoup de malades. On a donc considéré que tout le monde était à peu près sain et peut-être un peu malade. Nous sommes tous dans des expériences de ce type ;
- éviter la globalisation ;

- nommer les difficultés : nous avons bien senti, ces deux derniers jours, qu'il suffit que l'on se trompe de mot pour... Mais ce n'est pas grave, il suffit qu'ensuite, on s'explique sur le mot. Rien n'est grave, si l'on est dans l'échange. Sur les quartiers, c'est exactement le même registre : on peut se tromper, ne pas être pertinent... Dans une approche familiale, les différentes personnes peuvent nous expliquer elles-mêmes leur différence, et l'on peut entendre cette différence ;
- éviter les rapports de forces de celui qui sait ;
- réussir à être modeste : ce n'est pas facile. En France, il n'y a pas d'apprentissage pour être modeste et quand on est éducateur, il est bien que l'on reste là où l'on est, c'est-à-dire avec une connaissance partielle de toute la réalité de la société ;
- réussir à mobiliser en termes de développement : ce que je voudrais faire passer comme message est que si l'on est dans le développement et la promotion de la personne, toutes les différences font un tout formidable. Œuvrons donc pour que ces différences deviennent du développement et de la promotion des personnes ;
- interroger notre accompagnement de ces jeunes particuliers, français, mais aussi algériens – puisque nous, sur les quartiers, nous avons encore des jeunes qui sont algériens –, marocains, turcs, qui ont toujours leur nationalité – donc nous les nommons bien tels qu'ils sont vis-à-vis de la loi.

L'injonction à l'intégration faite aux jeunes issus de l'immigration rend en fait compte de la difficulté qu'a la société française actuelle à se penser telle quelle, c'est-à-dire pluriculturelle et métisse. C'est bien le problème de l'intégration et de l'injonction que l'on fait systématiquement : intégration sociale ou intégration tout court... Comment ? Nous nous sommes dit qu'il y avait un problème d'intégration, mais aussi un problème de panne d'intégration. Le processus affecte ceux qui sont visés comme non intégrés. Si l'on parle d'intégration, c'est donc qu'à un moment donné, on a bien considéré qu'il y avait des gens qui étaient non intégrés. On peut donc aussi s'interroger aussi. Mais ce qui, par extension, a également été interrogé, c'est ce qui doit favoriser cette intégration, à savoir les associations de prévention spécialisée, les agents publics, les écoles. Dans ce domaine, les responsabilités sont multiples. Cela veut dire qu'il ne suffit pas de dire : « intégrons ! » et que cela va se faire tout seul. En fait, les gens sont intégrés, ils sont là, présents. Qu'est-ce qu'être intégré ?

Dans une société en profond bouleversement économique et social, dans ces nouveaux modèles de communication, la construction identitaire va être rendue plus difficile pour tous les jeunes. Elle est sans cesse remise en cause. L'identité est une configuration dynamique. Elle n'est pas fixée une fois pour toute, mais est évolutive. C'est sur ces enjeux que nous devons travailler, nous, prévention spécialisée : l'on n'est pas, à un moment donné, « en état de » et l'on restera toujours dans cet état. Les jeunes, les familles, nous avons tous cette faculté à évoluer.

Maintenant, se pose la question de savoir qui va aider à ce développement. Je pense que nous, éducateurs, quand nous restons modestes dans nos ambitions, nous pouvons travailler à rendre cette évolution possible. Battons-nous contre cette société injuste, discriminative, qui divise. Armons-nous pour défendre tous ces territoires où vivent les jeunes, les familles. Aidons-les à s'organiser. Rendons-les responsables de leur avenir. Toutes ces données sont dans la faculté collective que l'on aura à

construire du possible. Je tiens à le dire, parce que je n'ai pas de craintes : nous avons vu ici que les interrogations sont là. Nous ne disons pas toujours les mêmes choses avec les mêmes mots, mais je pense qu'en prévention spécialisée, nous avons cette chance d'interroger des modèles. Gardons cette capacité d'interroger.

### **Murielle MAFFESSOLI**

L'un des objectifs de la table ronde est aussi de laisser du temps pour l'interaction. Je suis obligée d'abrégé l'intervention de Monique, mais c'est le jeu. Finalement, Monique nous invite à avoir des approches par rapport à la manière dont ces questions peuvent être traitées. L'approche du territoire est importante. Cela a été aussi évoqué ce matin : il est extrêmement important de contextualiser les vécus. La diversité sous toute ses formes n'est pas forcément la même sur l'ensemble des territoires. La contextualisation ne doit pas être seulement géographique, mais aussi historique. Poser une question quand un événement vient de se produire dans le monde est différent de poser une question quand tout se passe bien. Cela nécessite forcément un travail particulier.

Comme l'avait fait Chahla, Monique nous a invités à travailler de manière un peu plus fine la question des discriminations. Elle a aussi posé la question de la citoyenneté. Ce qu'elle disait à la fin me semble d'ailleurs du même ordre : comment, par le travail d'éducateur, on permet aux uns et aux autres de se réinscrire dans une démarche citoyenne, en ouvrant des possibles, quelle que soit la forme de ces possibles, en respectant l'autre, mais en l'inscrivant dans un cadre qui est celui de s'épanouir ici et maintenant, si tant est que c'est ce qui se joue. Si c'est autre chose, c'est un peu plus complexe.

Monique nous a aussi invités à réfléchir sur les politiques publiques : la réflexion sur les questions d'intégration est un élément important. Votre intervention s'inscrit forcément dans des politiques publiques qui fixent un cadre qui, parfois, peut être un cadre très sclérosant, très difficile à vivre. Que vous n'y adhérez pas n'empêche pas ce cadre d'exister. Dès lors, comment faire en sorte que ce cadre qui peut être enfermant puisse être un levier possible ? Ainsi, alors qu'hier, la diversité avait plutôt été évoquée comme une richesse, ce matin, dans la discussion, nous avons plutôt parlé des difficultés de la diversité et pas du tout des leviers possibles qu'elle donne. Je ne dis pas : de la richesse qu'elle donne, parce que nous serions dans l'image symbolique, mais quels leviers nous avons pour agir. Il s'agit de chercher comment je peux arriver à trouver, dans la différence de l'autre, des éléments qui me ressemblent, c'est-à-dire quels modes d'action je peux mettre en place pour pouvoir travailler autrement à partir de ce qui, a priori, nous différencie. Parce que finalement, lorsque l'on y regarde d'un peu plus près, les différences physiques tombent quand on est sur l'approche sociale quand elle est identique, ou peuvent tomber quand on est sur une approche de genre qui fait qu'il y a des vécus identiques. Il s'agit, au-delà d'une différence qui, je le rappelle, est une expérience sociale qui peut être douloureuse pour certains, de trouver le moyen de dépasser cela.

Pour continuer dans notre sujet, nous avons avec nous Annie Léculée, qui intervient dans la fondation Jeunesse Feu vert, qui travaille aussi sur ce sujet depuis quelques années et qui a la particularité, dans d'autres fonctions, de très bien connaître les enjeux de la formation professionnelle et continue. Je lui propose de nous rendre compte des démarches initiées sur cette question de la formation, pas directement sur la diversité, mais qui l'ont amenée à poser ces enjeux.

Nos équipes couvrent quatre arrondissements, tous inscrits sites politique de la ville, avec des problématiques que vous connaissez tous bien. Je vais simplement, en flash, vous résumer quelques problématiques des jeunes adolescents et jeunes majeurs avec lesquels nous travaillons : bien évidemment, une récurrence de l'échec scolaire, des difficultés d'insertion, de nombreux jeunes connus des services de la justice, des services de police et impliqués dans un certain nombre de trafics de tous ordres – ils ont là, à mon avis, beaucoup d'expertise et de richesses. Ces jeunes disent comment ils ressentent le fait d'être en situation de relégation et ils parlent, ils parlent beaucoup. C'est peut-être de ces paroles qu'il faut nous inspirer : ils parlent de leurs échecs, d'humiliation, de mépris, de discrimination, et ils sont dans une attente où, à certains moments, nous l'avons senti, un repli communautaire pourrait être une tentation. L'essentiel des jeunes avec lesquels nous travaillons dans ces quartiers sont des jeunes originaires du Maghreb, pour la migration plus ancienne, et d'Afrique sub-saharienne. C'est-à-dire que nous n'avons pratiquement pas, dans nos actions, de jeunes d'autres origines, bien que nous soyons dans des quartiers où existent d'autres diversités culturelles.

Ce dont je voudrais témoigner ici, puisque c'est la demande qui m'avait été faite, c'est d'une conviction que nous avons. Il nous semble qu'il appartient au fait associatif, aux responsables associatifs de donner aux équipes des appuis méthodologiques, des appuis de réflexion pour pouvoir soutenir cette pratique de prévention qui, aujourd'hui, dans son évolution, est sans doute menacée et sans doute à défendre par rapport à son aspect atypique, aux pressions politiques, aux attentes, y compris celles des habitants. Nous sommes dans une situation d'une originalité, dans le champ social, qui me paraît fortement à soutenir et à défendre.

S'agissant du thème abordé aujourd'hui, je vais rendre compte d'une expérience de formation interne. Il m'avait semblé, sur cette question de la diversité culturelle, qu'en tant que travailleurs sociaux, nous avons besoin – même si vous avez abordé la question dans vos échanges, depuis hier –, de clarifier si cette diversité était une richesse, un frein, un obstacle. De clarifier pourquoi elle était si souvent décrite comme une causalité directe des conduites délinquantes des jeunes, avec des raccourcis, des amalgames qui amènent à penser que les faits de délinquance, ces faits de délinquance des mineurs, particulièrement, mais pas uniquement, sont du fait de gens qui ne seraient pas, non pas français, mais d'origine française. C'est une question grave, de société, bien sûr.

Je suis allée chercher du côté des généralités des sciences humaines et je ferai deux remarques qui m'ont paru très pertinentes, dans cette réflexion. La première provient de Catherine Quiminal, anthropologue, responsable de l'Urmis, l'Unité de recherche « migrations et société », qui dit : « *Les enfants et adolescents de migrants étant issus du prolétariat, leurs différences doivent se penser en termes de rapports sociaux – et j'ajouterai pour ma part en termes de rapports de classes – plus qu'en termes de différences culturelles* ». Ce n'est pas moi qui le dis, c'est toujours plus facile. Mais je le pense profondément. C'est ce qui m'amène à le choisir comme une entrée d'une posture de conviction idéologique. Une autre remarque émane d'un psychanalyste – il en faut –, Daniel Sibony : « *Enfermer les gens dans un cadre identitaire relève d'une certaine agression. L'agression identitaire, c'est d'enfermer les*

*gens, individus et groupes, dans un cadre que l'on suppose devoir être le leur et d'où ils tentent comme ils peuvent de s'en sortir. On les enferme parce que l'on a besoin d'un appoint identitaire pour combler un déficit, un manque de reconnaissance de l'autre. » C'est bien la question des places.*

C'est pour cela que nous pensons, dans le service – et cela fait partie des réflexions –, qu'il y a une réelle difficulté à définir avec précision de quoi l'on parle quand on parle de jeunes Maghrébins ou de jeunes Africains en France, ou de France. Il faudrait savoir avec précision comment eux se définissent, quelle assignation à une catégorisation est en jeu et si c'est le jeune qui porte cette assignation ou si on la lui fait porter de l'extérieur. Que choisit-il ? Cela pourrait permettre, aussi, dans ces catégorisations, de penser que l'on confondrait le jeune, dans sa singularité, dans son identité, avec l'origine de ses parents. Cela renvoie, bien sûr, à des migrations très anciennes, y compris de ceux qui nous gouvernent.

Cependant, et c'est un choix fort de notre service, même si nous avons ces convictions – je crois qu'on les partage assez vite, quand on a ces réflexions internes –, pour nous, la question de la formation continue des équipes est au cœur du fonctionnement du service. Cela veut dire qu'au-delà des parcours singuliers de qualification, c'est-à-dire de mise en situation de certification pour ceux qui ne l'ont pas, lorsque l'on entre dans ce métier sans qualification, c'est bien pour nous une responsabilité partagée de mettre en place, régulièrement, des actions de formation internes pour pouvoir élaborer un espace de réflexion collectif qui permette de traiter toutes ces questions.

Nous avons fait un travail important avec Didier Lapeyronnie, il y a déjà deux ans, suite à l'étude qu'il avait réalisée sur l'espace public parisien et l'évolution des quartiers parisiens – ce qu'il avait appelé, comme d'autres sociologues, la question de la « gentrification ». Nous avons travaillé avec cet appui extérieur riche, motivant, mobilisateur, et puisque l'on a évoqué son livre, *Ghetto urbain*, je vous le recommande, parce que même s'il s'agit d'une ville moyenne de l'ouest de la France, nous nous retrouvons beaucoup dans ce qu'il écrit et dans ce qu'il décrit sur des situations de construction de lieux d'enfermement.

Cette année, nous avons abordé la question des références culturelles des jeunes et nous avons essayé d'interroger le caractère laïc de notre action, parce que nous avons constaté que dans les séjours, les actions collectives, les accompagnements individuels, éventuellement, la question de la référence au religieux montait en préoccupation et en réflexion. Nous avons donc mis en place une formation pour une quinzaine d'éducateurs du service, avec le recours à Faïza Guelamine, sociologue, qui a beaucoup travaillé ces questions du racisme dans le travail social. Nous venons de terminer la première session de cette formation, qui a eu tellement d'intérêt et d'aspects positifs que nous l'avons reconduite et qu'actuellement, une autre partie du service participe à cette deuxième action de formation, qui couvre trois fois deux jours. C'est peu, mais très intense. Nous avons travaillé non pas afin de proposer des recettes ou des repères, mais pour mettre en réflexion un certain nombre de questions liées à la thématique du fait religieux et des références.

Nous avons tenté, par rapport aux principes qui guident l'action éducative, de découper cette formation en trois temps. Pendant le premier temps, il a été question d'essayer de clarifier, autant que

faire se peut, la question de la laïcité. Pour cela, nous avons eu la présence, pendant la formation, d'un anthropologue historien qui a mis en perspective la manière de penser la laïcité ; et penser la laïcité, c'est forcément penser le fait religieux. Il y a une corrélation directe. Cela a permis de donner des éléments de compréhension et de savoir, pour certains collègues qui n'avaient peut-être pas travaillé ces questions ou qui n'avaient pas les connaissances nécessaires. Ils ont apprécié cette mise en perspective par rapport à cette question de la laïcité.

Le deuxième axe de travail qui a été abordé est la question religieuse, aujourd'hui. Parce que ces jeunes que j'ai évoqués tout à l'heure, sont nombreux à être musulmans par l'origine, et pour beaucoup, de parents musulmans pratiquants. Nous avons donc travaillé le contexte de la société française aujourd'hui, son histoire : la France est une terre d'immigration qui s'est longtemps ignorée comme telle, et il se trouve que c'est dans la région Île-de-France, et là où nous sommes, à Paris, que vivent le plus de personnes nées hors du territoire français. Raccrocher la question de la laïcité et du fait religieux aux situations de migration a été un exercice qui a permis de poser un cadre d'analyse qui a trouvé son sens dans cette formation.

Enfin, dans un troisième temps, nous avons travaillé sur des situations concrètes apportées par les participants, c'est-à-dire les éducateurs des équipes éducatives par rapport à ces questions posées : la laïcité, le fait religieux, ce que nous autorisons, ce que nous n'autorisons pas, ce que nous faisons... Là, se pose bien évidemment la façon dont on peut travailler avec ces jeunes, la façon dont on peut travailler avec les familles. Nous nous sommes demandé, dans cette formation, si ce que l'on appelle une question religieuse n'est pas plutôt une tradition de culture. Le groupe a essayé de travailler sur des exemples concrets pour mettre ses membres en situation de réflexion et d'échange. Ce sont des moments que nous n'avons pas toujours le temps d'organiser. En effet, il a fallu reprendre les textes et voir ce qui relevait du droit, de la loi... Il y a un certain nombre de choses, dans la loi. Vous vous rappelez sans doute de façon prégnante ce qui s'est passé au moment du port du foulard. La dernière loi en date de mars de 2004 encadre, explique, mais ne règle pas pour autant les questions du quotidien, autrement dit, la question des jeunes eux-mêmes et de leur manière de se référer à leurs propres représentations et à leur propre religion. Un exemple assez courant est celui de la jeune fille qui, d'un seul coup, se met à porter le voile alors qu'elle ne le faisait pas jusqu'alors. Que veut dire le fait que subitement, elle porte un foulard ? Le lui a-t-on imposé ou non ? Comment cela s'inscrit-il dans sa trajectoire personnelle, sa famille, son environnement ? Ce sont des questions qui ont été évoquées au-delà des questions traditionnelles que l'on retrouve souvent dans ce domaine et qui, je trouve, écrasent un peu les demandes des jeunes sur la nourriture et autres questions que vous connaissez.

Ce qui nous a d'autant plus amenés à travailler ce sujet est qu'à la diversité des origines des jeunes, s'ajoute dans le service une diversité de professionnels dans leurs origines. Nous avons des éducateurs d'origine maghrébine, africaine, autrement dit les mêmes que celles que j'ai évoquées tout à l'heure. Nous avons aussi, un peu perdus, ici, des Latino qui posent les questions un peu différemment. Nous savons qu'un certain nombre de collègues sont pratiquants de leur religion dans leur sphère privée, ce qui ne pose aucune question. Mais ce qui devient intéressant à partager et à explorer, c'est lorsque les éducateurs sont amenés par les jeunes à être confrontés à leur propre

histoire, à leur propre culture et lorsque des jeunes, à certains moments, cherchent des alliances, des compromis avec ces éducateurs, au regard de cette culture de référence qui, pour eux, dans leurs représentations, est la même que la leur. Il nous avait semblé que cette question, qui est toujours difficile à poser, qu'il faut poser dans le respect de chacun, doit aussi interroger le champ social. Elle l'interroge, puisque le travail social a été souvent taxé d'ethnicisation. En ce sens, le livre qu'avait écrit Faïza Guelamine, *Le Travail social face au racisme – Contribution à la lutte contre les discriminations*, mettait bien en perspective ce qu'a pu faire le travail social, ce qu'ont pu faire les financeurs du travail social sur l'instrumentalisation d'un certain nombre de travailleurs sociaux. Il y a en effet d'autres intervenants sociaux : je pense aux femmes relais, dans certains quartiers, pour ne pas ré-évoquer la question assez banale des grands-frères. Et les éducateurs, dans notre service – il me surprendrait beaucoup qu'il soit le seul – disaient, pour certains, comment ils étaient, à certains moments plus qu'à d'autres, soumis à des pressions, assignés à une posture devant être bien plus claire et sans ambiguïté que pour l'éducateur qui ne serait pas de cette origine. Il me semble que cette double appartenance, là aussi, jeunes, éducateurs, devrait leur permettre de vivre sans tension ou pression leur capacité d'apporter aux jeunes des réponses éducatives ajustées aux situations singulières, simplement parce qu'ils sont des professionnels qualifiés. En ce sens, la question du référentiel de métier, la question des repères du métier me paraît aujourd'hui indispensable à travailler collectivement. C'est pourquoi au sein des équipes, ce débat a permis en tous les cas des échanges assez riches, parce que les jeunes, vous le savez bien, légitiment un certain nombre de choses.

Je ne sais pas si, dans la formation initiale, les réflexions que nous venons d'évoquer diversement et qui sont évoquées depuis hier sont prises en compte, insuffisamment prises en compte, mais il est sûr que ce n'est pas parce que l'on sort d'une école d'éducateurs que l'on est ajusté à tous les contextes professionnels. Il faut à chaque fois avoir un temps de professionnalisation – terme qui monte en charge dans la sémantique de la formation – qui permet de s'ajuster, de s'adapter – on parlait autrefois de perfectionnement professionnel ; c'est moins chic, aujourd'hui. Mais en tout cas, il est nécessaire que dans les structures dans lesquelles nous sommes, dans lesquelles vous êtes, cette question de la formation continue et de la formation collective continue soit posée.

Il faut savoir tout de même qu'il existe beaucoup d'expériences de prise en compte de cette question de la diversité des pratiques dans la prévention. Nous devons être attentifs, dans une offre de formation existante mais à modifier et à enrichir, à ce que pourraient nous apporter des contenus formatifs de caractère interactif qui permettraient à chacun de faire ce travail d'élaboration à la fois singulier et collectif, pour aborder en tout cas la question de ces jeunes aux identités plurielles.

### **Murielle MAFFESSOLI**

À travers la réflexion que vous avez eue sur ces formations, vous interrogez la question des causalités directes qu'il peut y avoir lorsque dans tel événement, il y a des personnes qui ont tel type de profil et que cela donne tels effets. Dans tout ce que nous nous sommes dit depuis ce matin et dans les réflexions que nous avons eues dans notre recherche-action, c'est un élément important : comment toujours réintroduire à la fois de la complexité et de la singularité. C'est ce qui fait d'ailleurs que nous serions bien embêtés pour dire qu'il y a des réponses toutes faites aux questions que l'on va nous poser. Beaucoup d'expériences sont menées actuellement sur ces sujets, mais elles sont prises dans des

territoires et dans la pluralité des territoires. Vous invitiez, à la fin, à cet enjeu de professionnalisation. Effectivement, l'un des constats que nous avons faits dans notre recherche-action est que cette professionnalisation doit certainement passer par des périodes de formation sur des contenus assez cadrés, mais nous avons pu constater, dans le travail que nous avons mené, que la confrontation des approches de tel ou tel jeune ou de telle ou telle situation par plusieurs professionnels permettait, en fait, de déconstruire les choses et de le traiter collectivement. Nous nous sommes rendu compte que souvent, nous avons des interprétations de radicalisation des choses, de développement de situations de tension, etc. Dans les travaux de recherche-action, nous avons essayé de nous demander quels étaient les éléments qui nous amenaient à dire que telle ou telle chose se passait et, une fois ces éléments posés, quels étaient les modes d'interprétation que nous avions à cet égard. Cela nous permet d'ailleurs de nous renvoyer chacun à nos propres cadres culturels, ce qui est finalement assez souhaitable.

Vous nous avez également interpellés sur nos représentations mutuelles. Je pense que c'est un élément vraiment important. Ce matin, un de vos collègues disait que ce n'est pas forcément parce que l'on est de la même culture que l'on comprend ce qui se passe et qu'il vaut mieux de l'éloignement que de la proximité. Dans ce cas, ce n'est ni l'un, ni l'autre : vous intervenez en tant que professionnels et la question est de savoir comment l'on repositionne la dimension de la pratique professionnelle, comment l'on s'outille sur cette pratique dans une démarche collective, pour que vous ne soyez pas confrontés seuls à telle ou telle situation. C'est en tout cas ce que nous, nous avons vécu.

## **ECHANGES AVEC LA SALLE**

---

### **François LEFEBVRE**

J'ai bien entendu et bien compris la différence qu'il y avait entre acculturation, culture, évolution culturelle, déconstruction, reconstruction, mais ce que j'observe, c'est un risque lié à l'entre-deux culturel. Partant du principe de la déconstruction à l'endroit du traditionnel, j'observe une reconstruction beaucoup plus radicalisée, puisque souvent en référence à une « culture tiers parfois extrême » – pour ne pas utiliser les mots qui fâchent...

L'autre point de discussion a trait à la neutralité. Moi, personnellement, je n'ai jamais su ni pu être neutre dans une intervention éducative. Je préfère parler d'altérité et du respect de l'autre.

### **Un éducateur de l'association Arrimage, à Clichy-sous-Bois**

Je voudrais faire un commentaire. La table ronde concerne la question de la diversité culturelle dans la formation initiale et continue. Je remarque qu'il n'y a aucun représentant de centres de formation. Je trouve difficile d'élaborer des formations en faisant la part entre le culturel et le sociologique, la différence sociale. Ce que j'ai vu concrètement, au centre de formation d'Aubervilliers où j'ai été formé, c'est qu'il y avait des dispositifs permettant des financements du conseil général et un dispositif de passerelle pour les non-diplômés. Il y avait donc une aide à la formation, et l'on touchait des gens qui avaient parfois des difficultés à financer leurs études ou qui parfois, étaient en poste, mais que les employeurs pouvaient envoyer plus facilement qu'aujourd'hui en formation. Par

conséquent, on touchait davantage des professionnels issus de milieux populaires. Il se trouve que parmi ces derniers, une grande partie étaient porteurs d'une diversité culturelle, mais que l'on n'avait pas besoin de mettre en avant : déjà, on favorise l'accès au savoir et à la professionnalité. Cela a donné une diversité, dans l'école, qui faisait que les enseignements n'étaient pas simplement verticaux, entre formateurs et formés, mais aussi horizontaux. J'ai beaucoup appris de mes collègues, qui ont grandi dans des quartiers et qui partagent une diversité culturelle avec un certain nombre de publics. Or, nous avons eu des échanges inter-écoles et à un moment, j'ai vu des collègues de Parmentier, par exemple, qui me disaient : « tiens, chez vous, c'est curieux, il y a beaucoup de non-Blancs ! » Eh bien oui ; nous sommes une école de banlieue. Ces questions sont importantes. On a reculé sur la question de la diversité dans nos professions parce que l'on a reculé sur la question de l'accès aux études. Et l'on peut faire le même constat pour les IUFM, qui ont placé la barre de plus en plus haut, alors qu'avant, les gens qui sortaient de l'École normale pouvaient venir de classes populaires. Je connais un jeune homme de quartier qui prépare l'IUFM. Il m'a dit que sur tout un amphithéâtre, il était le seul, que tous demandaient à ne pas aller travailler en banlieue et qu'il était le seul à vouloir y aller. Il veut travailler en Zep. Et l'on aura ainsi des professeurs décalés, non pas par la différence culturelle qui, parfois, se surajoute, mais surtout parce lorsque l'on ne vient pas du monde populaire – et aujourd'hui, l'encadrement du travail social est largement issu des classes moyennes –, on a besoin de perfectionnement professionnel pour l'appréhender. Cela peut prendre une dizaine d'années. Et le racisme social, cela existe aussi.

### **Murielle MAFFESSOLI**

Pour faire écho à la dernière intervention, il se trouve que pendant le repas, nous étions quelques-uns réunis et nous avons beaucoup débattu sur la formation initiale, sur la manière dont elle était posée actuellement et sur les risques que cela présentait à différents niveaux. Je pense que vous avez tout à fait raison dans la manière dont vous énoncez les choses, mais je voudrais rappeler que la question du vécu d'une réalité n'est pas pour autant la condition unique pour pouvoir appréhender quelque chose. Sinon, on risque de tomber dans l'enfermement que nous avons évoqué précédemment. En revanche, il est très riche d'être divers. Je n'utilise pas là le terme de « diversité » réservé exclusivement au culturel. Mais nous savons très bien que quelques-uns se battus pour que l'école soit mixte, et donc diverse, parce que l'on pensait que cela apporterait quelque chose. On observe aussi aujourd'hui une tendance à avoir une école garçons / filles. Je pense que c'est tout cela qui, aujourd'hui, est en questionnement. Il est drôle de voir que dans une société où l'on commence à parler de minorités visibles, de diversité, de discriminations, etc., on ait dans le même temps autant d'enfermement et de cloisonnement. Je pense que cela demandera aussi que l'on y réfléchisse, à un moment donné.

### **Chahla BESKI-CHAFIQ**

Pour répondre à la question relative aux risques de cette démarche de déconstruction-reconstruction, il faudrait voir comment on travaille ce type de démarche concrètement dans une formation avec les différents métiers et comment on le travaille également dans une formation transversale, puisque ce n'est pas la même chose. Chaque fois, cela demande un travail concret, tel que cela a été évoqué, sur les pratiques, etc. Mon propos ici visait simplement à dire des choses de manière très conceptuelle par rapport à tout ce débat sur la diversité. Sinon, je suis d'accord avec la remarque de François Lefebvre. Quand je parlais de la déconstruction d'une culture figée ou de l'identité figée, il faut la mener avec

une démarche qui consiste à se décentrer très rapidement, pour l'éducateur social, et à envisager ensuite comment entrer dans un processus de négociation très complexe pour arriver à sa propre identité professionnelle. Il s'agit en effet de travailler sa posture professionnelle : quand on travaille dans l'interculturel, on travaille parfois plus sur soi que sur l'autre. Je n'ai pas pu développer tout le travail nécessaire de cette démarche, faute de temps.

La remarque du deuxième intervenant est très pertinente. À l'IRTS, où nous proposons depuis dix-sept ans cette unité de formation presque unique en France, sur ces questions-là, et qui dure tout de même vingt-quatre jours, ce qui n'est pas négligeable, j'ai eu l'occasion de voir l'évolution de profils de métiers. Nous avons vu des cas qui relèvent de la politique des grands-frères ou des femmes-relais, nous avons navigué entre l'ethnicisation, d'un côté et, de l'autre côté, la question du marché du travail, des diplômes nécessaires et du chômage, qui fait que certaines entrées sont filtrées et que l'on se trouve dans des groupes de plus en plus homogènes. Je suis d'accord avec Murielle MAFFESSOLI : être d'une origine ou être d'un quartier n'est pas une compétence en soi, mais en même temps, il y a des richesses, dans cette mixité. Tout dépend comment on le travaille. L'intérêt est de trouver un juste milieu, et ce n'est possible que si l'on travaille sur l'école de manière générale.

La deuxième démarche, par rapport à cette diversité au niveau de l'équipe, c'est ce qui a été évoqué. La question de la diversité culturelle, au niveau de l'équipe d'éducateurs, pose aussi la question de travailler aussi au niveau de l'équipe de manière globale. Je trouve que les notions de supervision et de formation ne sont pas très présentes en termes de diversité. Comment pourrions-nous faire pour que les différences, au niveau de l'équipe, que ce soit en termes d'identité, de genre, de diversité culturelle, etc., puissent être aussi travaillées en tant qu'acquis et richesses d'une équipe, puissent être transformées en richesses ? Cela demande un travail d'équipe conséquent, qui a fait l'objet de l'intervention de Madame LECULEE et sur lequel je ne reviens pas.

Je finirai par une troisième remarque : en France, de toute façon, au niveau initial, je trouve qu'il n'y a pas d'équilibre pédagogique, et je suis tout à fait d'accord pour dire qu'ici, à cette table ronde, nous manquons cruellement de responsables de formation. Mais en formation initiale, en France, dans les écoles de travail social, d'après mes observations, il n'y a pas de coordination pédagogique pour équilibrer les apports sociologiques, psychologiques, ethnologiques. Il n'y a pas de démarche interdisciplinaire adaptée à l'évolution de la société à l'acculturation. Je trouve que pour commencer, il manque déjà ce type de travail.

### **Annie LECULEE**

Il y a, en fait, deux problèmes excessivement différents. Dans la formation initiale, généraliste, du décret de formation des diplômés de niveau III du secteur – puisque l'on pourrait l'élargir au métier d'assistant de service social, par exemple –, y a-t-il, et comment, une vraie prise en compte, du côté des usagers, même si c'est un terme que je n'aime pas, de leur diversité religieuse ou culturelle ? Il y a, dans le secteur du soin, sur la question du rapport au corps et du *nursing*, de vraies questions qui se posent pour les intervenants de santé, également. C'est pour cela que je fais une petite annonce pour l'Île-de-France, puisque je travaille dans cette région, sur une action que proposera l'OPCA de la branche sur la prise en compte du fait religieux dans la relation à l'utilisateur. C'est une question qui est

évoquée. Il me semble que selon les centres de formation, il y a des choses très diversifiées qui se font, sous la forme d'unités de formation, de recherche que ce soit au niveau régional ou par l'OPCA de la branche et certainement, quelques conseils généraux. Ceci va permettre à ces professionnels qui entrent dans le métier, par un travail en milieu naturel, puisque que c'est le terme qui est souvent employé, de poursuivre ce choix de s'engager dans cette formation, avec certification au bout dans ce sens. Mais je les ai vus beaucoup plus arriver dans les contrats aidés, les contrats de professionnalisation, aujourd'hui. Nous les avons vus arriver dans le champ de l'animation. C'est un champ où les jeunes viennent sur des fonctions d'animateur de centre aéré, de temps de cantine, mais ce sont des emplois très précaires, très peu payés. Beaucoup font ce chemin qui est très long, très lent, pour arriver jusqu'à la qualification d'éducateur spécialisé. Mais dans les équipes éducatives, il y a aujourd'hui des éducateurs qualifiés de toute origine. Et ce qu'il me semblerait intéressant de mettre en place dans les équipes – mais c'est aussi une question de moyens : cette question des moyens est très posée –, ce sont des lieux d'élaboration sur ces questions fortes, notamment, de l'accompagnement de ces jeunes dans cette double appartenance, avec tout ce qu'il peut y avoir de richesses et, quelquefois, de difficultés.

### **Monique HUCORNE**

En ce qui concerne la formation, j'ai des inquiétudes. Pour préparer mon intervention d'aujourd'hui, j'ai interrogé les différents centres de formation et de la région et je leur ai posé des questions quant à l'approche culturelle et à la manière dont cela était traité. J'ai eu des réponses très évasives. En fait, on me disait : « Oui, nous avons des modules. — Lesquels ? — Ah, il faudrait que j'aie revu dans... » C'étaient tout de même des responsables de centres de formation !

Je trouve que dans la formation initiale, on est resté très en retard par rapport aux problématiques de société. Je le dis parce que je pense ne pas provoquer d'indignation. Je pense aussi qu'au niveau de la formation continue, nous avons également pris du retard, maintenant, puisque nous n'avons plus la possibilité de faire ce que nous faisons il y a peu de temps, c'est-à-dire de faire des découvertes à travers un certain nombre de propositions de formation qui n'étaient pas qualifiantes. Je dis aujourd'hui que la promotion sociale qui, à une époque, était une façon d'entrer dans la formation, était quelque chose de construit et qui avait du sens. Je repose la question du sens de la formation des éducateurs spécialisés. Je me dis aussi qu'aujourd'hui, l'acquisition de certificats à travers des VAE m'interroge, puisqu'en fait, c'est un parcours individuel. Or, nous venons de dire qu'il était intéressant de travailler toute cette dimension collective. Je regrette aussi de ne pas voir ailleurs toute la question des problématiques liées à la diversité culturelle, puisque nous avons tout de même assignation à résidence en France, pour la formation continue. Aujourd'hui, quand on appartient à une petite équipe, que l'on a des budgets très restreints, nous n'avons pas cette possibilité, sauf d'aller rencontrer des collègues sur de grandes zones comme Strasbourg et à travers des dispositifs existants, nous n'avons pas de capacités financières pour nous permettre un certain nombre de démarches, de rencontres et de connaissances. Le secteur de la prévention spécialisée doit aujourd'hui mutualiser, mais doit aussi ouvrir ses portes à des formations sur des territoires non français : à l'Europe, à l'Afrique... Nous n'avons plus cette capacité que nous avions hier. Hier, c'était il y a trois ou quatre ans. Je le dis parce que cela me paraît très important. Moi, je vis la formation continue comme un recul permanent. Je vois aussi le fait que l'on ne parle pas des attaques contre notre convention collective ni

de la remise en cause des possibilités de financement des formations internes. On fait comme si cela n'existait pas, comme si nous n'étions pas concernés par ces créneaux, alors que c'est notre avenir. C'est l'avenir de notre profession. J'en parle d'autant plus facilement que je vais prendre ma retraite. Soyons conscients qu'il y a une remise en cause.

J'ai entendu dire, à midi, que nous étions des personnes privilégiées, parce que nous avons, en fin de carrière, comme éducateurs, un salaire de 2 300 €. Je ne veux pas de précarité partout. Nous cherchons à ce qu'il y ait de moins en moins de précarité. La précarité des travailleurs sociaux, quels qu'ils soient, n'arrangera pas la démarche dynamique de responsabilité de citoyen. On peut peut-être se poser la question aujourd'hui, mais je ne me pose pas la question de mes revenus avec les gens du quartier. Je me pose la question des revenus avec ce que j'entends en termes financiers, aujourd'hui, au niveau national. Il ne faut pas confondre. Il y a là des choses que je ne peux pas entendre.

Soyons conscients qu'il y a une remise en cause et des conventions, et des formations. Il faut aller un peu revendiquer !

### **Murielle MAFFESSOLI**

Je vais conclure cette table ronde avec les propos de Monique Hucorne en faisant le pont avec ce qui a été dit précédemment. Cette tendance à la précarisation d'un certain nombre de métiers et de publics qui interviennent sur des métiers, voire à la multiplication, sur des territoires, de publics qui sont dans des postes précarisés pour prendre en charge des populations que l'on dit en difficulté ou que l'on dit précaires, m'interroge personnellement au plus haut point. Les fantassins de la République dont parlait Bourdieu, il y a quelques années, en disant : comment continuerons-nous à faire société et à faire ensemble, si, en fait, nous ne nous en donnons pas les moyens ?, c'est plus que d'actualité.

Pour finir sur un aspect positif, j'aimerais bien que la diversité visible de cette salle, on la retrouve à beaucoup d'autres endroits quand il y a des colloques et des lieux de rencontre.

## **Clôture**

---

### **Jean-Claude SOMMAIRE**

Je n'aurai pas le temps de conclure avec des éléments de perspective, mais je tiens, avec Claude Thibault, à remercier les intervenants présents à cette table et ceux qui les ont précédés ce matin et hier, qui nous ont été très utiles. Vous avez vu qu'ils ont tenu des propos entre lesquels il y avait des convergences, mais aussi des divergences. C'est normal : nous sommes sur une question de société qui est difficile. Le plus important est d'arriver à pouvoir en parler avec un souci de l'éthique de la discussion, de l'éthique du débat et de l'élaboration collective, de façon à pouvoir progresser par rapport à l'objectif commun, qui est, dans un contexte qui n'est pas facile, pour de multiples raisons qui viennent encore d'être exposées maintenant, de pouvoir apporter des choses aux populations dont s'occupe la prévention spécialisée.

Quant à la commission thématique « la prévention spécialisée à l'épreuve de la diversité », dont je m'occupe en direct avec un certain nombre de vos collègues du CTPS, elle sortira un rapport dans les prochains mois – de toute façon, avant l'été –, qui n'apportera sans doute pas de recettes, mais cherchera d'abord à poser les questions, à ne pas les éluder, à ne pas être dans l'évitement. Parce que l'on ne peut pas simplement écarter ces problèmes complexes pour ne pas les voir ou les caricaturer : il faut accepter de les regarder tranquillement, sereinement, sans excès, mais aussi sans faux semblants. Sinon, nous n'aboutirons pas. Sachant que la question de la diversité se pose à l'ensemble de la société française, se pose aux autres pays de l'Europe, l'expérience dans l'histoire, dans d'autres continents, montre cela ne se passe pas toujours bien. Certes, cela peut être une richesse, si cela fonctionne bien, mais tout cela doit s'accompagner, se préparer. Cela ne va pas de soi, ce n'est pas facile, et de ce point de vue, la prévention spécialisée, qui est en quelque sorte dans une position d'éclaireur, est confrontée, sans doute plus que d'autres, à des difficultés. Mais en même temps, elle est en capacité d'innover, d'apporter des expériences, des témoignages qui peuvent être utiles à d'autres acteurs et aider à faire progresser cette problématique.

Je vous remercie pour votre participation à ces deux journées.